

Politis, P

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr

DOSSIER



Finance :
un nouveau
système prédateur

ATTAC
Le vote
de la dernière chance

VERTS
Bordeaux, cru
honnête pour Voynet

VENEZUELA
Chávez,
dieu ou diable ?

IDÉES
Pour une histoire
de l'ordinaire, de
Philippe Artières

ACTION
Amiante, une affaire
empoisonnante

M 03461-0929 3,00 E

PRE-VISUALISATION
OFFSET

n° 929

3 €

Politis,

RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL

Le choix de Marie-George

À la veille de la rencontre nationale des collectifs qui doit désigner le candidat de la gauche antilibérale, la volonté de la direction communiste d'imposer sa candidate suscite remous et tensions.



Sommaire

Au fil de la semaine 4 à 21

GROS PLAN

RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL.

Le choix de Marie-George.
Tribunes de Clémentine Autain
et de Pierre Zarka.

Pages 4 à 6

FRANCE

ATTAC. Le vote de la dernière
chance.

Page 7

POLITIQUE. Bordeaux, cru
honnête pour Voynet.

Page 8

SANTÉ. Prévenir, réparer les
mutilations sexuelles.

Page 9

ÉCONOMIE. « Pas d'alternatives,
vraiment ? », par Geneviève
Azam. Page 9

MONDE

VENEZUELA. Chávez, dieu
ou diable ? Page 10

RWANDA. Un juge très politique.

Page 11

AFRIQUE. Discours et réalité.

Page 11

CULTURE

LITTÉRATURE..

« Métamorphoses d'un
mariage », de Sándor Márai.

Page 18

CINÉMA. « The Last Show »,
de Robert Altman.

Page 19

THÉÂTRE. « De l'homme »,
de Jacques Rebotier.

Page 19

CIRQUE. Tenue tzigane exigée.

Page 20

ROCK. « Endless Wire »,
des Who.

Page 20

TÉLÉVISION. « Et maintenant,
la pub ! »,
Page 21

Idées 22 et 23

ESSAI. « Rêves d'histoire. Pour
une histoire de l'ordinaire »,
de Philippe Artières.
Page 22

TRIBUNE. « Le Nobel
de l'interférence »,
par Catherine Bourgain.
Page 23

Action 24 à 30

ENVIRONNEMENT

Une affaire empoisonnante.

Pages 24 et 25

BABIL WEB

Ménage dans les fichiers.

Page 27

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Entretien avec Thomas Tertois,
coordinateur de Zaléa TV.

Page 29

ÉCOLOGIE

Le défi de Voynet,
par Patrick Piro. Page 30

Courrier 31

Couverture : AFP

Pour *Politis*

De nous à vous

AUX « AMIS DE POLITIS »

Plusieurs lecteurs nous interrogent : à quoi sert désormais l'ancienne association de soutien « Pour le nouveau *Politis* » ? Il n'avait pas été possible juridiquement, début octobre, de l'utiliser pour collecter la souscription de sauvetage. Fidèles soutiens, ceux que l'on nommait « Les amis de *Politis* » ont cependant joué un rôle extrêmement appréciable dans la survie du journal pendant des mois, par les dons réguliers qu'ils effectuaient. Qu'ils en soient très chaleureusement remerciés ici ! Pour éviter de faire doublon, nous allons rapidement leur proposer de « migrer » vers l'association « Pour *Politis* ». Ils en seront informés.

RENDEZ-VOUS

Quel avenir pour la presse écrite engagée ? C'est le thème du premier « Café médias » du Club de la presse Val-de-Loire, en collaboration avec la Société des lecteurs du quotidien *Libération*, Le Chiendent (lieu associatif et autogéré d'Orléans), l'hebdomadaire *Politis*, représenté par Patrick Piro, et le quotidien *L'Humanité*. À 18 h 30, jeudi 7 décembre, au bar-restaurant Le Martroi, place du Martroi à Orléans. Entrée libre.

WWW.POUR-POLITIS.ORG

Que devient le site de la bataille du sauvetage ? Il évolue très vite, découvrez-le en page 31 !

ADHÉREZ À POUR POLITIS !

L'association Pour *Politis*, créée par le personnel du journal, détient grâce à vos souscriptions les deux tiers du capital de la nouvelle société éditrice de l'hebdomadaire. Lecteurs et sympathisants peuvent en devenir adhérents. Ils en constitueront le second collège (le premier est formé du personnel de *Politis*), d'où seront élus trois administrateurs, au cours d'une prochaine assemblée générale. Ils rejoindront les 13 membres actuels du Conseil d'administration, issus du personnel de *Politis*.

Nous définirons ensemble le programme de travail de l'association : jouer pleinement le rôle d'actionnaire de référence de *Politis*, assurer le rayonnement du titre, etc. Peuvent adhérer des individus ou des personnes morales (voir les statuts sur le site www.pour-politis.org). Indiquez une adresse électronique, l'économie est importante à l'heure de contacter les adhérents.

PATRICK PIRO, PRÉSIDENT

N. B. : ceux qui ont participé à la souscription ne sont pas automatiquement membre de l'association. Cette adhésion est volontaire, laissée à la discrétion de chacun. Pour les souscripteurs, la cotisation 2007 est facultative ; ils doivent cependant remplir le bulletin d'adhésion.

Bulletin à renvoyer à : Pour *Politis* 2, impasse Delaunay, 75011 Paris

* Je souhaite adhérer à l'association Pour *Politis*

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

.....

CODE POSTAL : VILLE :

PAYS : TÉLÉPHONE :

ADRESSE COURRIEL :@

* Je règle le montant de mon adhésion annuelle (pour 2007) :

5 euros (facultatif pour les souscripteurs)

☐ par chèque, à l'ordre de Pour *Politis*.

☐ par virement bancaire :

Intitulé : « adhésion Pour *Politis* »

Domiciliation : CREDITCOOP PARIS NATION

RIB : 42559 00008 21029405309 15

IBAN : FR76 4255 9000 0821 0294 0530 915

BIC : CCOPFRPPXXX

Ces informations resteront confidentielles et n'auront pas d'autre usage que les besoins de l'association.

Dossier 14 à 17

FONDS D'INVESTISSEMENT Un nouveau système prédateur

Pas une semaine ne passe
sans que l'actualité
économique ne fasse état
d'un rachat ou de la vente
d'une entreprise par un
fonds d'investissement.
Une nouvelle technique
financière, dite LBO, pour
« Leverage Buy Out » (rachat
d'entreprises à crédit), fait
fureur depuis deux ans,
entraînant des
conséquences meurtrières
pour l'emploi et l'avenir
industriel en France.

Fondateur :
Bernard Langlois.

Politis est édité par
Politis, société par actions
simplifiée au capital de
446 000 euros.

Actionnaires :
Association Pour Politis ;
Christophe Kantcheff,
Denis Sieffert ; Pascal Boniface,
Laurent Chemla,
Jean-Louis Gueydon de Dives,
Valentin Lacambre.

Président, directeur
de la publication :
Denis Sieffert.

Conseil de direction :
Pascal Boniface, Laurent Chemla,
Jean-Louis Gueydon de Dives,
Christophe Kantcheff, Valentin
Lacambre, Patrick Piro (président
de l'association Pour Politis) et
Denis Sieffert.

Directeur de la rédaction :
Denis Sieffert.

Chef des informations :
Michel Soudais (politique).

Économie et social :
Thierry Brun (chef de rubrique),
Dante Sanjurjo.

Écologie-Nord-Sud : Patrick Piro.
Société : Marion Dumand.

Culture-Idées : Christophe
Kantcheff (chef de rubrique),
Gilles Costaz (théâtre),
Jean-Pierre Jeancolas (cinéma),
Denis-Constant Martin
(musiques),
Frédérique Pelletier (BD),
Jean-Claude Renard (arts
plastiques, littérature), Jacques
Vincent (rock), Jacques Vassal
(chanson), Olivier Doubre (essais).

Médias :
Marie-Édith Alouf.
Premier rédacteur graphiste
et webmestre :
Michel Ribay.

Rédactrice graphiste :
Claire Le Scanff-Stora

Rédactrice correctrice :
Pascale Bonnardel.

Conception graphique :
Frédérique Goursolas.

Administration-comptabilité :
Isabelle Péresse.
Secrétariat : Brigitte Hautin.

Publicité-promotion :
publicite@politis.fr

Impression :
Imprimerie du Monde,
12, rue M. Gunsburg
94852 Ivry Cedex.



Relation abonnés.
Tél. : 01 49 60 10 39
Fax : 01 49 60 10 55.
politis@abocom.fr
Abon. 1 an France : 146 euros
Diffusion. NMPP.
Inspection des ventes
et réassort : K.D.
Éric Namont : 01 42 46 02 20
Numéro de commission
paritaire :
69830. ISSN : 1290-5550

Politis,
2, impasse Delaunay
75011 Paris
Tél. : 01 55 25 86 86
Fax : 01 43 48 04 00
www.politis.fr
redaction@politis.fr

ÉDITORIAL

PAR DENIS SIEFFERT

Ségolène à la dérive

En se rendant pour son premier déplacement de candidate au Liban, puis dans les territoires palestiniens occupés, et en Israël, Ségolène Royal n'a pas commencé par le plus facile. Mais elle a commencé par l'essentiel. C'est-à-dire par le cœur géopolitique de bien des conflits et de bien des discordes, et qui essaime jusque dans nos régions. Il faut, avant tout autre commentaire, lui savoir gré de ce choix. La suite, hélas, ressemble à une dérive. Le mot n'est pas trop fort. Il est à la mesure des espoirs que certains de ses propos précédents avaient fait naître, et que confirmait le programme initial de sa tournée. Car la candidate socialiste avait raison de vouloir rencontrer ceux que la diplomatie occidentale, alignée sur la vision américaine, traite comme des pestiférés : le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. Ils ont chacun à leur façon une légitimité démocratique et populaire. Et c'est eux qu'il faut entendre et parfois contredire.

Mais, tout a commencé par un incident dont il a été fait grand cas en France. On doit certes s'indigner de l'outrance des mots que Ségolène Royal n'aurait, paraît-il, pas entendus, ou dont elle n'aurait pas assez vite perçu la gravité. Mais il faut se souvenir que le député du Hezbollah qui, devant elle, a comparé l'action israélienne à l'occupation nazie est le ressortissant d'un pays qui vient de subir un mois de bombardements, dont des centaines de villes et de villages ont été quasi anéantis, et qui compte mille trois cents morts, dont une grande majorité de civils. Avant de faire la leçon, il faut admettre que la vision que les Arabes du Proche-Orient ont d'Israël ne peut pas être la nôtre. Fallait-il pour autant laisser dire ? Évidemment non. On peut comprendre l'outrance, il ne faut ni l'excuser ni l'admettre. Et Ségolène Royal aurait été d'autant plus fondée à réfuter sur le champ le vocabulaire du député du Hezbollah qu'elle avait accompli le geste politique de le rencontrer. Ce qui est gênant, ce n'est pas tant que la candidate socialiste ait, à partir de cette affaire, prêté le flanc à une contre-offensive qui, de toute façon, n'aurait pas manqué. C'est qu'elle ait paru ne pas maîtriser son audace. Et qu'elle n'ait pas ensuite assumé pleinement ce qui apparaissait comme un choix politique. Pour preuve, elle a cru, après cela, devoir renoncer à rencontrer le Premier ministre palestinien, membre du Hamas, Ismaïl Haniyeh, lui aussi légitime en son pays. Or, cette rencontre, qui était prévue,



AFP

aurait eu l'avantage de contredire l'idéologie dominante dans les capitales occidentales selon laquelle la responsabilité du conflit serait aujourd'hui imputable au Hamas et à son refus de reconnaître Israël. Comme s'il n'y avait jamais eu de conflit israélo-palestinien avant le succès électoral du Hamas, en janvier dernier, et comme si, avant cette date, Israël avait déjà cent fois reconnu un État palestinien... Hélas, dans la hâte, Ségolène a opéré une brusque volte-face. « Pas question de parler aux responsables du Hamas », qui est « sur la liste des organisations terroristes », a-t-elle finalement commenté devant des responsables israéliens réjouis. Mais ce n'est pas tout... Ségolène Royal a ensuite spectaculairement réaffirmé son opposition au « nucléaire civil iranien ». Ou comment une bourde dans un débat télévisé (c'était contre Fabius et Strauss-Kahn) est en passe de devenir la politique de la France. Ni Ehud Olmert, ni George W. Bush n'avaient songé à aller si loin sur le dossier iranien. Mais ce n'est pas tout... La candidate socialiste a également justifié les survols des positions intérieures de Nations unies au Liban par des appareils israéliens.

Ceux-là mêmes qui avaient été véhémentement et fort justement dénoncés par Michèle Alliot-Marie. « Je sais que ces survols sont liés à la défense de la sécurité d'Israël », a-t-elle finement analysé, deux jours après avoir dit le contraire au Sud-Liban.

Ségolène Royal a paru ne pas maîtriser son audace ni assumer pleinement ce qui apparaissait comme un choix politique.

Et le pire est encore à venir... Car Ségolène Royal a aussi jugé « nécessaire » et « justifié » le mur, dont on sait pourtant qu'il empiète profondément dans les territoires palestiniens. Et elle a eu à ce sujet cette remarque ébouriffante : « Encore faut-il que les choses se fassent dans une bonne entente. » Exproprier, démanteler, coloniser, soit, mais dans la concorde. Ségolène Royal a fait le contraire de François Mitterrand. Lors de son voyage de 1982, l'ancien président socialiste avait pris soin de dire à chacun ce que précisément il ne voulait pas entendre. C'est ainsi que devant la Knesset, le Parlement israélien, il s'était prononcé pour un État palestinien.

À nos lecteurs

Nous avons commandé à l'institut CSA une étude de lectorat. La dernière datait de plus de dix ans... Nous avons besoin pour faire évoluer ce journal et le site web de connaître votre avis et notamment votre usage d'Internet. D'avance, merci à ceux d'entre vous qui seront sollicités par téléphone.

Au fil de la semaine

GROS PLAN

RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL

Le choix de Marie-George

À la veille de la rencontre nationale des collectifs qui doit désigner le candidat de la gauche antilibérale, la volonté de la direction communiste d'imposer sa candidate suscite remous et tensions. Et pas seulement chez les non-communistes. Des militants du PCF s'inquiètent des conséquences de cet entêtement.

L'avenir du rassemblement antilibéral est principalement entre les mains du PCF. La réunion nationale des collectifs unitaires, qui se tient ce week-end, à Saint-Ouen, doit désigner celui ou celle qui les représentera à l'élection présidentielle, en mai 2007. En dépit de toutes les tentatives pour banaliser cette étape, dont le seul objet est de décider du « nom qui figurera sur le bulletin de vote », suivant l'expression consacrée, l'exercice est périlleux. Initié en mai dernier, le rassemblement antilibéral s'est déjà doté, lors des précédentes rencontres nationales de Saint-Denis et de Nanterre, d'une stratégie commune et d'un programme en 125 propositions. Reste à choisir le candidat capable d'incarner la diversité de ce rassemblement incluant des communistes, des socialistes, des républicains sociaux, des écologistes, des altermondialistes... Cette perle rare doit, pour être désignée, recueillir l'approbation des militants des collectifs locaux, d'une part, des formations politiques qui composent le rassemblement, d'autre part. Sans ce « double consensus », c'est tout l'édifice unitaire qui s'effondre. Et l'espoir d'un rééquilibrage de la gauche qui s'envole. Or, lundi, à cinq jours de ce rendez-vous crucial, et malgré les retraits de José Bové et de Patrick Braouezec (voir encadré p. 5), ni Clémentine Autain, adjointe à la jeunesse auprès du maire de Paris, ni Marie-George Buffet, la secrétaire nationale du PCF, ni Yves Salesses, le président de la Fondation Copernic, n'étaient en mesure de s'imposer. À bien des égards, la situation semblait même bloquée. La direction communiste juge sa candidate « naturelle » ; c'est elle ou rien, dit-elle en substance. Ce ne peut pas être elle, répètent les autres courants politiques, en refusant de confier la tâche de les représenter au porte-parole d'un parti.

Le « clash » tant redouté s'est produit le 24 novembre avec le subit retrait de José Bové de la course à l'investiture antilibérale pour 2007. Dans une lettre d'explication, le syndicaliste paysan accusait la LCR et le PCF d'être les artisans de la « division », la première en justifiant la candidature solo d'Olivier Besancenot par « de prétendus désaccords de fond », le second en voulant « imposer » sa secrétaire nationale au prix de manœuvres « d'un autre âge ». Exagération ?



Marie-George Buffet, lors d'un meeting à Grenoble, le 13 novembre 2006.

La lecture des procès verbaux des réunions des collectifs révèle de surprenants élans unanimes. Au Rove, un village des Bouches-du-Rhône de 4 500 âmes, géré par le PCF, 120 personnes ont assisté, le 21 novembre, à la réunion du collectif sur les candidatures (à titre de comparaison, le collectif de Montreuil – Seine-Saint-Denis, 100 000 habitants – compte 140 membres) 115 optant pour Marie-George Buffet et 3 pour Clémentine Autain. Marie-George Buffet fait l'unanimité des 16 présents du collectif d'Albi-Sud, créé en concurrence avec un collectif Albi-Nord aux effectifs plus importants et réellement pluralistes. Dans le IX^e arrondissement de Paris, un collectif créé le 22 novembre s'est réuni une semaine plus tard : 10 des 17 présents se sont prononcés pour la candidate communiste, 5 se sont abstenus. Le secrétaire de section du PCF, où militent l'« orthodoxe » Yves Dimicoli et Patrice

Cohen-Séat, bras droit de Mme Buffet, a refusé à un ami que je sois invité : selon lui, je risquais de « foutre le bordel », raconte le sociologue Pierre Cours-Salies.

Au lendemain de la publication de la lettre de José Bové, quatre membres de la coordination départementale des Bouches-du-Rhône appelaient la gauche antilibérale à « se ressaisir ». Cet appel, qui a recueilli 4 000 signatures en une semaine, dont celles de la très grande majorité des membres du collectif national, demandait notamment à la LCR de « rejoindre le processus unitaire » et au PCF de « prendre conscience que Marie-George Buffet n'est pas en mesure de représenter la diversité » du rassemblement et de « renoncer à cette candidature ». Indignations place du Colonel-Fabien, où une déclaration rédigée à la hâte est rendue publique lors d'une conférence de presse improvisée, le 28 novembre. La numéro un communiste y appelle à rejeter les

exclusives et les pressions. Elle s'offusque qu'on puisse dénier aux partis et singulièrement au PCF, « la seule grande force politique signataire en tant que telle de l'appel à candidature unitaire », la possibilité de conduire le rassemblement. Et demande qu'on laisse jouer la démocratie. En déclarant le parti en danger, la direction du PCF joue sur du velours. Cadre du parti en Gironde, Sébastien s'est impliqué dans un collectif antilibéral depuis la fin mai, après s'être investi dans un comité du « non » dès novembre 2004. « J'ai beaucoup de mal à supporter les procès d'intention qui nous sont faits », s'agace-t-il en déplorant « la défiance qui s'est installée depuis quinze jours dans les collectifs ». Il juge « inadmissible » la « sommation » faite « aux communistes de ne pas voter Marie-George Buffet et au PCF de retirer la candidature » de cette dernière : « Tout se passe comme si un clivage s'instaurait entre pro et anti-communistes ! »

Comme ce responsable à l'organisation, les communistes avancent plusieurs arguments pour plaider la cause de leur candidate. Lors du référendum sur le traité constitutionnel européen, la secrétaire nationale du PCF a démontré sa capacité à unir, en cédant de son temps de parole à des formations et des personnalités minoritaires dans leur parti, ou en les invitant à s'exprimer dans ses meetings. Elle n'a jeté l'anathème sur personne, invitant au contraire la gauche à s'entendre sur une ligne antilibérale. Ministre de la Jeunesse et des Sports, de 1997 à 2002, son action reconnue lui confère une stature, un charisme et une notoriété dont les autres candidats ne peuvent se prévaloir. Habitue à s'exprimer dans les médias, elle jouit en outre d'une forte légitimité du fait de sa désignation par le PCF. Les 10 et 11 novembre, 57 670 militants communistes ont souhaité que le PCF « propose » Marie-George Buffet comme « candidate du rassemblement antilibéral de gauche à l'élection présidentielle », lors d'un scrutin interne auquel 61 638 communistes, 2 sur 3, ont pris part. Mais tout cela ne lève pas la principale objection à sa candidature : le représentant d'un parti ne peut incarner la diversité du rassemblement. Le poids organisationnel et l'histoire du PCF aggraveraient encore la confusion puisque le rassemblement serait vite considéré comme s'étant fait autour de la formation communiste. Les responsabilités ministérielles ne constitueraient pas forcément un facteur positif pour défendre un programme de ruptures ou pour attirer des jeunes qui ne votent plus...

Le débat n'oppose pas seulement communistes et non-communistes. Certes, l'obstination de la direction du PCF à imposer sa candidate satisfait autant le dernier carré des fidèles de Robert Hue, accommodants avec le PS, que les chefs de file les plus orthodoxes du Parti. Ces derniers dénoncent depuis longtemps « une recomposition politicienne visant à éliminer le PCF ». Dans un communiqué aussi vengeur qu'insultant, publié après l'annonce du retrait de José Bové, André Gérin, député maire de Vénissieux (Rhône), Frédéric Barnabé et Jean-Claude Danglot, secrétaires fédéraux de la Haute-Saône et du Pas-de-Calais, demandaient si « les lieux d'échange, les cercles de réflexion idéologiques, politiques, stratégiques » de la « nébuleuse antilibérale » existent « en France » ou... « à l'étranger ». Accusant les collectifs antilibéraux d'être indifférents à la souffrance de millions de Français, ils les suspectaient de ne pas supporter « la capacité du parti communiste d'être encore debout ». Mais il est aussi des militants qui ne cachent pas leur trouble à l'heure du choix. « Dans un consensus, ce n'est pas toujours le meilleur qui ressort », écrit ainsi Jean-Michel Bouclans. Pour cet élu de terrain, membre du collectif du Grésivaudan (Isère), qui se veut « réaliste » et souhaite qu'« un consensus se dégage autour

suite p. 6



Clémentine Autain, adjointe au maire de Paris, apparentée au groupe communiste, rappelle les enjeux du rassemblement antilibéral et insiste sur le rôle déterminant du PCF dans sa réussite.

TRIBUNE

« Soit on gagne tous, soit on perd tous »

Dernière ligne droite pour la gauche antilibérale. Saurons-nous être à la hauteur des attentes militantes et des urgences sociales, démocratiques et environnementales ? Ou allons-nous sombrer dans les querelles partisans et les batailles d'ego, et partir divisés aux élections de 2007 ? Au risque de décevoir l'espoir né avec la victoire contre le traité libéral européen et de ranger au rayon des accessoires le travail réalisé par les collectifs pour des candidatures unitaires...

Je ne veux ni ne peux le croire. Et ce d'autant que les meetings unitaires dépassent partout les pronostics des plus optimistes : 1 500 personnes au Mans, plus de 3 000 à Grenoble, 4 000 à Montpellier, salle comble à Caen, à Lille... Aucune des forces de notre rassemblement ne peut à elle seule créer une telle dynamique. Pour mobiliser les classes populaires et déjouer le bipartisme, l'union de toutes les sensibilités de la gauche de transformation sociale est un impératif. Séparés, nous ne réussirons qu'à nous compter – et ce ne sera pas glorieux ! Rassemblés, nous serons en mesure de compter dans le pays, pour changer les conditions d'existence de tous les vaincus du système.

Aujourd'hui, la situation est pour le moins paradoxale. L'échec n'est pas exclu alors que nous avons tout pour réussir. Ensemble, nous avons défini une stratégie et adopté un socle programmatique, indiquant clairement notre visée et mettant en débat 125 propositions concrètes. Nous nous inscrivons dans une tradition forte, celle du mouvement ouvrier, tout en nous réclamant du féminisme, de l'écologie, de l'altermondialisme, de l'antiracisme, de l'anticonsumérisme.

Il ne s'agit pas d'un agrégat de sensibilités, mais d'une articulation des différents apports : le tout est cohérent, formant un véritable choix de société, visant le dépassement de toutes les formes de domination et d'exploitation, pour que vivent, dans un environnement préservé, les valeurs de solidarité, de liberté, d'émancipation. La recherche des marges de manœuvre – qui existent bel et bien, du local au global – et l'affirmation que rien n'est possible sans mobilisation populaire donnent de la crédibilité à notre offre politique. La nécessité d'une nouvelle articulation entre social et politique est une conviction partagée : c'est l'une de nos forces. Enfin, nous avons une méthode : celle éprouvée avec succès lors du référendum européen. Ni chef ni organisation dictant d'en haut ce qu'il faut dire ou faire, mais une dynamique circulaire, une campagne collégiale, où l'initiative citoyenne et militante a toute sa place, où différents porte-parole donnent à voir la diversité de notre rassemblement. Nous inventons, sur le fond et sur la forme. Ce mouvement ne peut être brisé sur l'autel de quelques (mauvais) calculs de court terme.

Notre responsabilité est immense. Chacun doit le mesurer. La LCR devrait prendre conscience de l'enjeu historique et rejoindre nos rangs : je reste convaincue que les désaccords tactiques ne peuvent fonder des candidatures séparées. Par ailleurs, la désignation de Ségolène Royal valide sans équivoque l'orientation sociale-libérale du PS, teintée en prime d'ordre moral. Les socialistes antilibéraux sont à l'heure des choix : feront-ils la campagne d'une candidate qui tourne le dos aux fondamentaux de la gauche ou renforceront-ils notre campagne unitaire ?

Encore faut-il que cette dernière voie le jour... Le PCF a de ce point de vue un rôle déterminant. Les communistes sont engagés depuis le début dans le processus unitaire. Ils apportent au pot commun leur force militante, leur réseau d'élus, leurs moyens matériels... C'est considérable. Pour autant, un accord ne peut être scellé et notre campagne ne peut percer si elle apparaît comme un rassemblement autour d'une seule des forces de nos collectifs, fût-ce la plus importante. Plus le spectre du rassemblement sera large et perçu comme tel dans l'opinion, plus nous aurons des chances de créer la surprise en 2007. Engageons-nous dare-dare dans un scénario gagnant.

C. A.

Raisons d'un retrait



« Je suis convaincu que ma candidature ne peut être in fine retenue par les collectifs, du fait de mon appartenance au PCF », a déclaré Patrick Braouezec, dans un entretien à l'Humanité, le 27 novembre. Candidat à la candidature depuis la fête de l'Huma, le député communiste de Saint-Denis, ville dont il a été maire quatorze ans durant, justifie son retrait avec les mêmes raisons qui le font douter de la candidature de la secrétaire nationale du PCF. Rappelant qu'il s'agit de désigner le candidat d'un « rassemblement qui va bien au-delà [du parti communiste] et dont la diversité est très large », il estime que la candidature de Marie-George Buffet, du fait de la « position » de cette dernière à la tête de ce parti, « pose un problème parce qu'elle ne reflète pas de manière lisible cette diversité ». « Cette candidature serait vécue au fond comme partisane et étroite », juge-t-il. Pour autant, Patrick Braouezec reste « candidat en tant que participant à la "candidature collective" [...] et non comme représentant unique de toutes les sensibilités », une tâche à laquelle il compte apporter son expérience d'élus d'une banlieue populaire. Dans le même entretien, il se prononce pour « une candidature issue [du] mouvement syndical ou associatif émergeant sur la scène politique » ces dernières années, « qui n'émane pas des partis mais qui chemine avec eux ».

GROS PLAN

suite de la p. 5 d'Yves Salesse ou de Clémentine Autain », « Marie-George Buffet est trop bonne et trop claire pour faire l'unanimité ! Je ne crois pas que la gauche antilibérale soit assez mûre politiquement pour porter cette candidature et je le regrette. Je dirais même, avec un brin de provocation, qu'elle ne la mérite pas. »

D'autres, très au fait des consignes de leur direction, s'inquiètent ouvertement de l'entêtement de « Fabien » et d'une volonté de passer en force. En témoigne l'appel intitulé « L'heure du choix », signé, le 2 décembre, par plus de 320 militants, surtout des élus et des cadres du parti. « Nous risquons l'impasse », avertissent les signataires. Parmi eux, les députés Patrick Braouezec, François Asensi et Jacqueline Frayse, les refondateurs Roger Martelli et Pierre Zarka. Persuadés que « l'avenir du parti communiste et la réussite du rassemblement antilibéral sont indissociablement liés », ils enjoignent leur parti de « faire émerger une candidature recevable par le plus grand nombre de sensibilités ».

Jean-Pierre Gelot est l'un de ces signataires. À la tête de la petite fédération des Deux-Sèvres (230 cartes), il estime que la direction communiste est « prise entre deux feux ». Confrontée aux tenants d'une « ligne très identitaire qu'il comprend et respecte » et aux partisans d'une « ligne qui nous permettrait de ne pas trop se confronter avec le PS », elle « ne veut pas apparaître comme celle qui aura fait éclater le parti en deux », explique-t-il. Adepte de laisser les militants parler, il a déjà évoqué avec eux, lors d'une AG, il y a dix jours, l'hypothèse où la proposition du PCF serait rejetée. À sa surprise, même des anciens affichant quarante ans de parti au compteur étaient pour aller au bout de la démarche unitaire des collectifs. Et pourtant, explique-t-il, « accepter l'idée que ce ne soit pas quelqu'un de chez eux qui soit candidat, alors que le PCF est la force principale du mouvement, est un gros effort qu'on demande aux communistes ».

« Les communistes sont plus attachés au fait qu'on réussisse cette démarche et élargisse le rassemblement », abonde aussi Sylvie Larue. Cette Rennaise, membre du conseil national, reconnaît que les difficultés proviennent pour une bonne part du fait que « tous les communistes ne sont pas dans les collectifs ».

Inquiets aussi, les membres du bureau de la section du Chablais (Haute-Savoie) viennent d'écrire au bureau national. Dans leur missive, ils rappellent que leur section a soutenu la candidature de Marie-George Buffet à la quasi-unanimité afin de « soutenir la démarche de la direction du Parti » et « démontrer » l'unité de celui-ci « autour de cette démarche ». « Mais cela ne signifiait pas que l'ensemble des militants étaient prêts à soutenir la candidature de Marie-George si celle-ci était imposée d'une manière ou d'une autre à l'assemblée des collectifs », insistent-ils, non sans avertir que leurs militants « ne semblent pas devoir se mobiliser pour une campagne qui déboucherait sur un nouvel échec ».

Faute de s'imposer, y compris au sein du PCF, le choix de Marie-George Buffet met les communistes au pied du mur. C'est à elle qu'il appartient de trancher entre un passage en force ou la recherche d'une solution alternative.

MICHEL SOUDAIS



Pierre Zarka, membre de la direction du PCF et participant au collectif unitaire national, appelle son parti à ne pas considérer toutes les questions soulevées par la candidature de Marie-George Buffet comme des agressions.

TRIBUNE

« Une obligation de réussite »

Pour la première fois, nous sommes engagés dans une construction tentant de faire de toutes les forces antilibérales, d'essence politique, syndicale, associative ou culturelle, une expression politique commune.

La désignation de Ségolène Royal comme candidate dégage la candidature du PS de toute limite créée par les contours d'un parti, pour en faire un rassemblement ramasse-tout ne laissant pas d'espace politique à l'antilibéralisme. Il ne resterait à celui-ci que les manifestations, les campagnes de pétitions et l'espace culturel. En cas de pression sociale trop forte, le social-libéralisme pourrait en intégrer ponctuellement quelques aspects sous forme de rustines.

Un autre enjeu renvoie à l'existence du PCF. Jamais son existence n'a résulté d'un fait acquis. Du Front populaire à la recherche d'issues à gauche en passant par la Résistance ou la lutte contre les guerres coloniales, il n'a été identifié qu'à travers des enjeux historiques qui le dépassaient et par une pratique qui rendait possible à de très larges milieux d'affronter ces enjeux. Aujourd'hui, toute la stratégie annoncée du PCF repose sur le rassemblement des forces antilibérales. Que ce rassemblement échoue, et il ne lui restera que l'isolement et la traversée du désert, ou, à l'image de ce qui reste du parti radical, qu'à dépendre du PS. Or, ces deux stratégies ont été repoussées lors des deux derniers congrès.

Ce qui laisse espérer une issue possible, c'est qu'avec une diversité d'identités, celles et ceux qui se sont engagés dans ce processus ont réussi à se mettre d'accord sur une stratégie politique et un programme. Cet accord aux voix multiples fait le succès des meetings tenus.

Reste une question : le nom écrit sur un bulletin de vote porté par une campagne collective où, d'évidence, le PCF aura une place des plus

visibles. Là, tout se crispe. Que chacun aie sa proposition est le signe d'un engagement complet. Mais comment ne pas transformer cette qualité en champ de bataille mortifère ?

Depuis des mois, le parti communiste dit mettre à la disposition du rassemblement « une candidature issue de [ses] rangs ». Il a lui-même souhaité provoquer un débat autour de cette proposition. Mais quelque chose coince quand il se plaint de la tournure que prennent les débats, qu'il a lui-même provoquée. Alors que les objections émises viennent de celles et ceux qui ont sollicité la participation du PCF, considérer que tout désaccord exprimé serait le fruit d'un anticommunisme ou d'un antiparti ne peut que nourrir des tensions et provoquer un dialogue de sourds. En revanche, demander le retrait de la candidature de Marie-George Buffet heurte à juste titre les militants communistes.

Le problème ne peut être en soi une candidature issue d'un parti. Mais, dans le cadre d'un rassemblement encore à peine identifiable, une candidature emblématique d'une composante importante ferait que les électeurs ne verraient plus que cette composante au détriment de la visibilité des autres et donc de la visibilité du rassemblement. Comment chaque force peut se retrouver dans la campagne sans se couper des milieux qu'elle représente ? Voilà une question et non pas une agression.

Pour décider, la méthode du consensus a été retenue. Toute notion de majorité fait des vaincus, dont il est impossible d'intégrer les positions comme éléments de compréhension de la réalité et d'action sur elle. Or, ce rassemblement ne peut reposer que sur la capacité de chaque participant(e) à se sentir responsable de la possibilité que les autres trouvent leur place et que d'autres nous rejoignent. Et autant la prééminence des collectifs locaux est déterminante, autant la réalité des forces en présence doit nous faire veiller à ne pas être tentés par un consensus entre collectifs locaux et le seul PCF. Ne pas tenir compte des autres forces organisées déboucherait immédiatement sur l'explosion des collectifs.

Nous devons sortir de tout face-à-face et de tout esprit de négociation pour entrer dans une phase de construction commune. Au regard des premiers procès-verbaux des collectifs locaux, la candidature de Marie-George Buffet ne fait pas consensus. Et l'éventail des participants à ces réunions interdit de dire que le problème serait entre les communistes, d'un côté, et les autres. Le débat traverse y compris les membres du PCF. Il ne doit plus y avoir d'obstacles à une candidature qui illustre le passage nouveau du social au politique et laisse à chaque force la place visible qui est nécessaire pour l'efficacité de la campagne.

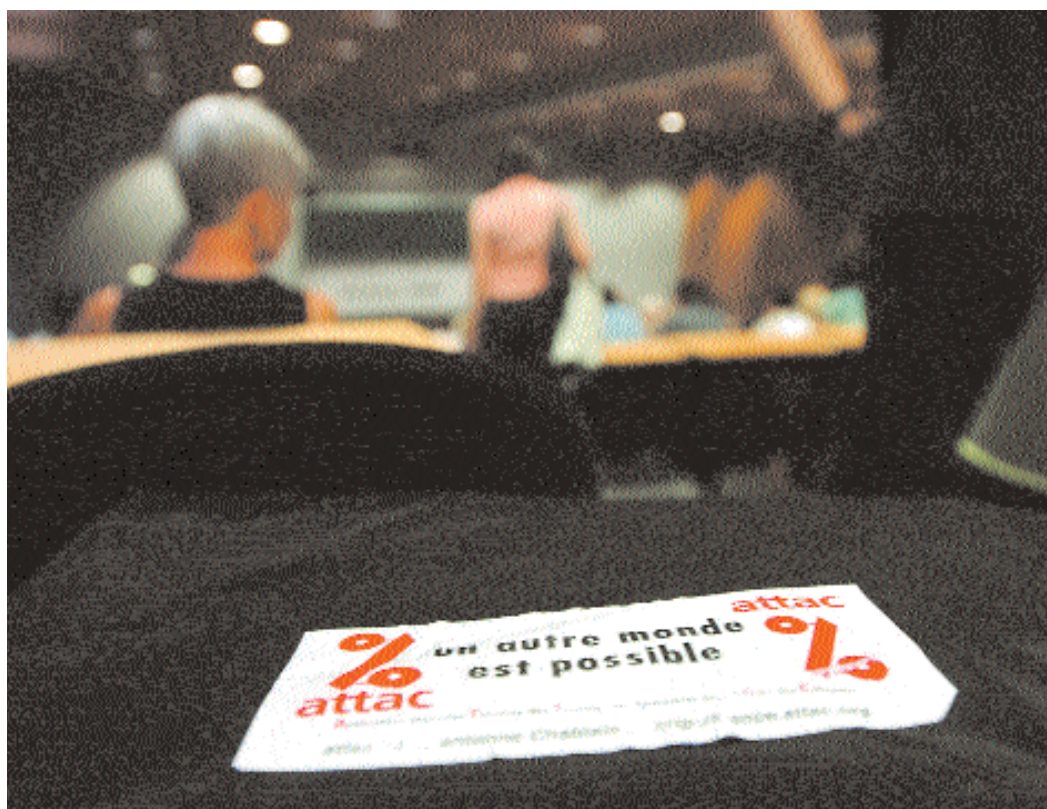
P. Z.



Rassemblement pour le « non » de gauche au TCE, le 21 mai 2005, à Paris.

Le vote de la dernière chance

ATTAC. La bataille électorale pour le renouvellement anticipé de la direction de l'association altermondialiste s'est déroulée dans un climat délétère.



Lundi 4 décembre, jour de la clôture du scrutin, plus de 6 000 bulletins étaient parvenus à Attac.

ATTAC FRANCE EST UNE NOUVELLE FOIS face à son destin, lors d'un scrutin qui s'avère déterminant pour l'avenir de l'association. Le renouvellement anticipé de son conseil d'administration fait en effet figure d'ultime tentative pour résoudre la crise interne de l'association, alors que le nombre d'adhérents a fortement chuté (1). Un nouveau conseil d'administration « illégitime, ou même simplement paralysé dans son fonctionnement, risque d'être fatal à notre association, fragilisée par le dernier épisode tragique de la fraude électorale qui a eu lieu au profit de la présidence sortante », prévient Gustave Massiah, représentant du Centre de recherche et d'informations pour le développement (Crid) au collège des fondateurs. Mais « les bases d'un élan retrouvé » et l'apaisement de la situation, évoqués dans l'éditorial du bulletin de l'association (2), sont encore loin d'être une réalité. En témoigne Bernard Cassen, dans un texte intitulé : « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! » Le président d'honneur y écrit que « tous les membres "branchés" Internet de l'association [...] sont écœurés par la violence et la haine, le mot n'est malheureusement pas trop fort, qui se dégagent de certains messages ». Frustrations et rancœurs ont persisté au lendemain des élections de juin, annulées en raison d'une fraude. Ce douloureux épisode fait désormais l'objet d'une plainte avec constitution de partie civile contre X. Déposée au tribunal de Bobigny quelques jours avant la fin de la campagne électorale, celle-ci n'a cependant pas mis fin aux basses manœuvres. « Une campagne sans précédent s'est déroulée contre le collège des fondateurs et a été menée par la direction sortante et la

liste "Avenir d'Attac" [qui réunit les partisans de Jacques Nikonoff, président sortant], insiste Pierre Khalfa, un des membres fondateurs représentant l'Union syndicale Solidaires. Ainsi, un militant connu ose écrire, dans un de ses derniers courriers, que les fondateurs s'étaient opposés à la consultation des adhérents sur le Traité constitutionnel européen, alors même que cette consultation fut votée à l'unanimité par le CA. »

Signe de la forte tension entre les partisans de Jacques Nikonoff et les opposants à l'ancienne direction, les comités locaux ont reçu un message « urgent » du siège national soulignant que la campagne électorale « a pris un tour inquiétant. Après la fraude qui avait entaché le vote de juin dernier, une opération déloyale d'une autre nature est en cours ». Mis en cause, le site Internet « Avenir d'Attac », proche de Jacques Nikonoff et enregistré sous le nom de l'ancien président d'Attac, a envoyé « des messages électoraux vers la plupart des adresses d'adhérents enregistrées dans le fichier national d'Attac, qu'il a réussi à se procurer ». Le CA d'Attac fait état de plaintes d'adhérents et « exige que soient retirés immédiatement le logo et le sigle d'Attac usurpés par le site et la liste "Avenir d'Attac" », sans être entendu. Dans un texte appelant à voter « contre la liste des fondateurs » (3), Jacques Nikonoff dénonce, pour sa part, « une multitude d'actes déloyaux de la part du conseil d'administration, désormais aux mains de la majorité des fondateurs ». « Ce texte ne mérite pas de réponse particulière tant il comporte d'insinuations malveillantes, de contre-vérités et de mensonges éhontés », rétorque Pierre Khalfa.

Mais l'atmosphère de règlement de comptes à la tête de l'association n'a cependant pas découragé les adhérents des 217 comités locaux. Ceux-ci se sont fortement mobilisés (voir encadré) pour ce deuxième scrutin, organisé en quelques mois. « La violence des attaques contre les fondateurs a renforcé la conviction des trois quarts des membres des fondateurs de l'existence d'un risque réel de changement de la nature d'Attac », estime Gustave Massiah.

Mais l'association surmontera-t-elle la crise ? En pleine campagne électorale, une procédure de sauvegarde a été présentée au tribunal de grande instance de Bobigny. Si cette procédure est retenue lors d'une audience prévue le 21 décembre, le plan prévoit une réduction de moitié de la masse salariale et un horizon difficile pour l'association : le nombre d'adhérents pris comme hypothèse pour le début du plan en 2007 est de 15 000, soit la moitié de ce que rassemblait Attac en 2003. Le résultat du scrutin aura aussi des conséquences sur cet horizon jugé optimiste par certains. « Je ne vois pas comment on pourrait rester dans une association qui ne voudrait pas de nous », anticipe Pierre Khalfa, en attendant le verdict.

THIERRY BRUN

(1) Attac comptait 21 448 adhérents à jour de leur cotisation fin novembre.

(2) Lignes d'Attac, novembre 2006.

(3) « Le sens des responsabilités », publié le 29 novembre.

Une forte mobilisation

Les résultats du vote pour le renouvellement du conseil d'administration d'Attac ne devraient pas être connus avant la semaine prochaine, notamment en raison d'une forte mobilisation des adhérents. Les électeurs ont eu à renvoyer deux bulletins de vote. L'un a permis de se prononcer pour ou contre une liste de 18 membres issus du collège des fondateurs et l'autre de choisir 24 candidats (sur 63) issus des adhérents. Lundi 4 décembre, jour de la clôture du scrutin, plus de 6 000 bulletins étaient parvenus à l'association, un niveau record, proche de celui enregistré à l'assemblée générale de Rennes en juin. Autre raison d'un retard annoncé dans la publication officielle des résultats, le dépouillement des bulletins de vote. Il se déroulera sur deux jours, les 9 et 10 décembre, et suivra les règles d'une « procédure électorale assurant une sécurisation maximale du scrutin », a assuré l'actuelle commission exécutive mixte paritaire qui pilote l'association jusqu'à l'élection d'un nouveau président. Le scrutin a été placé « sous la surveillance permanente d'un huissier » et de la « commission électorale nommée par le conseil d'administration du 2 décembre ». Cette dernière est également responsable de l'organisation générale du scrutin. En dehors des horaires de dépouillement, le matériel de vote sera sécurisé par l'huissier, et une double saisie du comptage des votes (manuelle et informatique) sera mise en place ainsi qu'une « traçabilité des bulletins de vote par attribution d'un numéro pour chacun d'entre eux ».

T. B.

Bordeaux, cru honnête pour Voynet

POLITIQUE. Au congrès des Verts, la candidate à la présidentielle est parvenue à motiver le parti pour la bataille de 2007, malgré la mise à l'écart d'Yves Cochet de la motion de synthèse.

LES VERTS IRONT À LA BATAILLE PRÉSIDENTIELLE rangés derrière leur candidate Dominique Voynet, et sans trop d'états d'âme : à défaut d'évidence, c'était le bénéfice minimal attendu de l'assemblée fédérale (congrès) des Verts, qui s'est tenue à Bordeaux en fin de semaine dernière. Il n'était pas acquis d'avance. En effet, alors que les Verts ont désigné leur porte-drapeau pour 2007 depuis juillet dernier, il y avait tout à craindre des débats internes d'un congrès à contretemps, sommé de dégager une synthèse entre huit motions politiques (un record), afin de désigner une ligne et une direction au parti pour les deux années qui viennent. L'ordre du jour a même été modifié au dernier moment, repoussant au dimanche la conclusion d'un éventuel accord majoritaire, introuvable depuis les votes en assemblées régionales le 12 novembre.

Cette adaptation opportune a permis à Dominique Voynet d'encadrer ce congrès, à l'ouverture et à la clôture, par deux discours énergiques, qui ont pris la forme d'une véritable reprise en main. La candidate se devait en effet de contrer deux périls menaçant sa campagne avant même son lancement.

Le premier de ces périls, extérieur, c'était l'ombre portée de Nicolas Hulot, fort de sondages qui le désignent de loin comme le meilleur candidat de l'écologie, et qui le placent à près de 10 % des intentions de vote – s'il se présente en 2007. Alors qu'un soudain prurit écolo saisit tous les candidats à la présidentielle devant ce signal de l'opinion, certains Verts, tel Jean-Luc Bennahmias, ancien secrétaire national, estiment que le parti devrait se rallier à une éventuelle candidature de Nicolas Hulot – qui annoncera sa décision en janvier.

Aussi, Dominique Voynet s'est employée à passer un savon à l'assemblée bordelaise. « *Vous avez affirmé que les Verts ne pouvaient pas être absents de la présidentielle. Alors que nos idées commencent à être entendues, nous aurions du vague à l'âme ? Moi, je n'en ai pas, j'irai jusqu'au bout !* » Consciente du danger de récupération des idées vertes, elle a défendu sans détour l'original face aux copies. « *Non à l'écologie "light" ! Foutaise que de faire croire qu'il suffit de lampes basse consommation ou de fermer le robinet quand on se brosse les dents. Il ne suffit pas d'adopter un pacte écologique d'un clic d'ordinateur.* » Voilà servi « cher Nicolas », qui, la semaine dernière, a décliné son offre de « rouler » pour les Verts. La candidate, convaincue que l'époque est prête à une mutation majeure, a ainsi appelé à une « véritable révolution écologique », que les Verts seraient les seuls à pouvoir mener.

Contre-attaquant pour tenter de combler le retard d'audience pris par les Verts, Dominique Voynet a annoncé le lancement, lors de son premier meeting de campagne le 26 janvier à Nantes, d'un « contrat écologique », concurrent haut de gamme du « pacte écologique » de Nicolas Hulot, comprenant des impératifs écologiques mais aussi sociaux.

Afin de lever toute ambiguïté sur la vocation généraliste des Verts, c'est par la déclinaison du pan social de son programme qu'elle a tenu à commencer : lutte contre la pauvreté, l'insécurité du quotidien, l'apartheid social des vieux, des femmes seules, des RMistes, limitation du recours au temps partiel, création d'un revenu de solidarité active,



À Bordeaux, Dominique Voynet a appelé à « une véritable révolution écologique », que seuls les Verts peuvent mener.

d'un service public de la petite enfance, d'un chèque santé, défense des 35 heures, etc. Côté péril climatique, ce sera la réhabilitation d'une fiscalité écologique, modulée selon les revenus, la réduction de 20 % des consommations d'énergie d'ici à cinq ans, etc.

Le deuxième péril qui guettait Dominique Voynet à Bordeaux est un classique, chez les écologistes : ce sont les foucades du parti, instable, capable de défaire un jour ce qui a été scellé la veille, et qui abhorre la discipline. La motion « Ouvrir, réformer, rassembler », soutenue par les amis de la candidate, était bien arrivée en tête le 12 novembre, mais avec 25,8 % des voix seulement. De fait, c'est la motion « Espoir en actes », deuxième avec 17,5 % et menée par Cécile Duflot, l'une des deux porte-parole des Verts, qui s'est montrée maîtresse du jeu. Elle a arraché, dans la nuit de samedi, un accord avec les amis de Voynet et ceux de Mamère (« Audaces », 13,4 %) sur un texte défendant une écologie « globale et radicale » ainsi qu'un accord électoral et programmatique « exigeant » avec la gauche. Cette synthèse n'a obtenu que 54,7 % des voix (soit moins que ses 56,7 % potentiels), mais compte sur quelques abstentions pour atteindre les 60 % de votes nécessaires, lors du prochain Cnir du 16 décembre, pour entériner la composition du Collège exécutif. Cécile Duflot pourrait y être désignée secrétaire nationale, succédant à Yann Werhling.

Cette nouvelle majorité s'est constituée sur le dos d'une victime de poids : le député Yves Cochet, dirigeant historique et recalé à l'investiture du parti pour une cinquantaine de voix en juillet dernier. Sa motion « Urgence écolo », principal pôle « environnementaliste » du parti, favorable à la constitution d'un large front écologiste incluant la centriste Corinne Lepage et l'apolitique Nicolas Hulot, a été tenue à l'écart d'une synthèse « à quatre », qui avait pourtant les faveurs de nombreux délégués mais était exclue par les amis de Cécile Duflot, qui ont refusé jusqu'au bout de constituer une majorité avec ce qu'ils ont qualifié de « droite » du parti. Désapprobation d'une partie des délégués, qui ont vu dans ce coup une mauvaise querelle de chefs : « Urgence écolo » a finalement récolté 23,6 % des voix à Bordeaux, contre 16,4 % lors des votes régionaux. Rassemblée, la « gauche » du parti – les tenants du « non » à la Constitution européenne et d'un rapprochement avec la gauche antilibérale – obtient quant à elle 18,4 % des voix. « *Voilà en tout cas une clarification que nous attendions depuis longtemps* », analyse Patrick Farbiaz, membre de ce dernier pôle. Elle devrait contribuer à stabiliser la candidate Dominique Voynet, que cette majorité place opportunément au « centre » du micro-échiquier politique des Verts.

PATRICK PIRO

Lire aussi la chronique p. 30.

Prévenir, réparer

SANTÉ. Le ministère et des associations veulent sensibiliser aux mutilations sexuelles.

NOMBREUX L'IGNORENT, mais près de 97 % des femmes sont excisées en Égypte, selon Amnesty International et l'Unicef. Si 130 millions de femmes sont excisées dans le monde, à raison de 3 millions de fillettes tous les ans, selon l'OMS, 60 000 femmes et petites filles sont excisées ou menacées de l'être en France, rappelle le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, lors d'un colloque qui s'est tenu le 4 décembre à l'institut Pasteur, à Paris, sur le thème : « Pour en finir avec les mutilations sexuelles féminines ». Objectif : « favoriser une nouvelle prise de conscience collective et impulser une nouvelle dynamique sur cette question, mais aussi tracer des pistes d'actions pour prévenir et, le cas échéant, réparer ».

Pour ce faire, la manifestation nationale va se déployer, avec ses partenaires (dont Gynécologie sans frontières, le Groupe des femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (Gams), la Commission pour l'abolition des mutilations sexuelles féminines, et le Mouvement français pour le planning familial), en séminaires régionaux : le 8 décembre en Île-de-France, le 11 à Lille, le 14 à Amiens, puis en janvier et en février à Rouen, à Poitiers, à Marseille, à Lyon et à Reims. À chaque fois, le principe est le même : « De quoi parle-t-on ? Quelles conséquences et quelles réparations possibles ? »

« Malgré de nombreux échanges avec les médias depuis 1990, je rencontre encore des gens qui découvrent le problème », regrette Isabelle Gillette-Faye, présidente du Gams. Même ce qu'il recouvre est souvent ignoré : l'excision est une ablation plus ou moins importante du clitoris et des petites lèvres. L'infibulation consiste en une excision complétée par une ablation des grandes lèvres dont les moignons sont suturés bord à bord. « Ce qui m'intéresse en premier lieu », précise Isabelle Gillette-Faye, c'est que les professionnels concernés – police, justice, éducation nationale, personnel médical, travailleurs sociaux... – soient plus actifs et que chacun ait le réflexe, quand il se trouve confronté à un cas, d'appeler le 119 (accueil téléphonique pour l'Enfance maltraitée). Il s'agit de prévenir de nouveaux cas mais aussi d'informer des risques encourus pour la santé des victimes et des risques au niveau pénal pour les mères qui laissent exciser leur fille, ainsi que des possibilités de réparations chirurgicales. Depuis que l'Académie nationale de médecine a publié ses recommandations concernant les mutilations sexuelles, le 15 juin 2004, une action nationale sur la question se faisait attendre. L'impatience a été relancée le 4 avril 2006, avec l'insertion dans la loi sur les violences faites aux femmes d'un article sur « la lutte contre les mutilations sexuelles féminines ». Celui-ci rappelle que, s'il n'existe pas aujourd'hui de qualification juridique spécifique, ces pratiques peuvent être poursuivies et sanctionnées au titre de violences ayant entraîné une mutilation ou une infirmité permanente, de violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner, ou de violences ayant entraîné une interruption temporaire de travail supérieure à huit jours. Par ailleurs, un nouvel article étend l'application de la loi aux mineurs étrangers résidant en France. Enfin, le code pénal prévoit la levée du secret professionnel, notamment médical, en cas d'atteinte sexuelle infligée à un mineur. L'appareil législatif existe, reste à l'appliquer.

INGRID MERCKX

Gams, 01 43 48 10 87,
Gynécologie sans frontières : www.gynsf.org

À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

Pas d'alternative, vraiment ?



GENEVIÈVE AZAM,
Membre du conseil
scientifique d'Attac

Le Chili de Pinochet, c'est l'effondrement des pays du bloc dit « socialiste » qui a permis l'affirmation au grand jour de ce principe et la tentative de sa généralisation.

Ce principe est double. D'abord, il n'y a pas d'alternative à la puissance régulatrice du marché, au règne absolu de la propriété privée, et tout projet collectif qui le contesterait porte en germes des visées totalitaires. Bien sûr, le marché est imparfait, et la science économique contemporaine a développé des sophistications impressionnantes pour permettre la levée de ces imperfections. Une fois cela admis, devant les panes et les accidents du système, il n'y a pas d'alternative à la fuite en avant technologique : la technique assure les réparations de la mécanique marchande et met en œuvre des procédés devant permettre la poursuite de la croissance illimitée au nom des « besoins » de la population mondiale. Les limites de la planète, tout comme les limites sociales, sont alors de simples « obstacles » que la technique finira bien par vaincre : Monsanto lutte contre la faim dans le monde avec les OGM, les techniques financières permettent d'éviter le krach boursier, l'énergie nucléaire est une solution au dérèglement climatique, le marché du carbone réglera les émissions des gaz à effet de serre et la gestion des « ressources humaines » fera office de réforme sociale. Et pourquoi pas une éolienne géante qui climatiserait la planète ?

Ainsi, le dérèglement climatique ne laisse pas démuni les partisans du Tina. La pollution est à la mode, comme l'écrivait déjà Guy Debord en 1972 dans *la Planète malade*, elle est mise en spectacle pendant que les menaces s'accumulent et que se construisent un marché des droits à polluer, un marché des risques climatiques, et des possibilités inédites d'investissement dans des

technologies « propres ». Appuyé sur les deux béquilles, technique et marché, « l'effet de serre peut être une chance pour le capitalisme ».

La force de ce principe est de contenir une part de vérité : il n'y a pas d'alternative sans discussion simultanée des deux piliers, technique et marché. La remise en cause de la régulation marchande est assez aisée : éclairées par les échecs passés, une pensée théorique critique et des expériences portées par les mouvements sociaux permettent d'en dessiner les contours. En revanche, la remise en cause du technicisme et du productivisme, formulée depuis plusieurs décennies par des courants de l'écologie politique, pose des questions nouvelles, souvent étrangères à la pensée sociale traditionnelle. Or, la recherche d'alternatives ne peut plus, au nom de la critique de la régulation marchande, se centrer exclusivement sur les modalités d'appropriation des moyens de production et de répartition des richesses. Marx, dans les *Manuscrits de 1844*, insistait sur l'importance qu'il

faut attribuer aussi bien à un nouveau mode de production qu'à un nouvel « objet de production ». Ce nouvel objet de production suppose de formuler la question politique : que produire, pourquoi et comment ? Dans ses œuvres postérieures, cette double exigence est éclipsée, et l'analyse est centrée sur la propriété et la croyance au caractère progressiste du développement des forces productives. Les pays du socialisme « réellement existant », qui ont caricaturé cet oubli et fait de la technique un outil neutre au service du peuple, ont également ôté au peuple tout choix politique et précipité leur échec. Trotski lui-même n'a-t-il pas écrit que le taylorisme, comme technique d'organisation du travail, était mauvais dans son usage capitaliste et bon dans son usage socialiste ? Paradoxalement, la conscience d'un monde fini peut ouvrir le débat là où la démesure l'avait clôturé. À condition de ne pas oublier que

marché et fuite en avant techniciste sont indissociables. L'oubli d'un des deux termes ou sa minoration enfermerait les alternatives dans l'utopie d'un capitalisme « propre » ou dans l'illusion d'un socialisme oublieux des finalités de la vie humaine et ignorant notre responsabilité face à une époque qui dispose de tous les moyens techniques d'altérer de manière irréversible les conditions de vie humaine et sociale sur terre, et qui, dès maintenant, condamne les quatre cinquièmes de l'humanité à une misère grandissante.

Il n'y a pas
d'alternative
au
libéralisme
sans
discussion
simultanée
des deux
piliers :
fuite en
avant
techniciste
et marché.

Chávez, dieu ou diable ?

VENEZUELA. Selon que l'on est pauvre et malade à Caracas, ou riche et bien portant à Washington, Londres ou Paris, l'image du président vénézuélien varie...

LE PRÉSIDENT VÉNÉZUÉLIEN HUGO CHÁVEZ a donc été réélu triomphalement, dimanche, avec plus de 61 % des voix contre 38 % à son rival social-démocrate, Manuel Rosales. Mais sa popularité dans son pays tranche avec l'image que l'on donne de lui dans les capitales occidentales, et c'est peu dire qu'il reste un inconnu aux États-Unis et en Europe. Du moins si l'on en juge par le reflet souvent déformé de l'opinion que propose la presse. Son impopularité dans les cercles dirigeants étasuniens n'a évidemment rien d'étonnant. L'homme, depuis qu'il a été élu président pour la première fois, en 1998, n'a pas ménagé ses critiques à l'encontre de Washington. « *Le Venezuela ne sera jamais une colonie américaine* », a-t-il encore réaffirmé dimanche. Son nationalisme et son engagement antilibéral suffisent à lui valoir la haine bien naturelle de l'administration Bush. L'hostilité des médias européens est *a priori* moins évidente. Est-ce l'anti-américanisme d'Hugo Chávez qui choque les consciences ? C'est oublier l'histoire de cette Amérique latine longtemps colonisée économiquement par le puissant voisin du Nord. C'est oublier aussi une mainmise politique qui s'est souvent manifestée par l'installation de dictatures militaires sanguinaires chargées de veiller aux intérêts des trusts étasuniens. L'agonie du général Pinochet, le jour même de la victoire de Chávez, devrait pourtant rafraîchir la mémoire de ceux qui semblent oublier qu'il faut se livrer à un minimum de transposition pour comprendre le point de vue latino-américain.

On ne peut pas voir les États-Unis de la même façon à Caracas ou à Quito qu'à Londres ou à Paris. Mais le souci de ne pas tomber dans un anti-américanisme évidemment « primaire » n'explique pas tout. Chávez n'est jamais nommé sans que son nom soit assorti de l'épithète « populiste ». Son régime est le plus souvent qualifié de corrompu, sans preuves. Mais le plus surprenant est encore la mise en cause du caractère démocratique du régime. Hugo Chávez est souvent présenté comme le « militaire ancien putschiste » en référence au coup d'État avorté qui lui valut deux ans de prison en 1992. Pourtant, son élection, en décembre 1998, avec 56 % des voix, un score jusque-là inédit dans l'histoire démocratique du pays, puis sa réélection en juillet 2000 avec 60 % des suffrages, et l'échec du référendum révocatoire organisé contre lui en août 2004 n'ont jamais fait l'objet de véritables contestations. Notamment de la part de la communauté internationale.

Si le passé ne peut plaider contre Hugo Chávez, on invoque son avenir. Ainsi, l'envoyé spécial de TF 1 a-t-il, dimanche soir, conclu son commentaire en prêtant à Chávez l'intention de se faire élire « à vie » : « *Un véritable cauchemar pour les libéraux et les démocrates* », a commenté le journaliste. On ne sait si, dans son esprit, les « démocrates » sont ceux qui ont ourdi le coup d'État d'avril 2002 qui avait porté au pouvoir, à la place de Chávez emprisonné, le patron de la chambre de commerce, Pedro Carmona. Cela, avant que Chávez ne soit ramené au pouvoir par des manifestations populaires. L'expression « se faire réélire à vie », utilisée par plusieurs commentateurs dans la presse française, suggère l'installation d'un régime définitivement antidémocratique, à la cubaine. Alors



Des Vénézuéliens célèbrent la victoire d'Hugo Chávez le 3 décembre à Caracas.

qu'il s'agit de lever la limitation à deux mandats consécutifs qui existe actuellement. Il s'agit d'aligner le Venezuela sur la Constitution française, par exemple...

De la plupart des reportages se dégage en outre l'idée que l'adhésion populaire serait arrachée au peuple de force. Comme si la politique sociale de Chávez, que l'on mentionne par ailleurs, n'était pour rien dans son succès. Or, l'élection de dimanche démontre une fois encore que ce sont les quartiers pauvres qui se sont mobilisés en reconnaissance des « missions », ces programmes sociaux financés par la manne pétrolière, qui assurent, par exemple, la gratuité des soins dans les bidonvilles. Certes, la rhétorique de Chávez est typiquement latino-américaine, sa relation au peuple, faite d'interminables discours télévisés aux accents lyriques et paternalistes, ne serait guère concevable en Europe occidentale. Certes, on peut reprocher à Chávez d'avoir installé aux postes de pouvoir des proches et des amis. Mais comment oublier qu'il a lui-même été victime d'un putsch, et

que ses opposants entretiennent volontiers dans le pays une ambiance de guerre civile ? Ainsi, c'est l'appel au boycott organisé par l'opposition qui a contribué à confier l'intégralité du Parlement aux partisans du Président. Et, en 2003, une violente grève générale avait paralysé le pays pendant soixante-trois jours. Toutes choses qui peuvent conditionner la vie politique d'un pays.

Restent les « mauvaises fréquentations » de Chávez. Ses accolades avec le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, ses visites et ses hommages appuyés à Fidel Castro. Dans un monde à forte tendance unipolaire, le regroupement autour de quelques figures identifiées à « l'axe du mal » de George W. Bush ne fait évidemment rien pour arranger l'image du président vénézuélien. Hugo Chávez, en recherche de leadership, agit selon le principe « *les ennemis de mes ennemis sont mes amis* ». Mais le monde est ainsi fait que le climat de belligérance en grande partie entretenu par la politique de George W. Bush pousse ses adversaires à des regroupements hétéroclites.

DENIS SIEFFERT

Un juge très politique

RWANDA. L'enquête du juge Bruguière sur l'attentat qui a coûté la vie au Président risque de relativiser le rôle de la France dans le génocide.



LES QUESTIONS S'ACCUMULENT autour de l'enquête du juge français Jean-Louis Bruguière sur l'attentat au cours duquel a été abattu, le 6 avril 1994, l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana. Le juge a émis le 22 novembre neuf mandats d'arrêt contre des proches du président rwandais, Paul Kagamé, et demandé – en vain – au Tribunal pénal international pour le Rwanda d'entamer des poursuites contre ce dernier. Ces décisions ont convaincu Kigali de rompre ses relations diplomatiques avec Paris. Au lendemain de l'attentat, le génocide de Tutsis du Rwanda, organisé de longue date, commençait. En trois mois, plus de 800 000 civils étaient massacrés par la population hutue, encadrée par des milices et une armée parfois formées par la France. Paris a, selon la Commission d'enquête citoyenne pour la vérité sur l'implication française dans le génocide des Tutsis (1), continué à livrer des armes aux génocidaires après le début des massacres, puis protégé leur fuite devant l'avancée de la rébellion tutsie du Front patriotique rwandais (FPR), venue d'Ouganda. Le chef de la section antiterroriste du parquet de Paris, Jean-Louis Bruguière, connu pour ses méthodes expéditives (2) et ses liens avec les sphères politiques (3), a été chargé en 1998 d'enquêter sur cet attentat, car les pilotes de l'avion étaient français. Le 10 mars 2004, *le Monde* publiait un long article reprenant les conclusions de son rapport final, daté du 30 janvier et accusant le FPR, alors dirigé par Paul Kagamé, d'avoir abattu l'avion, ce qui aurait « déclenché » le génocide. Une thèse favorable aux autorités françaises puisque, rapidement exposée, elle permet de renvoyer dos à dos les massacreurs hutus, soutenus par la France, et les massacrés tutsis. Cependant, des questions se posent, d'abord sur la qualité du travail du juge. Nombre de ses informations émanent de sources officielles françaises, qui ne sont pas neutres. C'est aussi le cas pour le

livre du journaliste Pierre Péan, *Noires Fureurs, blancs menteurs*, pour lequel l'auteur a eu un accès inédit à des documents ministériels ; il s'est appuyé sur l'enquête de Bruguière pour expliquer que le FPR et Paul Kagamé sont responsables de l'attentat, et donc du génocide. Une analyse contraire à la thèse la plus répandue, qui met en cause les Hutus extrémistes ayant ensuite pris le pouvoir et commis le génocide, tout en continuant à bénéficier, comme auparavant Habyarimana, de soutiens diplomatiques, financiers et militaires français. Ensuite, il y a, dans l'ordonnance du juge transmise au parquet, nombre de fautes d'orthographe sur les noms propres, qui font douter du sérieux d'une enquête pour laquelle le magistrat n'a pas été au Rwanda. Enfin, les témoins essentiels sur lesquels il s'appuie sont des personnes brouillées avec le FPR.

Et l'un d'eux, Emmanuel Ruzigana, accusait lundi le juge d'avoir « déformé son témoignage » (*Libération* du 4 avril). Bruguière affirme que Ruzigana était membre du commando du FPR qui a abattu l'avion d'Habyarimana, quand celui-ci dit aujourd'hui ignorer jusqu'à l'existence même de ce commando. Ce témoin a pu être victime de pressions, mais ses accusations fragilisent l'enquête du juge. Le plus troublant, cependant, dans la démarche de Jean-Louis Bruguière, est son calendrier. Pourquoi, si son enquête était bouclée le 30 janvier 2004, ne transmet-il ses conclusions au *Monde* que début mars, juste avant le 10^e anniversaire du début du génocide, ni trop tôt ni trop tard pour modifier l'analyse produite à cette occasion ? Pourquoi attend-il près de trois ans pour signer ses mandats d'arrêt ? Sa décision, qui va provoquer sans surprise la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Rwanda, intervient à peine un mois après qu'une commission officielle rwandaise a commencé ses auditions pour évaluer l'implication des autorités françaises dans le génocide. L'action du juge Bruguière ne risque-t-elle pas de produire des contre-feux pour éviter que la France ne soit mise en cause ?

DANTE SANJURJO

- (1) *Composée de Survie, de l'Aircrige, de l'Obsarm et d'éminents juristes, historiens et journalistes. Voir www.enquete-citoyenne-rwanda.org*
 (2) *Lire le rapport de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) : France, la porte ouverte à l'arbitraire (www.fidh.org/rapports/r271.htm)*
 (3) *Voir le Monde des 5 et 7 juillet.*

Discours et réalité

AFRIQUE. La France soutient toujours les dictatures au Tchad ou en Centrafrique.

« JE VEUX LE DIRE très clairement aujourd'hui : face aux crises, la France ne choisit pas un camp, elle choisit la paix. Elle ne défend pas des régimes, elle défend des valeurs. » Dominique de Villepin a vanté l'action de la France en Afrique lors du discours qu'il a prononcé le 1^{er} décembre à Johannesburg, en Afrique du Sud. Mais de quelles valeurs, et de quelle paix parlait-il ?

Le Premier ministre français venait à peine d'achever une visite de soutien au dictateur Idriss Deby au Tchad. Un régime qui n'a dû son salut, lorsque N'Djamena était menacée par plusieurs rébellions, en avril dernier, qu'à l'intervention des troupes françaises stationnées sur son sol. Aujourd'hui encore, la France est prête à soutenir Idriss Deby contre les rebelles qui le combattent à l'est du pays avec la bénédiction, voire le soutien, du Soudan. De même, la France appuie, en prenant

cette fois une part active aux combats, le régime du président François Bozizé en place en Centrafrique, lui aussi confronté à des mouvements rebelles qui trouvent des appuis dans la province soudanaise voisine du Darfour. Un régime pourtant sévèrement critiqué par les organisations de droits de l'homme, notamment par Amnesty International, qui dénonçait en début d'année les exactions menées par les forces de sécurité contre les civils, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme au nord du pays. Si ce n'est pas vraiment pour des valeurs, est-ce au moins au nom du maintien de la paix que la France intervient dans cette région où le conflit du Darfour déborde chez les voisins tchadiens et centrafricains ? Peut-être, mais on peut douter de l'efficacité de sa politique, car jamais une déflagration régionale n'a semblé aussi proche.

D. SA.



ANDINES
D'ailleurs et autrement

6, rue Arnold Geraux
F-93450 L'Île-Saint-Denis

Tél. 01 48 20 48 60 - Fax 01 48 20 50 93
www.andines.com andines@nmx.com



Depuis plus de 18 ans,
• plus de 500 boutiques,
• près de 100 collectivités
nous font confiance pour
• le suivi des produits
• le rapport qualité/prix
• la transparence sur les filières

Boutique ouverte au public
du lundi au samedi de 9h à 18 heures

ICI...

À la recherche d'un statut

Dominique de Villepin prépare un fumeux « statut » du temps partiel subi pour les femmes, qu'il compte présenter lors de la prochaine conférence nationale sur l'emploi et les revenus, programmée le 14 décembre. Autrement dit, rien qui puisse inquiéter le Medef. L'initiative n'est pas sans en rappeler une autre, le défunt contrat première embauche (CPE), du moins dans la méthode. « *Il y a nécessité d'avancer, et vite. En cette période de rendez-vous électoraux, tout le monde a à cœur que des réponses soient apportées et de ne pas se contenter de vaines promesses* », a lancé Villepin depuis Matignon. Pour un peu, on y croirait !

Représentativité

Les secrétaires généraux de la CFDT et de la CGT, François Chérèque et Bernard Thibault, ont demandé aux présidents des groupes parlementaires de légiférer sur une réforme de la représentativité syndicale pour qu'elle soit désormais fondée sur des élections professionnelles. Les responsables des deux principales confédérations ont même suggéré la possibilité d'un amendement au décevant projet de loi de modernisation du dialogue social, en cours d'examen à l'Assemblée nationale. Aller dans le sens des syndicats serait un véritable tour de force de la part d'un gouvernement qui a excellé dans l'art de l'évitement du dialogue social.

Course au centre

Avec son slogan de « *la rupture tranquille* », Nicolas Sarkozy emboîte le pas de Mitterrand avec « *la force tranquille* » comme celui de Giscard, chantre du « *changement dans la continuité* ». En expliquant vouloir « *remettre la société française en mouvement* » et « *faire de la France le pays où tout peut devenir possible* », il colle aussi à Ségolène Royal, pour qui « *remettre la société en mouvement* » est précisément « *l'enjeu* » de la présidentielle, et qui a cette formule sur la page d'accueil de son site Désirs d'avenir : « *Avec vous, tout est possible* ». La course au centre est lancée.

...ET AILLEURS

Parano

Quand on est élu au Congrès américain, on prête serment sur la Bible – dans sa version protestante. Mais le député démocrate Keith Ellison, fraîchement élu à la Chambre des représentants, entend faire une exception. Converti dans sa jeunesse à l'islam, il a annoncé qu'il souhaitait prêter serment sur le Coran, lors de la cérémonie prévue en janvier. Les conservateurs y voient une tentative de saper les fondements de la nation américaine. L'axe du Mal aurait-il installé une cinquième colonne à Washington ?

In extremis ?

Lundi, le général Pinochet était entre la vie et la mort à la suite d'un infarctus subi la veille. Cela a provoqué la colère des victimes françaises de l'ex-dictateur contre la lenteur de la justice, car Pinochet a jusqu'à présent échappé à toute condamnation grâce à sa sénilité et à son état de santé. On espère que la justice française ira plus vite quand il s'agira de juger notre Président, lorsqu'il aura perdu – selon toute vraisemblance – son immunité en mai prochain. Et on souhaite, bien entendu, longue vie à Jacques Chirac...

...VU

Chaud !

C'est le couple le plus conflictuel du moment. Invité du JT de TF 1, le 2 décembre, après sa déclaration de candidature, François Bayrou s'est agacé d'entendre Claire Chazal l'interroger à plusieurs reprises sur « *les principaux candidats* ». « *C'est ce que les grands médias nationaux vendent* », s'est enflammé le président de l'UDF. « *Ils sont tout le temps sur vos plateaux et vous ne leur parlez pas des autres* », a-t-il lancé à son interlocutrice mal à l'aise. Soulignant que le PS avait été éliminé au premier tour en 2002, François Bayrou l'a tancée : « *Cessez de vouloir conduire les Français vers ce choix. Il y a en France beaucoup d'électeurs qui n'ont pas envie de se voir enfermés dans Nicolas Sarkozy/Ségolène Royal, aller-retour, matin, midi et soir !* » Ils ne veulent pas forcément de lui non plus.

Motivé...



« *Berlusconi est en grande forme, c'est un lutteur, comme Rocky : au moment même où vous croyez qu'il est "out", le voilà qui revient et qui l'emporte* », a déclaré son porte-parole, Paolo Bonaiuti, à la télévision italienne. Ils étaient près d'un million à défiler à Rome, à l'appel de la droite et de l'extrême droite, samedi, avec Berlusconi à leur tête, alors que celui-ci avait fait un infarctus moins d'une semaine plus tôt. Le milliardaire avait de quoi être motivé : il s'agissait de protester contre l'augmentation des impôts des plus riches décidée par la coalition de gauche de Romano Prodi.



Procès social

Jean Berkani, procureur de la République, n'a pas été suivi. La semaine dernière, un an après « *les violences urbaines* », il avait requis des peines allant de trois à six ans de prison ferme contre onze jeunes émeutiers présumés, âgés de 19 à 26 ans. Le défenseur du ministère public insistait pour qu'un « *message soit adressé à la population qui aspire à la tranquillité* ». Mais, dans son jugement du 29 novembre 2006, le tribunal correctionnel d'Évreux n'est pas allé au-delà de cinq ans de prison ferme. Il a même prononcé quatre relaxes, alors que M. Berkani n'en réclamait qu'une seule. Tel est l'épilogue judiciaire de la « *terrible nuit* » de novembre 2005. Cette nuit-là, du 5 au 6 novembre, les « *violences urbaines* » atteignent leur paroxysme dans le quartier sensible de la Madeleine à Évreux. Une trentaine de policiers affrontent près de 200 émeutiers. Le bilan est lourd. 13 policiers et 8 pompiers blessés. Sur le plan matériel, plusieurs dizaines de voitures, de commerces, le bureau de poste, sans oublier la mairie annexe, ont été brûlés ou pillés. Quelques jours plus tard, douze adultes et huit mineurs sont arrêtés. Ils sont identifiés par une policière blessée, des témoins « *sous x* », et un couple violemment agressé dans sa voiture cette nuit-là. Un an après les faits, 8 des 12 émeutiers majeurs ont donc été condamnés à des peines de prison allant de dix-huit mois à cinq ans ferme. Le procès des 8 mineurs a quant à lui été reporté au 24 janvier en raison d'une grève des avocats. Les délits devaient être punis, et ils l'ont été. Mais ce qui s'est passé cette nuit-là résulte également d'un fait de société. Le volet judiciaire ayant été réglé, reste à s'occuper du volet social... beaucoup plus complexe.

DANIEL MACHADO

...LU

L'âne qui recule

Dans une brillante tribune publiée par *Libé* le 30 novembre, Laurent Dispot reproche aux socialistes de ne prononcer aucune « *condamnation sérieuse* » de Georges Frêche qui vient de déplorer qu'il y ait « *trop de Noirs* » dans l'équipe de France de football. « *Le PS fait l'âne qui recule* », note le rédacteur en chef de *la Règle du jeu*, la revue de Bernard-Henri Lévy. Il énumère les précédents de Dieudonné et même, non sans quelque exagération, d'Édith Cresson, coupable à ses yeux de xénophobie anti-britannique et anti-japonaise lorsqu'elle était Premier ministre. Si Dispot est allé cherché loin, il a cependant commis un oubli : n'est-ce pas un certain Alain Finkielkraut qui avait, avant Frêche, et il n'y a pas si longtemps, regretté que l'équipe de France soit « *black, black, black* » ?

Mickey

« *Après une semaine éprouvante marquée par l'annonce officielle de sa candidature à l'Élysée et trois heures d'émission sur France 2, Nicolas Sarkozy passe le week-end en famille à Disneyland Paris* », nous apprend *le Parisien* (3 décembre). On doit compatir ?

Abject

« *Dans un texte qui circule sur Internet* », l'écrivain martiniquais Raphaël Confiant « *donne à sa manière quitus intellectuel à Dieudonné après son récent passage au rassemblement du FN* », rapporte *le Monde* (2 décembre). Le romancier à succès y évoque notamment les juifs, « *ces gens qu'il est interdit de nommer* » et qu'il choisit donc de désigner « *sous le vocable d'Innommables* ». Une sémantique conforme au registre d'extrême droite.

LE CHIFFRE

278

contrats à durée déterminée (CDD) en quatre ans, c'est le chiffre record atteint par une ancienne salariée de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR). Cinq salariées, employées dans les cabines de la barrière de péage de Villefranche-Limas (Rhône) sur l'A6, ont cumulé entre 140 et 278 CDD sur une période de trois à cinq ans. Leurs contrats allaient de deux jours à trois mois, parfois la veille pour le lendemain, voire une heure avant d'embaucher, en plein milieu de la nuit. Elles ont demandé au conseil des prud'hommes de Lyon la requalification de leur contrat en contrat à durée indéterminée (CDI).

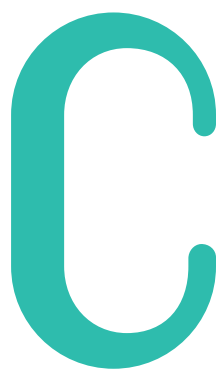
Dossier

Pas une semaine ne passe sans que l'actualité économique ne fasse état d'un rachat ou de la vente d'une entreprise par un fonds d'investissement. Une nouvelle technique financière, dite LBO, pour « Leverage Buy Out » (rachat d'entreprises à crédit), fait fureur depuis deux ans, entraînant des conséquences meurtrières pour l'emploi et l'avenir industriel en France.

FONDS D'INVESTISSEMENT

Un nouveau système prédateur

UN DOSSIER RÉALISÉ PAR THIERRY BRUN ET LAURENT CHECOLA



Certains s'étonnent du décalage entre les excellentes performances de la Bourse et les mauvais chiffres de l'économie française. Une des explications de ce décalage provient d'un boom spéculatif d'un nouveau genre. Les fonds d'investissement ont l'habitude de nommer ce phénomène le « LBO » pour « *Leverage Buy Out* », c'est-à-dire le rachat d'entreprises à crédit. Dans le jargon financier, les spécialistes nomment ce montage « *rachat à effet de levier* ». Cette pratique de court terme, sans autre objectif que la recherche du profit, s'est transformée, ces deux dernières années, en un jackpot aux conséquences meurtrières pour l'emploi et l'avenir industriel du pays. La part des opérations de LBO a explosé et concerne près de 2 000 entreprises, dont Pages jaunes, le Printemps, Cegelec, TDF, Vivarte et bientôt la Fnac. De toutes formes, de toutes tailles et de tous secteurs, ces entreprises renommées ont été rachetées, ou le seront, par un LBO.

« Ce type d'opération spéculative d'origine américaine, appelée également en France « *capital transmission* », est apparu dans les années 1980 et concerne aujourd'hui 500 000 salariés », explique Philippe Matzkowski, délégué CGT, fondateur, avec d'autres militants CGT issus des milieux financiers, du récent Collectif LBO. Rejoint par différents syndicalistes et militants politiques, ce collectif vise à lutter contre les effets du LBO.

En quoi consiste cette technique financière ? Une entreprise est rachetée avec un minimum d'investissement, c'est-à-dire en recourant à un fort endettement. C'est le cas de Picard, numéro un français de la distribution de produits surgelés, racheté en 2001 par une holding derrière laquelle se cachent

des fonds d'investissement. Les acheteurs apportent 320 millions d'euros de fonds propres et s'endettent de 600 millions d'euros. Des fonds colossaux sont ainsi levés et bénéficient de taux d'intérêts peu élevés. Le but de l'opération est de rembourser à court terme les sommes investies et les prêts, en réalisant d'importantes plus-values, sans aucun risque. Picard est en effet revendu 1,3 milliard d'euros en décembre 2004. La plus-value nette atteint 300 millions d'euros... pour 320 millions investis.

« Le financement par effet de levier (LBO) est facile en ce moment, convient le chroniqueur du *Wall Street Journal* en ligne, George Anders (1). L'argent est abondant, les taux d'intérêt sont plutôt faibles, et cette méthode reste le moyen le plus rapide de s'enrichir. »



Pages jaunes a été rachetée par un LBO.

Surtout, ce genre de montage financier n'a pas vocation à accompagner l'entreprise à long terme. Les bénéficiaires de l'opération, souvent des holdings peu transparentes, sont en position de force et pèsent de tout leur poids sur la direction des entreprises rachetées pour les mener comme bon leur semble. La dette remplace les actionnaires par des créanciers pour garder le contrôle de l'entreprise, et les banques, qui financent ces opérations, sont certaines d'obtenir en peu de temps le remboursement de leurs prêts. Cette spéculation massive a généré plus de 450 milliards d'euros de dettes en Europe et aux États-Unis.

Les cibles des adhérents de l'Association française des investisseurs en capital (Afic), un des acteurs majeurs en matière de LBO avec d'autres fonds américains comme KKR, Carlyle, Blackstone, etc., « sont essentiellement des entreprises saines, positionnées parmi les trois premiers acteurs de leur marché, et disposant d'un résultat d'exploitation de qualité, détaille Philippe Larasse, délégué central CGT à la Caisse des dépôts et cofondateur du Collectif LBO. Loin de s'en contenter, les investisseurs, qui interviennent aux côtés de managers entrepreneurs, font en sorte que l'entreprise dégagne du cash flow [marge brute] disproportionné afin de rembourser la dette contractée pour l'acquiescer ». Il en résulte la vente d'usines, d'entrepôts ou du siège social : « Et il faut ensuite se séparer des secteurs non stratégiques, services ou filiales, auprès d'industriels ou éventuellement des managers sous forme d'un autre LBO. »

Autre conséquence, le travail en flux tendu devient la règle, « associé à un investissement minimum permettant tout juste de maintenir la capacité de production », ajoute Philippe Larasse. Les salariés des entreprises visées sont

Plusieurs outils financiers

L'acronyme LBO est devenu un terme générique pour désigner les opérations de rachat d'entreprises financées avec l'effet de levier de la dette. Un acheteur emprunte de l'argent pour racheter une entreprise dont les dividendes vont être supérieurs aux intérêts à rembourser. Grâce à ce système, le fonds d'investissement PAI Partners a racheté, en France, le groupe Vivarte (André, la Halle aux chaussures, Kookai, etc.) pour 1,5 milliard d'euros en 2004, qu'il entend revendre 3 milliards. Après le remboursement de la dette, l'opération va ainsi dégager une confortable plus-value.

Il existe une terminologie spécifique en fonction des individus ou des groupes qui s'emparent d'une entreprise. En effet, le LBO au sens strict suppose que des investisseurs extérieurs, réunis dans une *holding*, participent à l'effet de levier. Mais il existe d'autres techniques qui permettent des montages de dettes sophistiqués dans un but spéculatif. Par exemple, avec le LBI (*pour Leverage Buy In*), la direction de l'entreprise essaie de racheter ses parts par endettement. Le LMBO (M pour « *management* ») désigne le rachat d'une entreprise par des cadres dirigeants de la société cible, cas répandu en France.

A contrario, le LMBI (*Leverage Management Buy In*) caractérise une entrée de managers extérieurs dans l'entreprise. Le OBO (*Owner Buy Out*), situation ubuesque, permet même à l'ancien dirigeant d'une entreprise de racheter sa propre société. De nouvelles formes de LBO encore plus complexes sont apparues. Les spécialistes parlent de Bimbo (*Buy In Management Buy Out*) lorsque l'équipe de repreneurs est composée à la fois de cadres de la société cible et de dirigeants extérieurs. Enfin, lorsque l'objectif des nouveaux actionnaires est de créer un pôle d'activité ou des synergies industrielles, en mariant l'entreprise à d'autres entités (par acquisitions), on utilise l'acronyme LBU (*Leverage Build Up*). L. C.



La Fnac devrait bientôt faire partie des quelque 2 000 entreprises concernées par le « rachat à effet de levier ».

particulièrement vulnérables, et très mal protégés. La direction de l'entreprise fait de la rentabilité sa principale exigence. Les suppressions d'emplois sont nombreuses, et le recentrage sur « le cœur de métier » de mise. La recherche et le développement sont sacrifiés. Premier groupe diffuseur d'audiovisuel en Europe, Télédiffusion de France (TDF) a fait l'objet d'une opération financière de ce type menée par la Caisse des dépôts. « *En matière sociale, le LBO a eu pour conséquence concrète la suppression de près de 1 000 emplois à TDF* », constate un communiqué de la CGT, qui critique « *la participation d'une institution financière publique à ces opérations spéculatives destructrices d'emplois que sont les LBO.* »

Au contraire, proteste Patrick Sayer, président de l'Afic, « *grâce à nous, par exemple, des filiales délaissées par de grands groupes peuvent être reprises et développées* » (2). Patrick Sayer affirme aussi que, « *globalement, des études passées ont montré que la création d'emplois était trois fois plus rapide dans les entreprises sous LBO que dans le reste de l'économie, et rien ne permet de prouver que ces emplois sont de moins bonne qualité que les autres* » (3).

Mais, pour les financiers, les bénéfices sont doubles. Les dividendes de l'entreprise alimentent régulièrement le fonds d'investissement. Et, lorsque l'entreprise acquise a été siphonnée ou dépecée, elle est aussitôt revendue à la concurrence avec une forte

plus-value (voir l'encadré ci-dessus). De plus, le rachat d'entreprises à crédit engendre une forte opacité. S'agit-il de fonds de pension ou de conglomérats de sociétés ? Le montage financier est bien souvent obscur, et les investisseurs sont difficilement identifiables. Lorsque le Printemps a été cédé en août, la presse avançait prudemment la vente « *à des fonds étrangers* ». Pourquoi ? Le « groupe » italien Borletti, entré dans 30 % du capital, ne représentait pas une société clairement définie. L'opacité financière est aussi doublée d'une opacité judiciaire, les montages juridiques ne permettant pas de recours. Et les instances juridiques, lorsqu'elles sont saisies, rendent souvent un avis favorable aux directions d'entreprise.

Lors de la vente du Printemps, la direction du groupe n'a tenu que des réunions sans contenu informatif. Le comité d'entreprise a donc refusé de se prononcer pour défaut d'information. Mais le tribunal de grande instance de Paris lui a donné tort. De la même manière, l'État, loin d'être « providentiel » en la matière, ne fait rien pour endiguer le phénomène (voir page 16). Le projet de loi sur l'actionnariat salarié adopté en novembre, qui veut « *généraliser l'épargne salariale* », ne propose aucune mesure pour contenir les rachats à effet de levier, mais préconise de faire participer le salarié à ces opérations, conjointement avec les fonds d'investissement...

Certains experts mettent déjà en garde les investisseurs sur le phénomène de bulle spéculative. Victimes de leurs succès, ceux-ci seraient peu à peu contraints d'investir dans des sociétés moins rentables, et effectueraient des marges de moins en moins spectaculaires. Certains grands patrons s'interrogent aussi sur cet opportunisme d'actionnaires « professionnels », utilisant l'entreprise comme une simple marchandise sans véritable esprit « entrepreneurial », a déclaré Henri Lachman, président du conseil de surveillance de Schneider (4).

De leur côté, les partis politiques n'accordent que peu d'intérêt à ce phénomène aux conséquences désastreuses sur l'emploi. Certains partis ont certes intégré les risques que pose cette nouvelle forme de spéculation financière, mais dans un programme économique qui devra attendre l'élection présidentielle de 2007 pour, éventuellement, être appliqué. Autrement dit, point de régulation en vue. Pourtant, la nécessité d'une reprise en main du capitalisme financier est d'autant plus impérieuse que le phénomène de LBO déstabilise les marchés, particulièrement en France.

THIERRY BRUN ET LAURENT CHECOLA

(1) *Le Monde Économie* du 28 novembre.

(2) *L'Humanité* du 4 octobre.

(3) *Le Monde Économie* du 28 novembre.

(4) *Challenges* du 24 mai.

Certains grands patrons s'interrogent sur cet opportunisme d'actionnaires professionnels, utilisant l'entreprise comme une simple marchandise sans véritable esprit entrepreneurial.

Les chiffres du LBO

La France a été, au premier semestre 2006, le principal marché d'Europe continentale pour ce phénomène spéculatif que sont les opérations d'acquisition d'entreprises par endettement (LBO). C'est ce qui ressort d'un rapport publié en août par le Center For Management Buy Out Research (CMBOR), un organe d'expertise britannique. Quantitativement, 85 rachats par effet de levier ont été effectués dans l'Hexagone. La France devance l'Allemagne, qui a connu 76 LBO sur son territoire. En termes de valeur, le montant des transactions en France s'élève à 14,6 milliards d'euros pour le premier semestre. Une seule transaction, avec la firme danoise TDC, l'explique en grande partie. La France est suivie par le Danemark (13 milliards d'euros) et l'Allemagne (8,5 milliards d'euros). Et les sommes investies suivent une logique exponentielle en France. L'argent dépensé en 2005 sous forme de LBO serait le double de celui dépensé en 2004. Dans le monde, plus de 250 milliards de dollars ont été investis en 2005 dans des opérations LBO. Les fonds d'investissement ont récolté 216 milliards d'euros en 2005, et ils disposent d'une trésorerie de 492 milliards d'euros, qui sera investie dans les mois à venir dans le rachat d'entreprises pour dégager de fortes plus-values. Selon l'institut Private Equity Intelligence, ces opérations auraient généré, au niveau mondial, 300 milliards de dollars de valeur en douze ans, soit un rendement annuel moyen de 27 %.

L. C.

Tous actionnaires ?

Le gouvernement a déposé un projet de loi en faveur de l'actionnariat salarié, au nom d'une gestion « participative ». Les syndicats, eux, dénoncent une « arnaque » : le rapport de forces ne sera certainement pas en faveur des salariés.

Quand il est question de la participation financière des salariés à leur entreprise, le gouvernement joue l'effet de groupe. Dominique de Villepin, Premier ministre, Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi, et Thierry Breton, ministre de l'Économie, ont ainsi marqué de leur empreinte « le développement de la participation et de l'actionnariat salarié » dans un projet de loi, examiné en urgence, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale et au Sénat. D'autres ministres, tels Christine Lagarde (Commerce extérieur) et Gérard Larcher (Travail), ont apporté leur soutien à ce « moyen de rapprocher les Français et les entreprises » qu'est l'actionnariat salarié.

L'intention est de relancer une « gestion participative » et « humaniste », « filiation gaulliste » surtout teintée d'une idéologie libérale. Aucune mesure concrète de protection pour les entreprises et leurs salariés n'est proposée, alors que les médias témoignent quotidiennement des grosses opérations financières que sont les fusions et les rachats d'entreprises. Le LBO devient une préoccupation nationale. Président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, Alain Bocquet a même adressé une missive au ministre de l'Économie pour l'alerter sur « la multiplication de rachats d'entreprises par des fonds financiers, via des opérations à effet de

levier dénommées LBO ». Selon lui, l'effet de levier de l'endettement décuple la spéculation financière et « s'accompagne de restructurations synonymes de destructions d'emplois et de capacités, de dégradations des conditions d'embauche et de travail des salariés, voire d'abandon d'installation ou d'activités ». Et les cadres de la CFE-CGC ont récemment dénoncé « l'arnaque » que constitue, à leurs yeux, le projet de loi adopté. « Que certains députés et sénateurs soient à l'écoute du Medef n'est pas une découverte. En revanche, il faut s'interroger pour savoir si le gouvernement est complice, ou s'il est simplement dans l'incapacité de se faire obéir de sa majorité », a attaqué Michel Lamy, secrétaire confédéral CGC, soulignant que des amendements votés « vont à l'encontre des intérêts des salariés ».

Rédigé par les ministres de l'Emploi et de l'Économie et déposé fin juin, le texte a fait bondir plus d'un syndicaliste, notamment sur la question d'un « dividende du travail » dépendant du bon vouloir des dirigeants de l'entreprise. Pour le gouvernement, cette participation passe « par une juste appréhension des enjeux de l'entreprise, qu'il s'agisse de l'origine de ses profits, de la nature de ses marchés ou encore de la qualité de ses projets ». Elle ne peut être féconde que si « elle permet aux salariés d'être mieux associés à la stratégie de l'entreprise et de s'impliquer davantage dans son fonctionnement quotidien. »

Certains articles du projet de loi sont directement liés au phénomène de LBO. Il est par exemple prévu que les Fonds communs de placement entreprise (FCPE) participent à des « pactes d'actionnaires » dans les sociétés non cotées, notamment avec des fonds d'investissement et des dirigeants de l'entreprise. Patrick Sayer, président de l'Association des investisseurs en capital (Afic), qui regroupe en France les chantres du LBO, voit d'un bon œil ce dispositif consistant à ce qu'un maximum de « salariés participe au succès de l'entreprise et que leurs efforts soient reconnus ». Mais comment établir un rapport de force équitable entre les « partenaires », lorsqu'on sait que le niveau d'épargne salariale, contrairement aux pays anglo-saxons, est très faible en France ? Surtout, d'un point de vue social, le projet de loi orienté sur le partage des plus-values engrangées dans les montages financiers entérine le distinguo entre actionnaire et salarié. Ce n'est, dès lors, plus tant le travail qui est rémunérateur que la participation financière.

L'État peut aussi participer à des opérations spéculatives de type LBO. La Caisse des dépôts et consignations (CDC), bras financier de l'État, n'œuvre plus « au service de l'intérêt général et du développement économique du pays », pourtant inscrits dans ses statuts. « La CDC n'apporte plus son financement à des PME innovantes, comme c'était encore le cas il y a dix ans. À présent, lorsqu'elle met son capital dans une entreprise, c'est uniquement pour dégager des marges », explique Jean-Philippe Gasparotto, secrétaire de la CGT à la Caisse des dépôts. Par le biais de sa filiale CDC Entreprises, l'organe public mène, en effet, des opérations d'investissement de court terme à forte plus-value sur des entreprises choisies, au détriment d'un développement économique durable.

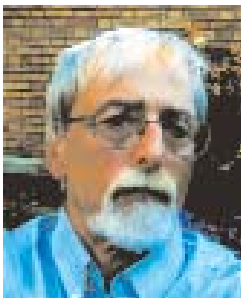
« Que l'investisseur soit un fond d'investissement anglo-saxon ou la Caisse des dépôts, il n'y a pas la moindre différence », constate le syndicaliste. « La Caisse utilise les mêmes méthodes. Elle est mue par les mêmes exigences de rendement et affiche le même mépris pour les salariés. » Les employés de l'entreprise de composants électroniques Eurofarad, dont le capital est investi depuis 2001 par CDC Entreprises, ont ainsi dû composer avec les objectifs de rentabilité. Ce n'est donc pas sur l'État qu'il faut compter pour limiter le LBO. S'il en avait la volonté, en aurait-il les moyens ? Pour Jean-Philippe Gasparotto, « la capacité financière publique a complètement été asséchée ». Mais, contrairement aux pays anglo-saxons, la France ne dispose pas d'une source de fonds inépuisables.



Christine Lagarde, Gérard Larcher et Thierry Breton présentent la loi sur l'actionnariat salarié.

AFP

L. C.



« Un multiplicateur de restructurations »

Comment le rachat d'entreprises avec un effet de levier financier « LBO » évolue-t-il ?

Michel Fried : Les rachats à effet de levier se développent de manière explosive : entre 1999 et 2005, les sommes investies par ce biais ont été multipliées par six. Ces dernières années, les LBO étaient de petite ou de moyenne envergure. Désormais, aux États-Unis, certaines opérations de ce type peuvent atteindre 30 milliards de dollars.

Pourquoi le LBO se développe-t-il autant ?

Les investisseurs bénéficient d'abord de dispositions fiscales et d'un droit des sociétés très favorables. Ce n'était pas le cas il y a encore quelques années, quand il était interdit de s'endetter pour acheter ses propres actions. Ce qui est le principe même du LBO. Aujourd'hui, la pratique du LBO échappe en partie à l'impôt. Les dirigeants ne sont imposés qu'au titre des plus-values et non des revenus. Par ailleurs, et contrairement à ce qui se fait en Bourse, le LBO permet de trouver facilement des investisseurs capables d'accepter l'endettement.

Au premier semestre 2006, la France a été le principal marché en Europe pour le LBO. Pour quelles raisons ?

La France est l'un des pays où le capital-risque est le plus développé. Par ailleurs, l'industrie de gestion de capital, comme la banque, est très forte dans l'Hexagone.

Peut-on établir une typologie des entreprises visées par les effets de levier ?

Toute entreprise susceptible d'engendrer suffisamment de dividendes pour se racheter est une cible potentielle. La taille ou le secteur d'activité importent finalement peu. Il existe pourtant un hiatus entre les offres gigantesques de capital, et les entreprises susceptibles de les accueillir. Les bonnes cibles ne sont finalement pas si nombreuses. Les fonds sont orientés vers des entreprises comportant plus de risques.

Ces risques peuvent-ils compromettre la pérennité de ce type d'opérations ? Le LBO est-il une tendance durable ?

L'essor des LBO a toutes les caractéristiques d'une « bulle » financière très instable. La rentabilité des opérations s'est, certes, accrue, mais au prix de montages financiers de plus en plus fragiles. Par ailleurs, il devient de plus en plus difficile de sortir d'un LBO. Un fonds considère qu'il doit vendre la société cible après deux ou quatre ans. Mais à qui ? Il y a cinq ou six ans, la Bourse était la principale issue d'un LBO. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les fonds ont tendance à vendre les mêmes sociétés en rond. Les LBO secondaires se généralisent. Certaines entreprises ont même fait l'objet de quatre LBO successifs ! Or, la multiplication de ces techniques artificielles ne peut pas se reproduire à l'infini.

Le projet de loi du gouvernement, qui propose de faire participer les salariés à des opérations de LBO, serait-il une manière efficace de contrôler ce système financier ?

La mesure proposée par l'État consiste à associer les salariés au démantèlement de leur propre entreprise. Ils devraient ainsi participer à l'enrichissement scan-

daleux de leurs patrons. En effet, le LBO vide l'entreprise de sa substance. C'est un multiplicateur de restructurations, certainement pas une incitation à une gestion à long terme du temps industriel. D'un point de vue plus global, et en termes de régularisation du capitalisme, le LBO est aussi très déstabilisant.

Quelles mesures seraient véritablement efficaces ?

Plutôt que de poser la question de l'encaissement, il serait plus pertinent de revenir à la source du LBO à travers une réforme fiscale. Si l'on n'accordait pas aux investisseurs la possibilité d'une extraordinaire rentabilité, la pratique du LBO se réduirait presque mécaniquement.

Les hommes politiques français ont-ils pris la mesure du phénomène ?

Le débat est plutôt atone en France. Alors que l'enjeu économique et social est fort, les diverses formations politiques n'envisagent le LBO que comme une solution au problème de la transmission d'entreprises.

Dans les autres pays où la pratique du LBO est commune, existe-t-il des réglementations ?

Un débat commence à poindre aux États-Unis. Mais ce n'est pas tellement le sort réservé aux salariés qui inquiète les pouvoirs publics américains. Ils craignent plutôt que le LBO mette à mal l'équilibre du capitalisme.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT CHECOLA

* Michel Fried est économiste au Laboratoire social d'action, d'innovation, de réflexion et d'échanges (Lasaire).

Les opérations financières hautement spéculatives démantèlent des entreprises tout en générant de confortables plus-values. Explications de l'économiste Michel Fried*.

Face au phénomène, la réaction des partis politiques

« Des éléments symptomatiques des politiques libérales »



Thomas Bourdet, économiste au parti communiste français :

« Les opérations de LBO sont les éléments les plus symptomatiques des politiques libérales menées depuis

deux décennies. Les banques ne jouent plus leur rôle : au lieu de financer des projets et des entreprises créatrices d'emploi, elles utilisent le LBO comme un levier contre les salariés. C'est pourquoi cette technique est au cœur de nos interrogations. Contre le phénomène global qu'est le LBO, nous proposons des alternatives. Au niveau régional, des conférences incluant tous les partenaires sociaux imposeraient des objectifs annuels d'emploi et de formation et non des objectifs financiers. Les banques joueraient un rôle essentiel en promouvant un crédit sélectif en faveur de l'emploi. Des fonds régionaux pour l'emploi et la formation prendraient en charge la bonification des prêts bancaires qui développent emplois et formation. À l'échelle nationale, un fonds national pour l'emploi et la formation centraliserait l'ensemble des fonds régionaux. Outre des dotations budgétaires, ce fond serait immédiatement doté des 20 à 23 milliards d'euros annuels dégagés par les exonérations de cotisations sociales patronales. De plus, un pôle public financier doit être créé autour de la Caisse des dépôts. Il regrouperait des banques, des sociétés d'assurances et des établissements financiers nationalisés, comme La Poste. Ce pôle serait chargé de développer une

nouvelle grande mission de service public du crédit pour entraîner l'ensemble du système bancaire. Au niveau européen, il est nécessaire de modifier le système de contrôle de la Banque centrale européenne, pour qu'elle tende vers une politique monétaire ciblée sur l'emploi. »

« Il faut encourager l'entrepreneuriat collectif »

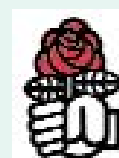


Pascal Canfin, responsable de la commission « économie » des Verts :

« Il faut lutter contre le LBO

en tenant compte du contexte économique français actuel. La financiarisation des PME est une tendance lourde qu'il faut aussi combattre. Mais on doit considérer les nombreuses entreprises qui, par effet générationnel, se trouvent sans repreneurs parce que leurs secteurs d'activités ne sont pas compétitifs. Il faut donc plutôt encourager l'entrepreneuriat collectif et la transmission-reprise d'entreprises en coopératives, notamment en sociétés coopératives de production (scop). Pour que l'appui public soit réel, l'État doit y participer activement en garantissant les montants investis par l'ensemble des salariés. En cas de fermeture d'entreprise, les propriétaires de la société en difficulté ne pourront pas s'opposer à l'offre de transformation en coopérative faite par les salariés. Bien conscients que la conversion d'une entreprise en coopérative ne se fait pas en un instant, les Verts envisagent une période transitoire de deux ans. »

« Un phénomène de gestion des sociétés »



Alain Vidalies, député PS des Landes, secrétaire national aux entreprises, membre de la commission des lois de l'Assemblée nationale :

« Il n'existe pas, à ce jour, de position collective du parti socialiste sur le LBO.

Le secteur économique et le secteur des entreprises réalisent actuellement une expertise juridique et fiscale sur cette pratique en raison de son extension. Nous nous intéressons au LBO non comme procédure de reprise des entreprises, mais comme phénomène de gestion des sociétés. Nous réfléchissons à une proposition de régulation de cette pratique qui, sous un vocable commun, révèle des situations bien différentes. Concernant les entreprises en difficulté, le LBO peut constituer un cadre juridique adapté à la reprise de l'entreprise par des dirigeants extérieurs. Toutefois, le système de caution personnelle sur les prêts bancaires est de nature à limiter l'originalité de la formule. Lorsqu'il s'agit d'une opération qui aboutit à laisser les mêmes dirigeants à la tête de l'entreprise, on peut s'interroger sur les conséquences financières et fiscales pour l'entreprise : elle se trouve, de fait, soumise à une pression intense pour dégager des profits croissants en un temps limité. Il paraît aussi nécessaire de prendre en compte la situation des actionnaires minoritaires, qui peuvent aujourd'hui se trouver écartés à l'issue de la procédure. »

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT CHECOLA

Chez ces gens-là...

LITTÉRATURE. Dans « Métamorphoses d'un mariage », Sándor Márai met en scène trois personnages pour orchestrer la lutte des classes dans la Hongrie d'entre-deux-guerres. L'effondrement conjugal venant figurer l'agonie de l'ordre bourgeois.

DANS UN SALON DE THÉ de Budapest, une femme raconte à une amie ce qui a fait échouer son mariage. Quelques années plus tard, entre deux bouteilles de vin, son ex-mari explique à un ami pourquoi il l'a quittée pour une autre. Quelques années plus tard encore, mais à Rome, cette autre femme confie à son amant les raisons qui l'ont poussée à se marier avec cet homme, qui a fini par la congédier. La femme, le mari, la maîtresse : *Métamorphoses d'un mariage* a toutes les apparences d'un drame conjugal. Mais le titre est un leurre. Ou plutôt une astuce : l'écrivain hongrois Sándor Márai s'empare d'une institution tenace, le mariage, pour dessiner l'effondrement de l'ordre bourgeois dans le Budapest de l'entre-deux-guerres. La petite bourgeoise, le grand bourgeois et la domestique : c'est plutôt ainsi qu'il faut appréhender le trio avec lequel Sándor Márai joue comme une partie de billard à trois

bandes, où l'affrontement des trois voix vient figurer la lutte des classes. Passer par l'angle domestique permet à l'écrivain de mieux saisir les valeurs internes – familiales, morales et psychologiques – d'un monde finissant.

Adulé en Hongrie vers 1930 puis tombé dans l'oubli après 1948, Sándor Márai a été redécouvert juste après son suicide, en 1989. Écrit entre 1941 et 1948, et joliment traduit aujourd'hui en français, *Métamorphoses d'un mariage* reprend des thèmes chers à l'auteur de *Confessions d'un bourgeois* (Albin Michel, 1993) et de *Braises* (Albin Michel, 1995) : principes moraux, amitié perdue, amours impossibles,

vieillesse, agonie d'une Europe mythique et, surtout, itinéraire de la bourgeoisie hongroise. « Tant qu'on me laissera écrire, je m'efforcerai de montrer qu'il fut une époque où l'on croyait en la victoire de la morale sur les instincts, en la force de l'esprit et en sa capacité à maîtriser les pulsions meurtrières de la horde », écrivait-il dans *Confessions d'un bourgeois*. Ce qui peut s'entendre de deux manières : l'expression d'une nostalgie pour des temps moraux, et la défense d'une capacité individuelle à s'extraire des règles de son camp. Roman non dénué d'ambivalences, *Métamorphoses d'un mariage* retrouve ce balancement entre sentiment de caste et volonté de proximité avec les minorités, fidélité aux origines et quête de liberté. Sándor Márai se fait à la fois un violent satiriste de la classe bourgeoise, qu'il visite en expert – de la moindre armoire à gants jusqu'aux plus intimes hantises



hérititaires –, mais aussi son discret défenseur. Comme s'il voulait lui restituer un peu de noblesse à l'heure de sa mort.

Chaque personnage de ce roman représente une classe et une époque. Ilonka la petite bourgeoise appartient au passé, à l'entre-deux guerres, au temps des belles tenues et des grands sentiments. Intelligente et sincère, elle refuse de « vivre comme un arbre » mais reste prisonnière des conventions : « J'étais obligée d'être heureuse, les dents serrées. » Peter, son mari, est en quête de vérité. Il croit d'autant plus fort au pouvoir de la raison sur les sentiments que les siens l'entraînent à braver des interdits indépensables. « Artiste sans spécialité », il est surtout le descendant d'une grande famille d'industriels, mais il lit *Danton*, de Buchner. Il est le personnage de la guerre, du passage d'un monde à un autre. Fille de paysans de Transdanubie, Judit la domestique devient riche en épousant Peter. Puis redevient « prolo » après son divorce, et après le siège de Budapest. Elle incarne le changement mais aussi la vengeance. Des caricatures ? Peut-être, mais des caricatures qui parlent. Et qui disent beaucoup. Le constat est assez

sombre puisque que chacune s'en tient à son rôle, autant otage de la lutte des classes que de sa classe elle-même. C'est Judit la domestique qui s'exprime le plus longuement. C'est elle aussi qui raconte le siège de Budapest quand les deux autres se contentent de quelques allusions à la guerre. Le temps de parole n'est pas sans importance. De même que la tonalité des trois récits : enquête pour le premier, confession pour le second, confidences pour le troisième. Si Sándor Márai a cherché à différencier chacune des voix, les trois s'accordent étrangement, comme les différentes portées d'une même partition. Au programme : l'heure de vérité.

Que dévoilent ces personnages ? En vrac : les plus grands secrets sont en réalité des choses assez banales. Les bourgeois ne vivent pas pour, mais contre. La culture, c'est avant tout un réflexe. La solitude est le drame de la bourgeoisie... Et d'autres révélations plus directement liées à leurs parcours. Sándor Márai les amène comme des énigmes progressivement mises au jour, chaque récit progressant sur le même principe : aveux à un interlocuteur muet. « Tu souris ? Tu ricanes ? Tu grimaces ? » À travers un système d'apostrophes, la présence de l'interlocuteur silencieux contribue à faire émerger un quatrième personnage. Un personnage de circonstance, chargé de recueillir les trois dépositions (l'amie, l'ami et l'amant). Ou un personnage de l'ombre, comme Lazar, qui est à la fois l'étrange ami de Peter, l' amoureux secret d'Ilonka, le protecteur de Judit, et écrivain.

Loin d'incarner la figure de l'intellectuel émancipé, Lazar se présente comme le « dernier représentant du monde des privilégiés », monde auquel il n'appartient pas, mais dont il fait partie en tant que témoin. « Nous autres écrivains, nous sommes peut-être les derniers défenseurs de l'ordre. Le bourgeois est bien plus aventureux, oui, bien plus révolutionnaire qu'on ne le croit. [...] Nous autres écrivains, nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de la rébellion. Nous sommes des dépositaires... »

« Garde forestier parmi des braconniers », Lazar entend surtout préserver ses lecteurs. Sa voix, garante de l'ordre établi, s'oppose à celle du musicien qui ose un mot en épilogue, depuis New York, ville de l'ordre nouveau et de la démocratie. Tous deux sont comme les contrepoints du trio central de ce jeu de miroirs hongrois. Des contrepoints parfaitement antagonistes pour la simple raison que, contrairement à ceux autour desquels ils gravitent, leurs univers à eux ne se croisent même pas.

INGRID MERCKX

Métamorphoses d'un mariage, Sándor Márai, traduit du hongrois par Georges Kassai et Zéno Bianu, Albin Michel, 448 p., 22,50 euros.

La fin d'une époque

CINÉMA. Prémonitoire, « *The Last Show* », de Robert Altman, met en scène la dernière représentation d'un spectacle radiodiffusé.

ROBERT ALTMAN est mort le 20 novembre, peu de temps avant la sortie française de son dernier film, dont le titre – *The Last Show*, autrement dit « l'ultime spectacle » – autorise trop facilement une lecture prémonitoire. Trop facilement, car le cinéaste était sur le point d'entreprendre un nouveau tournage quand son cœur lui a fait faux bond. À 81 ans, Robert Altman avait encore des projets, et il serait faux de voir dans *The Last Show* un film testament, un de ces films qui font la synthèse ou qui tracent l'épure d'une œuvre entière (on peut d'ailleurs s'interroger sur ce que serait un tel film pour un réalisateur aussi éclectique que Robert Altman).

Il n'en reste pas moins que *The Last Show* raconte la fin d'une époque. À Saint Paul (Minnesota), a lieu la dernière du spectacle radiophonique hebdomadaire, diffusé en direct du Fitzgerald Theater, « A Prairie Home Companion » (c'est aussi le titre original du film). La station de radio vient d'être vendue à un groupe texan, prompt à considérer ce show comme ringard.

Le film, par l'intermédiaire d'une voix off introductive, se moque aussi, mais gentiment, de la persistance jusqu'à aujourd'hui d'un tel spectacle de music-hall radiophonique. Suranné, sans doute – le contraste est net, d'ailleurs, entre la tenue contemporaine des spectateurs et celle des chanteurs, plus ou moins datée. Robert Altman montre une équipe de techniciens, de musiciens et de chanteurs homogène, qui ont le sens de l'amitié et de la solidarité, même si quelques-uns parmi eux ont un statut de vedettes, comme les Johnson Sisters, interprétées par Lily Tomlin et une Meryl Streep toujours impeccable et très bonne chanteuse. Tous partagent l'amour de leur métier et de leur spectacle, qui, somme

toute, est loin d'être ridicule, même s'il doit intégrer un certain nombre de publicités chantées, qui finissent par être très drôles. Malgré le sentiment de la fin prochaine, musiciens et chanteurs assurent avec un professionnalisme incontestable, une sorte de distance et un humour incessant, qui n'empêche pas le sérieux du travail : tel est, en particulier, GK, alias Garrison Keillor, qui joue le rôle qu'il tient dans la vie, celui d'animateur de l'émission. Il est le poumon du spectacle, celui qui le fait respirer, et c'est à lui que Robert Altman doit l'idée de ce film, et son scénario.

L'auteur de *Short Cuts* s'en tient ici à une structure très simple et linéaire : le film suit le déroulement du spectacle, avec, bien entendu, des détours par les loges et les coulisses, où, notamment, est arrivé un froid représentant du groupe texan reprenant de la station de radio (Tommy Lee Jones), totalement hermétique à ce qui se déroule sous ses yeux. Pourtant, entre un air de country et un rythme de soul, émane de cette « troupe » une humanité sincère et généreuse, ce dont la caméra de Robert Altman témoigne admirablement, sans niaiserie ni pesante nostalgie. *The Last Show* n'est sans doute pas un film éblouissant, mais, chaleureux, il est au diapason de son sujet et des individus qu'il met en valeur.

Une dernière chose : ce film n'est peut-être pas prémonitoire, mais l'idée d'y faire intervenir un ange, sous la forme d'une blonde digne des polars des années 1950 (Virginia Madsen), chargé d'aider celui ou celle qui doit quitter ce bas monde, suscite un trouble évident. Comme si cette belle blonde était sortie de son film pour visiter aussi son créateur...

CHRISTOPHE KANTCHEFF



Meryl Streep et Lily Tomlin interprètent les Johnson Sisters.

CONCERT Pour le Liban

Devant les images de la guerre au Liban, l'été dernier, ils se sont sentis « impuissants devant leur poste de télévision », disent-ils, et « amers de voir l'histoire se répéter ».

Aussi, les jeunes membres de l'association 2main, installée à Saint-Denis, ont-ils voulu réagir à leur façon. Voilà qui est fait : en étroite collaboration avec les associations Gnawa Gang et Soundz Booming Muzik, ils sont aujourd'hui à l'initiative d'un concert de soutien en faveur des victimes de cette guerre, en particulier les enfants, intitulé *One Love pour le Liban*. Ainsi, samedi



9 décembre, la salle la Ligne 13, à Saint-Denis, accueillera de nombreux artistes reggae ragga-dancehall – Ragga Dub Force Massive, Azrock, Mathieu Ruben, Supa Maya, Momo Roots, Daddy Mory... – pour une soirée « 100 % live ». Les organisateurs s'engagent à informer sur l'après-concert, autrement dit, à annoncer « quel projet ou action concrète notre participation [aura] pu financer ou cofinancer sur place ».

One Love pour le Liban, samedi 9 décembre, la Ligne 13, 12, place de la Résistance, 93200 Saint-Denis. À partir de 19 h. Entrée : 10 euros.

Guerre au père Noël

THÉÂTRE. Jacques Rebotier exprime sa colère contre la société de consommation.



« De l'homme », écrit et mis en scène par Jacques Rebotier.

JACQUES REBOTIER est un révolté joueur. Comme ce poète est aussi musicien (écrire une symphonie ne lui fait pas peur), il a le sens du swing et du martèlement des mots. Homme de théâtre complet, il met lui-même en scène ses textes. Dans le dernier, *De l'homme*, il a oublié de jouer, laissant la scène à des acteurs, des marionnettes, un chien-robot et à l'imagerie du Père Noël, qu'il abomine, et qui lui sert de symbole repoussoir. L'homme qui a égaré son « h », c'est nous, bien sûr. Nous, qui avons été dessaisés de quelque chose. Dans ce monde du commerce triomphant et de la destruction inconsciente, il nous manque une lettre, et l'on risque de les perdre toutes !

Le Père Noël vient de la légende de saint Nicolas. Le spectacle part de la chanson enfantine où le brave serviteur de Dieu ressuscite les garnements qui avaient été mangés. Le texte est un peu modifié ; le vers le plus connu devient : « Il était trois petits enfants qui kiffaient flâner à Auchan. » Mais où sommes-nous ? Chez un boucher qui joue au Père Noël et qui s'appelle aussi Super-Conso. Chez les (h)ommes qui paraissent bien étranges aux marionnettes qui les observent. Dans un monde sans cesse changeant où les personnages se masquent et se démasquent, où images et sons frappent et vrillent. Rebotier guerroye en proclamant : « *Consumons la consommation.* »

La distribution est dominée par Gilles Privat, l'ahuri, et Élise Caron, la malicieuse. Mais leurs partenaires, Anne Gouraud, Renaud Bertin, Sarah Fourage et Jean Delescluse, ne sont pas les moins actifs dans ce colloque sans queue ni tête mais d'une fantaisie très structurée. On rit beaucoup à suivre une telle flânerie à saute-mouton. L'esthétique, qui utilise de façon parodique les couleurs – rouge et blanc – du Père Noël, a cependant du mal à trouver son deuxième degré. Il y a aussi, dans cette salle de Chaillot (la « petite salle », qui est très grande), une distance qui empêche Rebotier de confronter le public à ses habituelles structures enveloppantes. Mais la soirée roule avec sa fureur douce, ses colères nécessaires. Quand on sait que le texte de la pièce n'est que le chapitre XXVIII d'une « encyclopédie-théâtre » intitulée *Description de l'homme*, on ne doute pas que le combat poétique a de beaux jours devant lui.

GILLES COSTAZ

De l'homme, Chaillot, 01 53 65 30 00. Jusqu'au 22 décembre.



Tenue tzigane exigée

CIRQUE. La famille Romanès présente ses nouveaux numéros et se prépare à tourner un film.

LA VIE N'EST PAS FACILE pour les petits cirques à Paris. Même pour la famille Romanès, pourtant bien implantée dans la capitale depuis treize ans. Pendant que Pinder et Arlette Gruss drainent des foules bigarrées pelouse de Reuilly (XII^e) et que Zingaro fait fureur au Fort d'Aubervilliers, le cirque tzigane peine à faire chapiteau comble porte de Champerret (XVII^e). « On démarre », tempère Alexandre Romanès, qui n'a pourtant pas rejoint, cette année, la pelouse dévolue au cirque près du bois de Vincennes, où il jouait l'année dernière. Du fait de la mauvaise humeur des confrères ?

L'atterrissage est rude pour les Romanès, qui arrivent d'une tournée enthousiasmante entre Barcelone, où ils ont passé deux mois dans la cour du musée d'Art moderne, et Brest. Pour se heurter à un public parisien d'abord avide de spectaculaire. Or, le spectaculaire n'est pas la marque de fabrique du cirque tzigane, qui préfère, entre jonglage, contorsion, funambulisme, acrobaties et trapèze, revendiquer des numéros à taille humaine sur fond de musique acoustique endiablée. Cet hiver, Romanès reprend son spectacle de 2005, *la Reine des flaques d'eau*, avec des numéros inédits, de nouveaux venus, et un répertoire musical qui s'inspire toujours de la musique de la région de Timisoara, en Roumanie. Reste à attirer l'attention.

Les Romanès ne s'en font pas. Non seulement ils invitent à passer le Nouvel An en leur compagnie pour un réveillon tzigane qui devrait durer toute la nuit – seule condition : tenue tzigane exigée –, mais, en plus, ils se préparent au tournage d'un film écrit et réalisé par Alexandre Romanès et produit par Agat Films, le collectif de Robert Guédiguian. Intitulé *Tchiricli*, « l'Oiseau », ce film devrait emmener la troupe en Allemagne, en Belgique, en Hongrie et en Roumanie, et mêler vie quotidienne et imaginaire à travers des contes tziganes.

Refusant de s'en tenir au folklore, de plus en plus à la mode, Alexandre Romanès voudrait « entrer dans les profondeurs » de la culture gitane en évoquant l'organisation matriarcale de cette société, les liens qu'elle préserve entre les générations ou son étrange rapport au temps. « À la fin du spectacle, confie-t-il, les gens nous disent qu'ils voudraient rester avec nous. Je voudrais arriver à la même chose avec le film. Dépasser le spectacle. »

INGRID MERCKX

Cirque Romanès, jusqu'au 14 janvier, au niveau du 42-44, bd de Reims, 75017 Paris, 01 40 09 24 20, www.cirqueromanes.com

Du meilleur Who

ROCK. « Endless Wire » est le premier album des Who depuis près de vingt-cinq ans. Mais surtout celui que l'on attendait depuis « Quadrophenia », en 1973. Une surprise fracassante.

LES WHO SONT LES GRANDS DYNAMITEURS du rock anglais des années 1960. Avec un batteur qui semble avoir huit bras, un guitariste qui ne touche terre que pour fracasser sa guitare sur le sol et un chanteur qui prend son micro pour un lasso. Seul le bassiste, dont l'unique fantaisie consiste à jouer aussi du cor anglais, garde une placidité à toute épreuve. Il a l'habitude de dire qu'il est le seul élément capable d'empêcher le groupe de s'envoler. Mais les Who s'envolent quand même et sont de ceux qui, en 1965, plantent des hymnes au sommet des charts comme autant de drapeaux qui sont moins un signe de victoire que d'avènement pour une génération. Le leur s'appelle justement « My Generation ». Il contient tellement de rage et de frustration que le chanteur, Roger Daltrey, bégaye en chantant le refrain et que, sur scène, la chanson se termine par la destruction des instruments. Comme s'il fallait remuer ciel et terre pour se faire entendre. Tout en soignant les harmonies vocales, les Who ont alors du mal à choisir entre les Beach Boys et le chaos.

Les Who chantent le mal de vivre d'une génération d'enfants anglais nés à la fin de la guerre ou juste après. Pour Pete Townshend, le guitariste et pratiquement unique compositeur du groupe, cette particularité est déterminante dans l'identité de cette génération et dans les rapports qu'elle entretient avec la précédente. Elle devient le sujet principal de la plupart de ses chansons. Mais, très vite, le fracas ne lui suffit plus pour exprimer la complexité de ses idées. Après avoir fait de chaque morceau un concentré d'explosifs, il fait aussi exploser le cadre des trois

minutes. Le premier essai est modeste et tient sur la moitié de la deuxième face du second album, *A Quick One*. Le second est historique : *Tommy* raconte en vingt-quatre morceaux/tableaux l'histoire d'un enfant sourd, muet et aveugle. *Tommy* ou le premier opéra-rock.

À la fin de la décennie, les Who sont le symbole d'un mélange unique de puissance et de sophistication. Sur scène, ils semblent glorieux et invincibles. Et Townshend prépare déjà la suite. Un autre opéra-rock, *Lifehouse*. Encore plus complexe que le précédent. Au point que les autres membres du groupe n'y comprennent rien, que le projet s'éternise et finit par s'enliser. Une partie des chansons se retrouve sur *Who's Next*, qui arrive à capter en studio la puissance phénoménale du groupe sur scène. Reste que ne pas avoir pu faire aboutir *Lifehouse* est vécu comme un échec pour Townshend, qui ne trouve sa revanche qu'en 1973 avec son deuxième opéra-rock, *Quadrophenia*. Pour peu de temps, car les Who arrêtent de le jouer sur scène dès l'année suivante. Et commence pour Townshend une période de dépression et d'addiction qui dure plusieurs années et affecte la créativité du groupe. *Who By Numbers* est leur premier album quelconque avant que l'arrivée des punks ne les relègue encore plus au second plan et que la mort du batteur Keith Moon, en 1978, ne mette un terme à la première partie de l'histoire. Trois albums, *Who Are You ?*, *Face Dances* et *It's Hard*, suivent pourtant avant que Townshend n'arrête le groupe, pour lequel il est, dit-il, incapable d'écrire. En dehors de quelques reformations épisodiques, pour les concerts du Live

Aid ou les vingt ans de *Tommy*, les Who sont en sommeil jusqu'à la fin des années 1990.

Depuis la mort du bassiste John Entwistle, en 2002, il ne reste que deux des membres originaux, mais Townshend écrit à nouveau pour les Who et signe l'album qu'on attendait depuis *Quadrophenia*. Ou que l'on n'attendait peut-être plus. Il est construit comme *A Quick One* : une suite de morceaux indépendants les uns des autres puis un « mini-opéra » intitulé « *Wire and Glass* ». L'histoire de trois musiciens anglais nés à la fin de la guerre, qui ont grandi dans le même quartier et ont monté un groupe de rock. Pratiquement celle des Who. Il est remarquable que cette suite soit composée de dix chansons dont la plupart font à peine deux minutes. Elle aurait facilement pu s'étendre sur un album entier, mais un pur choix d'écriture a dicté une autre forme. Une écriture impressionnante par sa finesse mélodique, la construction des harmonies vocales et la diversité inventive des arrangements. Et qui garde la puissance d'antan. Dans son recueil de nouvelles, *Horse's Neck*, Pete Townshend terminait la préface par cet aveu : « Chaque histoire raconte un aspect de ma lutte pour découvrir ce qu'est la beauté. » La lutte continue.

JACQUES VINCENT

Endless Wire, The Who, Polydor/Universal



Roger Daltrey et Pete Townshend.

Images de marques

TÉLÉVISION. En trois documentaires, une histoire sociale, économique et culturelle de la publicité.



Dès ses débuts, le cinéma a intégré la pub.

LE CINÉMA n'a pas perdu de temps. À peine deux ans après leur invention, les frères Lumière tournaient le premier film publicitaire et associaient au septième art son corollaire, la réclame. Diffusée dans les grandes salles, elle s'inscrit d'emblée dans le spectacle, se revendique en œuvre à part entière. Quelques décennies plus tard, le petit écran emboîte le pas de son aîné. Allez hop ! Dès les années 1950, la télé fait, d'abord discrètement, la promotion des produits du terroir. Sucre, pruneaux d'Agen, petits pois... Les incursions pirates se succèdent timidement, notamment à l'occasion du Tour de France, jusqu'au 1^{er} octobre 1968 : peu avant 20 heures, le téléspectateur découvre un comédien clamant dans son appartement : « Boursin ! Boursin ! » La loi

autorise alors deux minutes de pub par jour. En 1971, 80 % des budgets proviennent encore de la redevance. Quand l'ORTF laisse place à trois identités distinctes (TF 1, Antenne 2 et FR 3), la part de redevance se plie à l'audimat. La pub s'affûte, de jeunes créatifs bousculent les genres ampoulés dans des ateliers de recherche aux budgets illimités. La privatisation ne fera qu'exacerber la concurrence.

Partagée en trois documentaires, cette soirée consacrée à la publicité est à voir comme une histoire sociale, économique et culturelle, avec ses règles, ses interdits, ses figures emblématiques (de Michèle Morgan à Louis de Funès, de Jacques Séguela à Étienne Chatilliez, ses secrets de fabrication, ses effets de mode (et de manche). Et sa farandole de marques. Non sans revenir sur une idée préconçue : la grâce féminine dans la publicité ne date pas d'aujourd'hui. Puisque, pour vendre, il s'agit de séduire, les publicitaires confient à la gent féminine un tantinet déshabillée le destin commercial d'un téléphone portable ou d'une pâtée pour chat. En 1904, déjà, les rondeurs d'une femme (dans le plus simple appareil) vantaient les mérites d'une lessive...

JEAN-CLAUDE RENARD

Et maintenant, la pub ! vendredi 8 décembre, Arte, 22 h 20.

Lutte continentale

TÉLÉVISION. Une lecture du Front populaire sous un angle européen.

ANNÉES 1930. Krach boursier à Wall Street, chômage et crise économique en Europe. Le fascisme a déjà gagné l'Italie, l'Allemagne se tourne vers Hitler. Les gauches européennes (sous l'impulsion de la III^e Internationale) forment une union inédite. La jeune République d'Espagne constitue dès 1934 une Alliance ouvrière dans les Asturies. En France, une coalition de communistes, de socialistes et de radicaux, regroupée autour de Léon Blum, remporte les élections législatives. Au-delà de ces fronts populaires espagnol et français, d'autres mouvements s'élèvent en Belgique, en Grèce, en Autriche, au Portugal. Avec un visage plus clandestin. Et un point commun ici et là, outre les acteurs majeurs que sont les partis politiques et les syndicats : le rôle des intellectuels. Malraux,

Gide mais encore Garcia Lorca, Orwell, Walter Benjamin, Heinrich Mann...

Voilà toute l'effervescence européenne que met en scène ce documentaire de Laurence Jourdan, images d'archives à l'appui. Et dont témoignent, en juin 1935, deux cent trente artistes de trente-huit pays participant au premier Congrès international des écrivains pour la défense de la culture. Quoique. C'est là peut-être moins une effervescence qu'une espèce de conscience, celle de la justice, des idéaux pacifiques. Des idéaux et un engagement social balayés en 1939.

J.-C. R.

L'Europe des fronts populaires, mercredi 13 décembre, 20 h 40, Arte (52'). Rediffusion sur Arte câble et satellite le samedi 16 décembre à 18 h 05.

À vos postes !

RADIO

DIMANCHE
10 DÉCEMBRE

Tarkovski

France Culture, de 14 h à 16 h
Une lecture par Denis Lavant d'extraits du *Journal d'Andreï Tarkovski*, que le cinéaste a tenu entre 1970 et 1986.

DU 11 AU
15 DÉCEMBRE

Ferro et Stora

France Culture, de 11 h 30 à 12 h
Sous la houlette de Fernand Braudel, Marc Ferro a animé la revue *les Annales*. Et inauguré nombre de chantiers de recherches. Au cours de ces entretiens avec Benjamin Stora, il revient sur son expérience du petit écran, pour lequel il a conçu la série « *Histoires parallèles* » (de 1989 à 2001), pour mieux évoquer la délicate utilisation des archives. Avant de laisser surgir des parois de la mémoire le souvenir de sa mère, juive, morte en déportation, son engagement dans les maquis du Vercors...

Politis sur France Culture

Denis Sieffert participe à l'émission « *Travaux publics* », de Jean Lebrun, lundi 11 décembre à partir de 18 h 30. Sur la même station, Christophe Kantcheff est invité aux « *Mardis littéraires* » de Pascale Casanova, mardi 12 décembre, à partir de 12 h.

Et chez Mermet...

Le jeudi 7 décembre à 15 h, Daniel Mermet rend visite à l'équipe de *Politis*, retour sur le sauvetage du journal et perspectives. Lecteur, va voir « *Là-bas si j'y suis* ».

DÉCRYPTAGE

Radio casserole

Anecdote authentique. Été 2006 : « *Allo ? Bonjour, c'est le guide Carnet de route. On vous a découvert. J'arrive demain, merci de me réserver une table.* » À vrai dire, en termes de « découverte », il y a mieux. Installé à Carcassonne, au pied de la citadelle, Franck Putelat a obtenu le « *Bocuse d'argent* » en 1998 ; un prix qui d'emblée vous assoit une réputation internationale. Le lendemain, quand « *l'envoyée spéciale* » se présente, le chef de cuisine brosse quelques shiitakes, ces petits champignons noirs très prisés en Asie. « *Elles sont belles vos girolles...* », s'exclame la journaliste. Voilà qui donne une idée des compétences d'un guide. À sa parution, on y lit que, chez ce cuisinier, « *l'assiette gagnerait à être clarifiée* » ! Côté guides gastronomiques, justement, la rédaction de France Inter a dû en recevoir quelques-uns. Trois émissions leur étaient consacrées cette dernière semaine de novembre. L'occasion donc d'évoquer les enjeux économiques derrière ces guides. Balle peau... Chaque critique gastronomique prêchait au micro pour sa paroisse, son indépendance professionnelle, tapait sur l'assiette de son concurrent. Une vraie cour de récréation. Dans « *J'ai mes sources* », Éric Roux et Alexandre Cammas donnaient de bons et mauvais points à leurs confrères (tout en reprochant aux guides de distribuer des notes). Dans « *Esprit critique* » (sic), remarquable café du commerce, animé par Isabelle Giordano, Gilles Pudlowski et Léo Fourneau s'étripaient à coups de « moi, je ». Le second, invité pour son livre, deux fois présent sur France Inter en trois jours (force



Des chefs de différentes régions entourent Alain Ducasse.

commerciale Grasset oblige, relayée par des huiles de la radio ; mais cela, on ne le dit pas à l'antenne). Dans l'étrépage, deux journalistes tiraient leur épingle du jeu, François Simon et Perico Légasse. Tous deux chroniqueurs à France Inter... Forcément, à se toucher le kiki, on ne voit guère loin. Il y avait pourtant matière gastronomique à évoquer, dont les journalistes spécialisés sont au courant : l'Institut européen d'histoire et des cultures de l'alimentation (IEHCA), par la voix de son directeur, Francis Chevrier, vient de s'engager dans un combat (un chemin de croix) visant à faire inscrire par l'Unesco le patrimoine culinaire et gastronomique français sur la liste du patrimoine immatériel de l'humanité. C'est là, avec humilité (et surtout loin du désir de « figer la cuisine française dans un glorieux passé »), une action en faveur de la reconnaissance de la cuisine dans le champ culturel. On y reviendra. Même si cela dépasse le cadre d'un comptoir de café.

L'ordinaire de l'historien

Philippe Artières livre ses nombreux « rêves d'histoire » à partir d'objets quotidiens, de pratiques ancestrales ou de traces surgies du passé, trop souvent délaissés par sa discipline.

En 2003, Philippe Artières (avec Laurent Quéro et Michelle Zancarini-Fournel) publiait, dans un bel ouvrage illustré par des photographies d'Elie Kagan, les archives du Groupe d'information sur les prisons (GIP). On suivait ainsi, presque jour par jour, grâce à des coupures de presse un peu jaunies, aux témoignages des détenus eux-mêmes et aux textes des membres les plus célèbres du groupe tels Michel Foucault, Robert Badinter, Gilles Deleuze ou Jean Genet, les soubresauts d'une lutte qui surprit la France bien-pensante des années Pompidou (1).

Si le caractère historique de l'objet du livre ne faisait aucun doute, celui-ci n'était en aucun cas une synthèse rédigée par des historiens à partir d'archives extraites du sous-sol d'une bibliothèque. La forme de l'ouvrage, choisie délibérément par des « auteurs » qui n'ont finalement écrit que peu de pages, consistait au contraire à reproduire et à présenter presque bruts les documents conservés par Daniel Defert, l'un des principaux animateurs du GIP et compagnon de Michel Foucault. Cette forme originale permettait ainsi au lecteur d'opérer une plongée au plus près de l'histoire de ce groupe militant et d'être saisi, comme les chercheurs eux-mêmes préparant le volume, « par l'actualité et la formidable intensité qui se dégagent de ces documents, bien que trente années se soient écoulées ». La « visée » de Philippe Artières et de ses deux collègues, énoncée dans l'avant-propos, était « d'être les passeurs de la mémoire de cette lutte collective [...] pour que d'autres puissent en écrire l'histoire ou s'approprier ses outils pour des luttes actuelles ou à venir ». Présenter, en quelque sorte, l'archive pour s'en servir en tant qu'arsenal militant, ou bien provoquer une « envie d'histoire ».

L'archive a en effet un rôle central dans le travail de Philippe Artières. L'historien a souvent présenté des mémoires d'anonymes, des correspondances amoureuses et de nombreux documents des siècles passés, issus d'archives judiciaires ou médicales. Exhumer ces écrits témoigne d'une volonté de faire le lien entre un passé enfoui et notre présent, avec « l'ambition de rapprocher l'histoire de nos contemporains » pour « opérer ce travail d'histoire du présent que Michel Foucault avait initié et appelé de ses vœux ».

On retrouve là la démarche que le philosophe avait suivie avec l'historienne Arlette Farge – dont Philippe Artières fut l'élève – en reproduisant les lettres de cachet des archives de la Bastille (2). Philippe Artières s'intéresse toutefois davantage aux « écritures des hommes



Le journal d'une femme à barbe née en 1865, retrouvé récemment dans un vide-grenier.

ordinaires ». Pour lui, tout est prétexte à l'histoire, tel l'objet le plus simple, un lieu où chacun passe chaque jour, ou une pratique aussi évidente que celle de l'anonymat. Il livre donc aujourd'hui certains de ses « rêves d'historien », particulièrement érudits, qu'il a regroupés dans un « carnet » composé de quatre dossiers – objets, pratiques, lieux et traces –, « comme autant de tiroirs à tirer, de cartons à ouvrir, d'enveloppes à décacheter ».

Ces « envies d'histoire », nées du « choc physique » de l'historien avec ces fragments de vie ordinaire, sont donc énumérées et développées succinctement sur quelques pages, comme il le ferait pour déposer un projet de recherche. Ainsi, l'auteur rêve d'écrire une histoire de la ceinture, de la cloison ou des routes. Il s'intéresse également aux « lieux d'oubli », tels les asiles ou les prisons fermées, abandonnées ou détruites. Certaines institutions sont en effet promptes à gommer les traces qu'elles ont laissées au fil des siècles : en proposer l'histoire permettrait de montrer les effets d'une « politique d'amnésie sociale qui vise à opérer une série de trous de mémoire ». L'historien se fait alors « grain de sable »...

La pratique de l'histoire de Philippe Artières colle donc au quotidien – à l'instar de Walter Benjamin, qui disait qu'elle le « téléscopie » – en remontant le temps à partir d'un objet ou d'un lieu. Il invite ainsi le lecteur

à cheminer dans les coulisses du métier d'historien et à observer le processus qui amène celui-ci à « entreprendre d'enquête » et à « consacrer parfois des années à répondre à une question relative à notre passé ». Loin de se laisser submerger par le très en vogue « diktat mémoriel » qui mène à un recul de l'histoire, ni « d'affirmer la suprématie des historiens », il s'agit pour l'auteur de renouer avec une pensée critique « qui fasse cas de notre présent ». Loin d'un renoncement, ses « rêves d'histoire », imaginés à partir de signes du passé inscrits dans cet « infra-ordinaire » cher à Georges Perec, sont au contraire autant de possibles dans cette voie, entendus comme une « invitation au voyage dans les archives ordinaires et dans l'ordinaire de la recherche ». Empreinte d'un réel plaisir, leur lecture nous entraîne en tout cas vers des contrées inexplorées, délaissées même le plus souvent par la discipline historique, et propose par le biais de l'ordinaire une « histoire critique de ce qui est en train de se dérouler ». On en a aujourd'hui bien besoin.

OLIVIER DOUBRE

Rêves d'histoire. Pour une histoire de l'ordinaire, Philippe Artières, Les Prairies ordinaires, 176 p., 15 euros.

(1) **Le Groupe d'Information sur les Prisons. Archives d'une lutte (1970-1972),** postface de Daniel Defert, Éd. de l'Imec, 2003, 352 p., 39 euros.
(2) **Le Désordre des familles,** Gallimard, 1982.

Le Nobel de l'interférence

Chargée de recherche à l'Inserm et administratrice de la Fondation sciences citoyennes*, Catherine Bourgain s'interroge sur l'influence du marché et le rôle des entreprises de biotechnologie dans l'attribution du dernier prix Nobel de biologie.

Le prix Nobel de biologie-médecine que l'Académie suédoise a décerné cette année aux deux chercheurs américains Andrew Fire et Craig Mello accumule les records. Il a été attribué moins de dix ans après la publication de leurs résultats (1998), alors qu'il faut plutôt compter vingt ans en général. La technique découlant de ce travail a déjà envahi les laboratoires de biologie moléculaire dans le monde. Elle fait l'objet de plus d'une centaine de brevets aux États-Unis et en Europe. Le premier a été déposé par le Carnegie Institute of Washington (Baltimore), où travaillaient Fire et Mello au moment de leurs travaux. Une bonne dizaine d'entreprises de biotechnologie sont actuellement sur le marché ouvert par ces résultats, marché qui, en 2003, s'élevait déjà à 38 millions de dollars (avec une projection à 185 millions pour 2008). Trois de ces « biotechs » ont déposé des demandes pour réaliser des essais cliniques de traitements chez l'homme.

Ce prix Nobel est, à bien des égards, une illustration de l'intrication croissante entre la science et le marché, qui touche peu à peu tous les secteurs de la recherche en biologie, avec la difficulté de distinguer acquisition de connaissance et recherche d'applications. Fire et Mello sont récompensés pour avoir découvert un nouveau mécanisme de régulation de l'utilisation de l'information génétique : l'interférence de l'ARN (1). Plus précisément, ils ont apporté de nouveaux éléments et un modèle expliquant un ensemble d'observations accumulées par de nombreuses équipes. Le mécanisme d'interférence de l'ARN (ARNi) est naturellement utilisé par les cellules pour bloquer l'expression de certains gènes. Il peut s'agir de gènes de la cellule ou de gènes étrangers quand, par exemple, les cellules sont infectées par certains virus. Ce mécanisme semble important puisqu'il est retrouvé chez la plupart des êtres vivants, des plantes à l'homme.

Mais, ce qui a rendu cette découverte extrêmement populaire dans les laboratoires et sur les marchés, c'est la possibilité d'en déduire une technique mimant les processus naturels, pour bloquer un gène précis. Ce qui peut permettre un dépôt de brevet, puisque « sont brevetables les inventions nouvelles impliquant une activité inventive et susceptibles d'application industrielle ».

Ce lien intime entre la découverte d'un nouveau mécanisme et la mise au point d'une nouvelle technique, Fire et Mello

l'ont compris dès le départ. En 1997, ils déposent une demande de brevet sur les aspects techniques, et, en 1998, ils publient un article scientifique, davantage axé sur le mécanisme. Le milieu scientifique, public et privé confondus, a, lui aussi, bien compris les enjeux. Chaque petit pas dans la compréhension du phénomène se trouve breveté par le biais du développement parallèle de la technique. Brevets à large spectre pour les « grandes » découvertes (comme l'identification du mécanisme chez les mammifères) ou spectre plus réduit pour l'adaptation de la technique à l'étude d'un gène spécifique. Ces brevets ont été déposés par des universités ou par des entreprises (bien souvent fondées ou conseillées par les universitaires). Se construisent ainsi des positions de domination sur la propriété intellectuelle de toute une chaîne. Dans le cas des ARNi : la cible thérapeutique, le design, la chimie, la synthèse et la production. Dans quelle mesure ce lien étroit entre recherche fondamentale et course aux brevets a-t-il pu influencer la recherche fondamentale elle-même ? Dans de telles conditions de pression et de compétition, les modèles les plus simplistes captent plus facilement l'attention de la communauté scientifique mais également celle des financeurs, au détriment d'autres hypothèses, plus réalistes, plus courageuses, qui ne

permettraient peut-être pas de déposer des brevets (ou moins rapidement).

Après la thérapie génique, un peu en berne depuis les échecs de nombreux essais cliniques, l'interférence de l'ARN est présentée par certains comme la nouvelle découverte qui permettra de soigner de nombreuses maladies, en particulier les infections virales. Les premières demandes d'essais cliniques sur le sida ont été déposées. Cependant, Fire et Mello eux-mêmes reconnaissent que le chemin vers le développement de médicaments issus de cette technique est encore long. Alors même que le foie est considéré comme l'organe le plus à même de permettre ces traitements, des résultats récents sur le traitement de l'hépatite par ARNi chez la souris ont montré qu'il modifiait le fonctionnement cellulaire normal, parfois jusqu'à conduire au décès des souris. Simples problèmes techniques, répondent déjà certains. Peut-être. Mais cette musique n'est pas sans rappeler celle entendue depuis longtemps à propos de la thérapie génique ou des OGM.

De manière générale, et même pour des maladies génétiques dont le déterminisme est dit « simple » (elles sont dues à un ou quelques gènes seulement), les modèles se complexifient, si bien que l'idée de jouer sur une simple touche pour changer la mélodie paraît bien naïve.

Il est significatif de noter que, comme pour la transgénèse, on n'attend pas de comprendre l'ensemble du processus pour l'utiliser dans des applications relatives à l'alimentation et à la santé humaine. Quelle est encore l'étendue de notre ignorance ? Combien de temps les modèles sur lesquels reposent les promesses génétiques vont-ils tenir ?

Il y a, certes, toujours une part de pari et d'intuition dans la recherche. Mais les nouveaux projets de recherche en génétique demandent des subventions publiques toujours plus importantes. Ils se font donc au détriment du développement d'autres approches, et commencent à être remis en cause. Mais ce n'est visiblement pas l'analyse du comité d'attribution du Nobel, porté par une vague médiatico-financière orchestrée par certains scientifiques... Ou fortement conseillé par certains gouvernements ?

C. B.

(1) L'ARN est une molécule présente dans les cellules de tous les êtres vivants. Elle joue un rôle essentiel dans la synthèse des protéines.

* www.sciences.citoyennes.org



Dans un laboratoire de recherche, à Taipei.

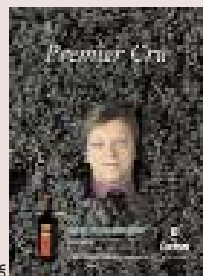
LA VIE
ASSOCIATIVE
ET CITOYENNE

RÉSISTANCES

À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



ÉCOLOGIE

Environnement, cadre de vie...

CULTURE ALTERNATIVE

Théâtres de rue, friches, squats...

SUR LE NET

L'action citoyenne sur la toile

La séquence Action avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts : association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire : Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

ENVIRONNEMENT

Une affaire empoisonnante

À Nice, deux tours HLM ont été détruites. Or, elles avaient été mal désamiantées au préalable. C'est le scandale que dénonce l'association SOS Amiante 06, qui affronte les autorités locales et réclame l'ouverture d'une enquête.

Moins d'une seconde. C'est le temps qu'il faut, ce dimanche 19 mars, à deux tours HLM du quartier Pasteur à Nice pour s'effondrer. Cette démolition marque le lancement en Provence-Alpes-Côtes-d'Azur du Programme national de rénovation urbaine cher au ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale, Jean-Louis Borloo. Mais elle marque surtout le début d'une vive polémique : les deux bâtiments ont-ils été convenablement désamiantés avant d'être détruits ? L'association SOS Amiante 06 répond par la négative, preuves à l'appui.

L'affaire débute huit jours avant le dynamitage, le 11 mars. Des analyses d'échantillons commandées par cette association révèlent la présence d'amiante dans les deux tours. Le 14 mars, un référé est déposé au tribunal administratif. L'objectif : obtenir le report du dynamitage afin de pouvoir faire la lumière sur les conditions dans lesquelles le désamiantage a été réalisé. Dans la foulée, des communiqués sont envoyés aux journaux locaux. Le lendemain, une réunion de crise réunit à la mairie le maire (UMP) Jacques Peyrat, l'Office public d'habitations de Nice et des Alpes-Maritimes (Opam), maître d'ouvrage du chantier, la préfecture, la Direction des affaires sanitaires et sociales (Dass) et l'Inspection du travail. À l'issue de la réunion, un communiqué annonce le report de l'implosion.

Soulagement du côté de SOS Amiante 06. Mais de courte durée : le 17 mars, la requête de l'association est rejetée par le tribunal administratif. Celui-ci fonde sa décision sur les conclusions du constat d'urgence établi par son expert, qui préconise « une expertise complémentaire [...] indispensable afin de produire un récapitulatif des matériaux contenant encore des fibres d'amiante ». Il précise qu'il « n'est pas à exclure qu'il reste encore certains constituants de la construction amiantés ». Mais il y a un hic : les 950 charges explosives ont déjà été installées et elles sont reliées aux détonateurs. Des deux dangers – l'amiante ou la dynamite – il a fallu choisir le moindre.

« En repoussant l'implosion des immeubles de Pasteur, on crée un danger bien plus important que celui d'avoir un peu d'amiante sur le chantier », confesse le préfet des Alpes-Maritimes,

Pierre Breuil, à *Nice-Matin*, dans l'édition du 17 mars. « Un peu d'amiante », pas de quoi fouetter un chat ! Le préfet se veut rassurant. Il cite l'exemple du dynamitage, deux ans auparavant, d'une barre d'immeubles de quinze étages à Dijon, qui contenait, elle aussi, « des traces d'amiante dans les colles des dalles de sol ». Et d'ajouter : « Des mesures de la qualité de l'air réalisées au moment de la démolition n'avaient d'ailleurs révélé aucune dangerosité. » Il n'en fallait pas plus au maire pour annoncer qu'il allait, lui aussi, faire réaliser des mesures de la qualité de l'air lors du dynamitage, pour « apporter une preuve supplémentaire à la France entière de l'absence de nuisance de ces fibres d'amiante dans les colles ».

Le 19 mars, les Niçois sont venus en nombre assister à l'explosion. À 11 h 15, les deux immeubles s'effondrent, laissant échapper un immense nuage de poussière. Le ministre délégué à l'Aménagement du territoire, Christian Estrosi, brille par son absence. Il a annulé – opportunément ? –

sa venue. Car il y en avait encore, de l'amiante, ce jour-là, dans les bâtiments. C'est ce que révèle le « diagnostic amiante » que SOS Amiante 06 a réussi à se procurer. Ce document, réalisé le 20 décembre 2005 par la société Geodem, indique la présence de cette fibre dans les colles des dalles de sol, dans les dalles « par pollution directe » et dans les ragréages (c'est-à-dire sous les dalles). Et cela sur quasiment toute la surface des sept étages des deux bâtiments. Soit environ 7 500 m². Référéncé sous la cote TED 07 1136, le document signale également la présence de conduits en fibres ciment.

Quelques jours avant la démolition, un courrier de Geodem à l'Inspection du travail confirme ces conclusions et indique qu'il y a eu une « demande orale de l'Opam de modifications à apporter au diagnostic ». Le technicien diagnostiqueur devait « indiquer en conclusion que l'ensemble des matériaux [étaient] des matériaux liés, donc non friables ». Preuve que, maître d'ouvrage du chantier, l'Opam entend



L'évacuation des gravats, sept mois après la démolition des deux tours HLM.



SOS AMIANTE 06

La « cloche mobile », supposée empêcher la dispersion de l'amiante.

dicter ses conclusions à l'expert. En refusant d'indiquer que « l'ensemble des matériaux sont [...] non friables », Geodem contraint l'entreprise retenue pour le chantier, STPR démolition, à mettre en œuvre un procédé long et coûteux. Il faut confiner le chantier, créer une zone de dépression pour que les particules d'amiante ne s'échappent pas, installer une centrale de purification, un sas de décontamination, etc. Mais rien de tout cela n'est fait. Certains éléments amiantés sont retirés, mais les colles, les dalles et les ragréages restent en l'état.

« On ne pouvait pas agir ainsi, déplore Philippe Beyl, ingénieur du BTP. La loi prévoit un désamiantage total avant une démolition. Une fois la présence d'amiante avérée, il fallait retirer toutes les dalles de revêtement, gratter la colle, envoyer les déchets dans une décharge spécialisée et, seulement ensuite, reprendre les travaux de démolition. Si les choses avaient été bien faites, les travaux auraient duré un an et coûté environ deux millions d'euros. » Un diagnostic que confirme un des experts du dossier : « Ce qui a été fait à Nice, c'est n'importe quoi. Un scandale. »

Autre scandale : les irrégularités qui entourent les analyses d'air effectuées le jour de la démolition. L'association s'est procuré le constat d'huissier, dans lequel on peut lire que c'est

un employé de la société Démokrite Sud Démolition qui a effectué les prélèvements d'air. Or, cette société n'était pas homologuée pour cela. Les analyses des prélèvements effectuées par l'Institut technique des gaz et de l'air (ITGA) n'ont donc aucune valeur légale. Si l'ITGA indique bien que les analyses n'ont pas révélé la présence de fibres d'amiante dans les échantillons, les conditions dans lesquelles les prélèvements ont été réalisés ne lui permettent pas d'affirmer non plus qu'il n'y avait pas d'amiante dans l'air le jour de la démolition.

Ces analyses d'air qui devaient rassurer les Niçois ne font donc qu'ajouter à la polémique. Le jour de leur présentation à la presse par le maire de Nice, celui-ci s'est bien gardé d'en expliquer tous les tenants et les aboutissants. Il s'est contenté d'affirmer que les prélèvements ne contenaient pas d'amiante. Une présentation partielle et partielle. Une forme de déni. Le 12 mai, Jacques Peyrat ira encore plus loin. Dans le temple de la démocratie locale, le conseil municipal, le maire de Nice affirme : « Il n'y a plus d'amiante, il n'y en avait pas quand les bâtiments ont imploré. »

DANIEL MACHADO

SOS Amiante 06, 6 bis, rue Sainte-Claire, 06300 Nice. Contact : Michel Abada : michel_abada@hotmail.com

Gravats toxiques

Si la démolition de deux tours HLM dans le quartier Pasteur à Nice n'a pas pris plus d'une seconde, il aura fallu sept mois pour que débute le chantier d'évacuation des gravats. Pendant ce temps, les gravats sont restés sur place, au cœur d'un quartier populaire, sans aucune mesure de confinement, malgré les demandes répétées des membres de SOS Amiante 06. Ce qui a valu à l'association d'être accusée par l'Office public d'habitations de Nice et des Alpes-Maritimes (Opam) et la mairie de Nice de retarder le chantier d'évacuation. En fait, c'est la procédure de remise d'un « plan de retrait amiante », exigé par l'Inspection du travail, qui a indirectement provoqué l'arrêt du chantier. Et ce, malgré les déclarations de la mairie qui continue de nier la présence d'amiante. Entre mars et octobre, pas moins de six versions différentes d'un « plan de retrait amiante » ont été successivement présentées à l'Inspection du

travail. Finalement, le 19 octobre, les pelleteuses ont commencé à retirer les gravats. Mais, en ce qui concerne les conditions d'évacuation, « on est encore loin du compte », estime Michel Abada, porte-parole de SOS Amiante 06. En effet, le plan de retrait prévoit qu'une « cloche mobile soit déplacée au-dessus des blocs de béton » contaminés pour empêcher la dispersion de l'amiante. Mais, selon Michel Abada, « la cloche en question, en l'occurrence une baraque jaune [...], ne semble pas étanche. De plus, je suis passé quatre fois sur ce chantier et elle était toujours à la même place. Ce qui a démarré le 19 octobre, faisant suite à la démolition, pourrait bien être un de ces passages en force dont notre maire a le secret ». La CGT vient de déposer une plainte avec constitution de partie civile pour réclamer une enquête. SOS amiante 06 envisage de suivre.

D. M.

« On ne pouvait pas agir ainsi, déplore Philippe Beyl, ingénieur du BTP. La loi prévoit un désamiantage total avant une démolition. Si les choses avaient été bien faites, les travaux auraient duré un an et coûté deux millions d'euros. »

Agenda

Paris III^e : le 7 décembre, de 19 h 30 à 21 h 30, Pierre Aidenbaum, maire du III^e, et Martine Billard, députée Verts de Paris, invitent les citoyens à un débat public sur le thème : « Prévention de la délinquance : qui est légitime pour intervenir ? Comment ? Avec quels moyens ? »

Mairie du III^e, 2, rue Eugène-Spüller.

Les Lilas : le 9 décembre, à 20 h 30, l'association Les Yeux de l'ouïe organise une projection-débat intitulée « Si seulement ». Depuis 1999, l'association est partie prenante de l'atelier « En quête d'autres regards » à la maison d'arrêt de la Santé. Projection de l'Ordre, de Jean-Daniel Pollet, suivie de quatre courtes vidéos réalisées par les membres de l'atelier.

Infos/rés. : 01 43 60 69 72, info@khiasma.net

La Courneuve : le 9 décembre, à 14 h, le Comité des familles organise le deuxième « Méga couscous des familles vivant avec le VIH ». Réservation obligatoire.

Réservation gratuite :

www.survivreausida.net/couscous

Maison de l'Enfance : 56, rue Anatole France.

Rens. : Mbarka, 06 86 22 58 19, ou Ahcene,

06 87 63 74 56.

Saint-Denis (93) : le 11 décembre, de 17 h à 20 h, le prochain « 5 à 7 » de Profession banlieue sera consacré à Jean-François Amadiou et Carole Da Silva, sur le thème « La discrimination dans l'emploi : connaître et agir ». Inscription nécessaire.

Profession banlieue, 15, rue Catulienne, 01 48 09 26 36, www.professionbanlieue.org, profession.banlieue@wanadoo.fr

Calais : le 12 décembre, à 20 h 30, représentation de *Clandestin*, une pièce de Joël Campagne interprétée par Merouan Talbi. Cette œuvre interroge sur le sort des réfugiés et des clandestins, « ces indésirables du monde ». L'Alhambra, 2, rue Jean-Jaurès, 03 21 17 73 33.

Rennes : le 13 décembre, à 20 h 45, le Cercle bolivarien de Rennes organise un débat autour du film *Bruxelles-Caracas*, en présence de la réalisatrice, Vanessa Stojilkovic. Six autres dates prévues (Rochefort, Poitiers, Clermont-Ferrand, Grigny, Bruxelles, Charleroi). Maison internationale de Rennes, 7, quai Chateaubriand. Infos/rés. : <http://obsinter.free.fr>, obsinter@no-log.org

Paris XV^e : le 14 décembre, à 20 h, Attac-Paris-13 et Paris-15 organisent une conférence sur le thème « La guerre et le militarisme dans la mondialisation néolibérale », avec Claude Serfati, économiste et chercheur. Claude Serfati est également membre du conseil scientifique d'Attac et a publié plusieurs ouvrages sur le thème de la « mondialisation armée ».

Foyer de Grenelle, 17, rue de l'Avre.

Rens. : www.local.attac.org/paris13, paris13@attac.org, paris15@attac.org

Sagy : le 16 décembre, la Confédération des associations de protection de l'environnement et de la nature en Saône-et-Loire appelle à manifester dans la commune de Sagy contre le circuit automobile de Milleure, bâti sans concertation avec les habitants, et source de multiples nuisances.

Contact/rens. : 08 71 38 89 64, vigilance-nature-environnement@laposte.net

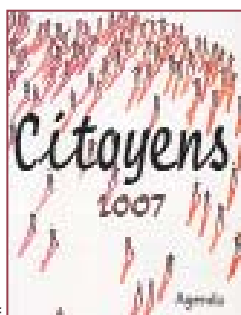
RÉSISTANCES

ÉDITION

Agenda citoyen

C'est « sans moyens ni compétences particulières » que l'équipe de l'association d'éducation populaire La Vie nouvelle s'est lancée dans l'édition de l'agenda *Citoyens 2007*. Compact et coloré, l'agenda porte sur le monde et l'avenir un regard vif, « sans concession ni catastrophisme », avec

humour et simplicité. Chaque semaine occupe une double page, et chaque mois de l'année introduit un thème de la vie quotidienne qui va de l'agriculture aux transports, en passant par l'argent, l'éducation, les déchets, la santé et le travail. L'agenda *Citoyens 2007* regroupe des informations pratiques, des gestes faciles à adopter, des sites Internet de



référence, et évoque des grands thèmes sociétaux pour « alimenter les débats politiques de l'année ». **Agenda Citoyens 2007**, 10 euros, en vente dans les Fnac, Biocoop et librairies. Rens. : La Vie nouvelle, 01 55 35 36 46, www.lvn.asso.fr

CAMPAGNE

Contre la guerre

Depuis 2004, une association d'anciens appelés en Algérie mène des actions de solidarité pour la paix.

À l'origine, ils étaient quatre. Quatre ex-appelés en Algérie à avoir refusé d'encaisser leur pension d'ancien combattant et à l'origine, en 2004, de la création de l'Association des anciens appelés en Algérie contre la guerre (voir *Politis* n° 789). Son objet : soutenir des actions humanitaires ou de développement en faveur de la paix grâce au montant de la retraite « ancien combattant », soit 425 euros/an. Aujourd'hui, l'association a fait des émules : elle compte plus de soixante nouveaux membres venus de toute la France, tandis qu'une vingtaine d'anciens appelés attendent leur retraite pour rejoindre la troupe. Une quarantaine d'amis de l'association vient compléter les rangs.



Après avoir aidé en 2004 des enfants et des adolescents de camps de réfugiés en Tchétchénie et en Ingouchie, l'association a soutenu, en 2005, le centre de rééducation pour enfants handicapés moteurs de Sétif, en Algérie. Cette année, l'Association des anciens appelés prolonge son action en Algérie et organise une distribution de cartables avec fournitures et manuels scolaires à des jeunes élèves issus de milieux défavorisés du collège de Mostaganem.

L'association soutient également un important projet relatif à la gestion de

l'eau au profit d'une « paysannerie fragile » en petite Kabylie. S'appuyant sur des techniques de captage du ruissellement et d'injection de l'eau en profondeur, directement au contact des racines, le dispositif mis au point par des chercheurs tunisiens permet notamment aux arbres fruitiers de traverser de longues périodes de sécheresses. Un projet essentiel, au développement et à la mise en application coûteux.

Mais « au-delà du symbole du reversement de nos retraites », précisent les membres de l'association, « nous voulons élargir notre action à travers les projets que nous soutenons. Cinquante ans après cette

guerre qui nous a marqués à jamais, il est urgent de tourner la page, comme nous l'avons fait avec le peuple allemand ». Pour les anciens appelés, « il est temps de tisser des liens d'amitié avec les populations algériennes victimes, comme nous, de ce conflit inutile et meurtrier ». Les premières pierres sont posées.

XAVIER FRISON

L'Association des anciens appelés en Algérie contre la guerre, chez Rémi Serres, « Istricou », 81240 Cahuzac/Vère, 05 63 98 31 03, remi@ablinc.com

SOLIDARITÉ

Morts dans la rue

« Ils » ou « elles » avaient des amis, une famille, des parents ou des enfants. Alors que l'espérance de vie nationale est de plus de 80 ans, leur durée moyenne de vie est de 46 ans. Eux, ce sont les morts de la rue, que le collectif du même nom se refuse à laisser partir sans un dernier hommage, les sortant pour une ultime fois de l'anonymat dans lequel ils vivaient. Au cours du mois de novembre 2006, un homme de 44 ans est mort, à Mantes-la-Jolie. Éric Lesignor, 41 ans, est, lui, décédé à Paris. En mémoire des 81 morts de la rue répertoriés depuis mai 2006, et pour ceux qui souhaitent s'associer à un office dont la portée dépasse le caractère religieux, le collectif Les Morts de la rue invite le public à une lecture solennelle des noms et une prière interreligieuse, le 10 décembre, à 16 h 30, à l'église Saint-Eustache, **Église Saint-Eustache**, carrefour des rues Rambuteau et Montmartre, 75001 Paris. **Collectif Les Morts de la rue**, 01 42 45 08 01, mortselarue@free.fr

SOCIAL

Colère à Toulouse

Le dispositif de Veille sociale de Toulouse (personnels CCAS du 115, pôle d'accueil d'information et d'orientation, équipe mobile sociale, accueils d'urgence, services sociaux pour RMistes, SDF, etc.) est en grève depuis le 23 novembre, contre l'insuffisance des dispositifs d'accueil des personnes sans abri. Leurs revendications portent sur la mise en place d'un accueil pour grands précaires et d'une augmentation des capacités d'accueil pour les femmes et les familles. Au 28 novembre, les rencontres avec la Ddass et la préfecture n'avaient rien donné. « *Pire*, s'insurgent les grévistes, la communication des pouvoirs publics se fait sur l'augmentation du nombre de places dans le cadre du

plan hivernal. Or, il n'y a pas de places supplémentaires : il y en a même moins que les années précédentes. » Chaque jour, faute de places disponibles, ce sont en moyenne quarante hommes, dix femmes et cinq familles avec enfants qui sont laissés sans réponses. Les sans-abri sont régulièrement chassés par la police municipale et sont sous le coup d'un arrêté anticamping. **Service relais accompagnement jeunes Toulouse**, 05 62 73 38 71.



MÉDIAS

Co-errances en souffrance

La coopérative de diffusion Co-errances, en proie à de graves difficultés, lance un appel à soutien. Née en janvier 2003, cette coopérative alternative réunit des revues, des sociétés de production de films, des éditeurs, des associations et des festivals. Parmi ses membres, on peut citer les magazines *CQFD*, *EcoRev'*, *Vacarme*, les éditeurs À propos, Parangon, Tausend Augen, les producteurs de films La Flèche Productions, FilmO ou encore les labels Dernière Bande et Fantazio Gang. Co-errances est née d'une combativité culturelle et politique « à rebours des logiques de concentration financière et de standardisation » du monde des arts et de la culture. En misant sur l'esprit coopératif, l'expérience de Co-errances prouve que « d'autres circulations des œuvres et des idées sont possibles », en dehors des circuits des majors et de la grande distribution. Sans renier l'exigence de viabilité propre à toute entreprise, la coopérative s'est démarquée quotidiennement des pratiques d'entreprises vendant indifféremment des livres ou des armes, des films ou des produits boursiers. Mais, après quatre ans d'existence, la coopérative est confrontée à de graves difficultés financières. L'équipe lance donc un appel à une souscription pour lui éviter de fermer ses portes « à très court terme ». Dans une période « de grande fragilité, nous avons besoin de votre soutien », ajoutent les membres de Co-errances. Tous comptent sur la mobilisation des citoyens « convaincus que la culture est une affaire suffisamment décisive dans nos vies quotidiennes pour ne pas être laissée aux seules mains du fondamentalisme marchand ».

X. F.

Co-errances, 04 91 90 25 04 ou 01 44 79 90 41, www.co-errances.org. Pour soutenir la coopérative, rendez-vous du 8 au 17 décembre à la Librairie éphémère de Co-errances au Lieu-dit, 6, rue Sorbier, 75020 Paris, tous les jours, de 16 h à 22 h.

MÉDIAS

Bellaciao menacé

À la suite d'une plainte en diffamation déposée par les Chantiers de l'atlantique, le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire a mis en examen le responsable du site d'information participatif Bellaciao.org, Roberto Ferrario. Ce dernier est accusé d'avoir publié un communiqué « musclé » de l'USM-CGT, intitulé « La flibusterie des temps modernes », qui défendait notamment des salariés polonais de l'entreprise. Une pétition de soutien circule pour soutenir Roberto Ferrario et empêcher la fermeture d'un site bien connu des militants de la gauche alternative. **Pétition** : <http://bellaciao.org/fr/soutien-bellaciao.php#petition>.

Action

SUR LE NET



AFP

SIDA Entraide au Malawi

Dans quelques villages du district de Chiradzulu, au Malawi, Médecins sans frontières (MSF) va s'appuyer sur des patients spécialement formés pour suivre régulièrement d'autres malades sous traitement et leur distribuer leurs antirétroviraux. Ce projet pilote devrait permettre de prendre en charge plus de patients tout en soulageant le personnel, trop peu nombreux. Ainsi, le centre de santé de Nkalo, dont dépendent 21 800 habitants répartis dans 96 villages, n'emploie que deux infirmières et un assistant médical. Environ 2 200 adultes seraient séropositifs, et 420 malades du sida sont actuellement sous traitement antirétroviral. Le médecin local reçoit en moyenne 35 patients par jour, tandis que les deux infirmières MSF en voient 60 chacune.

MSF, 8, rue Saint-Sabin,
75011 Paris, 01 40 21 29 29,
www.msf.fr

PRÉCARITÉ Première victoire

Les stagiaires ont remporté leur première victoire. Les stages abusifs viennent en effet d'être reconnus comme travail clandestin par le tribunal de grande instance de Paris. Un chef d'entreprise et son entreprise, qui utilisaient des stagiaires en lieu et place de salariés, ont été condamnés à six mois de prison et 25 000 euros d'amende, soit 5 000 euros de dommages et intérêts pour chaque stagiaire abusé. Au-delà de la « revanche personnelle » des plaignants, c'est « l'amorce d'une jurisprudence pour l'ensemble des 800 000 stages effectués chaque année en dehors du code du travail » qui se dessine, selon l'association Génération précaire. Les stagiaires n'avaient reçu aucune formation pratique et ne bénéficiaient d'aucune rémunération. Pourtant, ils « étaient productifs, en charge de responsabilités importantes au sein de l'entreprise, et non reconnus », constate Génération précaire. **Génération précaire, 06 71 93 69 63, 06 77 11 31 49, www.generation-precaire.org, info@generation-precaire.org**

No lobby

Un projet de loi déposé par 87 députés (85 UMP et 2 UDF) voudrait réglementer le lobbying parlementaire – jadis appelé prévarication et aujourd'hui activisme débordant. Sociétés et officines privées, ONG et associations harcèlent en effet les députés, inondant de spams leurs boîtes électroniques et faisant le siège des cabinets. *Le Canard enchaîné*, qui a dévoilé cette information, rappelle un épisode croustillant lors du vote fort houleux de la loi droit d'auteur. Alors que le ministre Donnedieu de Vabres usait de sa botte de Nevers pour faire sauter la fameuse licence globale, des VRP de Virgin, munis de badges « Ministère de la Culture », faisaient des démonstrations sur portable et distribuaient des coupons de téléchargement gratuit. Corruption de fonctionnaires ? Non, campagne antipiratage. Elle ne fut pas du goût de Jean-Louis Debré, qui les fit proprement expulser. www.larevueparlementaire.fr

Le libre à l'Assemblée

C'est décidé, l'Assemblée nationale se met aux logiciels libres. À la demande du président, Jean-Louis Debré, une étude portant sur l'équipement informatique du Parlement et sur la sécurisation de celui-ci a été diligentée. Les groupes politiques, le président et les questeurs ont conclu que le libre présentait aujourd'hui « des fonctionnalités adaptées aux besoins des députés et permettront de réaliser de substantielles économies en dépit de certains coûts de mise en œuvre et de formation ». Tous les postes informatiques seront donc équipés pour la prochaine législature d'un système d'exploitation GNU Linux, d'une suite bureautique Open Office, d'un navigateur Firefox et d'un logiciel de messagerie libre. On ignore encore si le logiciel qui permet de suivre en

direct les débats dans l'hémicycle sera libéré. Nombre d'internautes se plaignent d'être obligés de télécharger et d'installer le programme de Real Video pour se connecter à la séance en direct. Surtout que Real Video n'est pas le dernier à déposer sur leurs disques durs des espionnages, qui cherchent ensuite à se reconnecter sans leur demander leur avis.

Pirater, c'est pas cher

Elle s'appelle Anne-Sophie, elle a 29 ans et est institutrice en Ille-et-Vilaine. Depuis 2004, elle est célèbre : après avoir été poursuivie pour avoir téléchargé gratuitement 1 647 morceaux de musique en ligne (une petite moyenne comparée à certains) elle a assumé son acte et montré son visage. Ce faisant, elle est devenue un emblème des « pirates » gentils ; ceux qui estiment que la musique ne coûte plus rien à diffuser, et parfois pas grand-chose à produire, et qu'il n'y a plus de raison d'accepter le racket des maisons de disque qui maintiennent des prix élevés pour compenser la chute normale du CD vieillissant. Le tribunal de Rennes a été plutôt clément, ne la condamnant qu'à 1 200 euros d'amende avec sursis, alors que la loi permet d'infliger jusqu'à trois ans de prison et 30 000 euros d'amende. Elle devra malgré tout payer 2 225 euros de dommages et intérêts aux deux syndicats plaignants, ce qui fait le morceau à environ 1,50 euro, soit plus cher qu'elle ne les aurait payés en ligne. L'industrie du disque, qui, depuis les nombreux procès et la nouvelle loi sur les droits d'auteur, a une image désastreuse de flic du réseau, s'estime satisfaite que la culpabilité ait été retenue. Les temps changent ! <http://www.01net.com/editorial/335263/peer-to-peer/jugement-clement-pour-le-symbole-des-petits-pirates/>

BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Ménage dans les fichiers

Qui veut bien châtier, ménage ses fichiers. C'est la philosophie que semble vouloir adopter Nicolas Sarkozy, contraint, au terme de deux ans d'interpellations par la Cnil et les médias, dont *Politis*, de mettre un peu d'ordre dans les fichiers dits de sécurité. Le nombre de bases de données et de personnes fichées est exponentiel, et les lois élargissent toujours plus l'assiette des délits donnant lieu à inscription. Parallèlement, les mécanismes de contrôle sont quasi inexistantes. Le ministre de l'Intérieur a donc réuni, en juin dernier, un groupe de travail constitué des hauts responsables de la police et de la gendarmerie, de magistrats et de la Cnil, piloté par Alain Bauer (président de l'Observatoire national de la délinquance et monsieur Sécurité des médias et des antichambres ministérielles). Ce groupe vient de remettre un rapport qui ne fait que confirmer ce que d'aucuns dénonçaient déjà : fichiers de police (Stic et Judex, entre autres) pléthoriques et jamais mis à jour en ce qui concerne les effacements liés à la prescription ou à des décisions de justice favorables. 1,2 million de fiches erronées ont été supprimées fin 2004 à la demande de la Cnil, qui continue à enregistrer 21 % d'erreurs lors des vérifications réclamées par les citoyens. Il n'existe pas de vrais terminaux de consultation ni de liaison permettant cette actualisation entre les parquets et les responsables de fichiers.

Fait nouveau, le groupe de travail a relevé que l'impossibilité pour une personne fichée d'exercer un recours après la décision d'un procureur de ne pas effacer sa fiche pouvait constituer une violation du droit européen. Le droit d'accès est toujours aussi lent et complexe. La Cnil, qui préconise l'instauration d'un accès direct et d'une information immédiate des mis en cause lors du fichage, n'est guère suivie. Les autres membres se retranchent derrière le fait que ceci « pourrait compromettre certaines enquêtes, entraîner la destruction de preuves ou entraîner la fuite des auteurs mis en cause ».

Enfin, se pose la question des consultations sauvages par des officiers de police arrondissant ainsi leurs fins de mois, et des enquêtes administratives via ces fichiers – essentiellement pour l'embauche de personnels de sécurité dans des lieux sensibles, instaurée par la loi Perben II. Le rapport préconise aux préfets délivrant les habilitations en la matière de savoir raison et clairvoyance garder. Une inscription au fichier ne saurait conduire à une mention « défavorable ». On aimerait que la même consigne soit donnée aux policiers lors des contrôles en tout genre.

À lire

La parole aux associations



Les associations locales tiennent un rôle primordial dans la vie des cités et des villages. Fort de ce constat, le chercheur en sociologie Bertrand Dubreuil a donné la parole à ceux qui créent et font vivre les associations au quotidien. À partir d'entretiens menés avec de nombreux responsables associatifs, l'auteur donne à lire les expériences et idées

partagées au sein du mouvement associatif. À partir de l'exemple du bassin creillois, entre le Nord-Pas-de-Calais et la Région parisienne, apparaît la variété des engagements et des cadres d'action que l'on retrouve dans l'ensemble du mouvement associatif. Les débats qui découlent de ces réflexions et de ces témoignages font également ressortir les transformations, actuelles et à venir, des associations et de leur environnement.

Associations : ils en parlent !, Bertrand Dubreuil, éditions Licorne, 192 p., 17 euros.

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

DÉVELOPPEMENT Gazoduc à risques

Encore un mégaprojet conçu dans l'intérêt des multinationales et des gouvernements, au détriment des populations et de l'environnement ? Le West African Gas Pipeline est un gazoduc qui devrait traverser le Nigeria, le Bénin, le Togo et le Ghana. Mais, selon les Amis de la Terre, il risque d'exacerber les conflits dans la région. Et

les populations locales ont déjà déposé un recours devant le Panel d'inspection de la Banque mondiale – qui finance le projet – en dénonçant les défaillances en matière de consultation et de compensations prévues. Elles alertent aussi sur les risques liés à la jonction avec un ancien gazoduc, qui n'aurait pas été pris en considération dans l'étude d'impact environnemental. « De façon plus générale, selon les Amis de la Terre, ce projet pose un



certain nombre de questions récurrentes : qui va profiter de ce projet ? Le but est-il l'accès des populations à l'énergie ou l'alimentation d'industries minières déjà nuisibles ? » La France est

amenée à se prononcer sur ce projet en tant qu'un des principaux actionnaires de la Banque européenne d'investissement, qui pourrait apporter 70 millions d'euros. www.amisdelaterre.org

DETTE

L'Équateur sur la bonne voie ?

Le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) « salue le peuple équatorien, qui a choisi comme Président le candidat de gauche Rafael Correa ». Il rappelle qu'en tant que ministre des Finances, Rafael Correa a combattu, en 2005,

« l'inadmissible perte de souveraineté qu'impliquent les mesures économiques imposées par le FMI, la Banque mondiale et les grandes puissances ». Il a obtenu, avant que les pressions de la Banque mondiale sur son pays ne le pousse à la démission, qu'une partie de l'argent du pétrole servant au remboursement de la dette, qui absorbe 40 % du budget national, soit réorientée vers des dépenses sociales. Aujourd'hui, une commission officielle effectue un audit de la dette, et le CADTM « demande au nouveau président équatorien de s'appuyer sur cet audit pour répudier totalement la dette extérieure publique de son pays, qui n'a absolument pas profité aux populations dont la majorité vient de le porter au pouvoir. » Rens. : www.cadtm.org, france@cadtm.org, 06 60 54 27 13.

MANIFESTE Mobilisation œcuménique

Le Manifeste pour l'économie solidaire (voir page suivante) a pour objectif de doubler le champ de l'économie solidaire d'ici à cinq ans, par la sensibilisation du grand public, le débat autour de propositions et la pression sur les politiques en 2007. Plus de 130 structures l'ont signé, parmi lesquelles le Réseau des territoires et le Mouvement pour l'économie solidaire, le Celavar, la Coorace, le Réseau Cocagne, et nombre d'associations locales. Les signatures individuelles (plus de 3 000) couvrent largement le spectre socio-économique français : à la lettre B, par exemple, on trouve Claude Bébear, le président du conseil de surveillance d'Axa, mais aussi Yves Barnoux, celui des Cigales d'Île-de-France ; Romain Brillie, « Program assistant » pour Arcelor-Chine, et Ilham Benhalla, conseiller ANPE dans les Alpes-Maritimes ; Marie-Christine Blandin, sénatrice verte du Nord, et Christian Bouillé, conseiller général socialiste de l'Hérault. www.sinvestir.org, 01 53 24 26 64.

Agenda

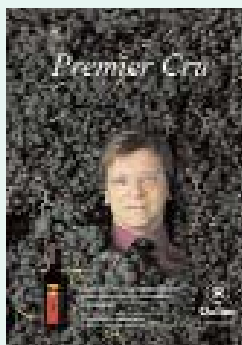
Quels liens existent-ils entre travail, culture et société ? Le collectif de création et de réflexion « Les Périphériques vous parlent » propose avec la Cité des Récollets, à Paris, un cycle baptisé « La créativité, un enjeu de transformation sociale ? ». Le 12 décembre, aura lieu une rencontre sur le thème « Travail et culture : l'horizon des possibles ». « Dans le cadre d'une réalité mondiale de plus en plus chaotique, sur laquelle la crise du salariat et la domination des critères marchands posent leurs marques de misère et d'exclusion, transformant ainsi les individus en clientèles dociles ou en ressources humaines corvéables à merci, le collectif « Les Périphériques vous parlent » se propose de donner vie à des pratiques culturelles créatives qui représentent pour les citoyens des chemins possibles vers l'autonomie, une volonté de s'organiser, d'agir et de penser autrement. » Au programme, projection de *Pour mémoire* (La Forge), de Jean-Daniel Pollet (1979), un film sur la fin du monde ouvrier et une réflexion sur le sens du travail, suivie d'un débat avec Claire Villiers (cofondatrice d'Agir ensemble contre le chômage), Yovan Gilles (de la revue *Les Périphériques vous parlent*) et l'historien Sébastien Juy. À 20 h 30, à la Maison de l'architecture, 148, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris X^e (entrée libre, réservation indispensable). Suivront d'autres rencontres, le 16 mars sur « Temps libre et utopies sociales », et le 3 avril sur « Le travail humain au miroir de l'art ». Rens. : 01 40 05 05 67, www.lesperipheriques.org, chaos@lesperipheriques.org

COMMERCE ÉQUITABLE

Vous avez dit dignité ?

Une campagne d'affichage d'Oxfam-Magasins du monde, en Belgique, flirte avec le sexisme et la connivence politique.

On parle beaucoup, en Belgique, d'une campagne d'affichage de l'association Oxfam-Magasins du monde, fédération de 300 boutiques vendant des produits issus du commerce équitable. Pour faire un coup médiatique, l'association, dont le slogan est « Made in dignity », « Fait dans la dignité », a choisi d'utiliser de procédés que l'on pouvait imaginer contraires à l'éthique du commerce équitable. Sur l'une des affiches, titrée « Oxfam Fatale », on voit une Miss Belgique presque nue couchée sur un parterre de bonbons au chocolat, tandis que sur une autre, titrée « Extra Vierge », une bonne sœur montre le bout de ses gambettes en bas résille et écarpins rouges pour vendre de l'huile d'olive palestinienne équitable (1). Dans un autre registre, le Premier ministre libéral Guy Verhofstadt se trouve au milieu de grappes de raisins, au-dessus d'un texte disant : « Croyez-moi. Parfois, il n'y a pas que le raisin que l'on écrase. Les paysans doivent pouvoir être en position de se faire respecter et de négocier. C'est pourquoi je choisis le commerce équitable. » Étonnant de la part de celui que l'on surnommait dans les années 1980 Baby Thatcher (2) ! Deux autres affiches ont pour modèles le président du parti socialiste flamand, Steve Stevaert, et celui du parti socialiste belge, Elio Di Rupo, également vice-président de l'Internationale socialiste, qui participe à la coalition gouvernementale belge. Sur le site Internet d'Oxfam-Belgique, en introduction de la page proposant des photos de pays du Sud, on peut lire : « Au-delà de sa valeur purement informative, le message subjectif d'une image est très important. L'accent est mis sur la dignité et la combativité des gens. » Cette campagne de pub d'Oxfam met-elle vraiment l'accent sur la dignité des femmes et sur la combativité politique pour construire un commerce et un monde plus justes ? Ou conforte-t-elle un modèle de consommation fondé sur une publicité prête à tout, assurant la communication, à la veille des législatives



belges de 2007, d'hommes politiques peu équitables ? Denis Lambert, secrétaire général d'Oxfam-Magasins du monde, a accepté de nous répondre. « L'affiche "Oxfam fatale", qui est une parodie de celle du film *American Beauty*, est un peu limite, admet-il. Mais le but d'une campagne publicitaire est de faire réagir, et à l'évidence cela fonctionne. Pour ce qui est du politique, il y a deux manières d'être indépendant : soit on est indépendant, soit on est dépendant de tout le monde, et donc de personne. Nous, nous sommes dépendants de tout le monde pour le financement, les relations politiques, associatives, etc. Cette campagne a été montée en interne, et bénévolement, dans l'esprit du surréalisme belge : pensez-vous qu'un Premier ministre français se serait lui-même tourné en dérision ainsi ? » Le responsable associatif pointe que, grâce à cette petite polémique, Oxfam a bénéficié, dans les médias, d'une exposition équivalente à une très forte dépense d'achats d'espaces publicitaires. « Nous sommes dans la logique de l'efficacité... Mais nous n'utilisons pas seulement ce genre de procédés, nous varions les campagnes, regardez sur notre site Internet. » Denis Lambert insiste aussi sur le fait qu'il a profité d'interviews qui lui ont été proposées pour interpeller les hommes politiques complices de ses campagnes. « J'ai demandé au Premier ministre belge qu'il s'engage à reconnaître le vrai commerce équitable contre le commerce équitable light, celui par exemple que les multinationales veulent développer elles-mêmes ou celui de Max Havelaar quand il travaille avec Nestlé ou McDonald's. » Une louable intention. Mais la fin justifie-t-elle les moyens ?

DANTE SANJURJO

(1) www.madeindignity.be

(2) Lire « Quand le "commerce équitable" fait de la pub », par François Schreuer, sur <http://liege.indymedia.org/news/2006/11/13416.php>

Prêts écolos



La Nef, coopérative de finances solidaires, peut désormais prêter aux particuliers. Mais uniquement à ceux qui ont franchi le pas et sont devenus sociétaires. Il aura fallu attendre un an pour finaliser le dossier et obtenir l'agrément de la Banque de France. Il aura surtout fallu attendre dix-huit ans, l'âge de la Nef, pour que ce service s'étende aux particuliers. « *C'est un gros chantier qui demandait beaucoup de temps, nous avions d'autres priorités* », explique Jacky Blanc, directeur général de la société financière de la Nef. Il fallait aussi atteindre une certaine solidité financière avant de se lancer dans ce genre de projet. « *Aujourd'hui, avec 16 000 sociétaires, nous avons une assise suffisante.* » Nef Immo et Nef Eco sont « les deux premiers nés » de ce nouveau service. Nef Immo, un prêt immobilier, doit permettre de financer sur une durée maximale de 20 ans des projets d'éco-construction ou d'éco-rénovation qui respectent certains critères, comme une consommation énergétique basse, l'utilisation de matériaux naturels, etc. La deuxième offre, Nef Eco, est un prêt à la consommation réservé à l'investissement dans des équipements écologiques comme des panneaux photovoltaïques, des pompes à chaleur, etc. On pourra même souscrire ce prêt pour acheter une voiture peu économe. Depuis le lancement de l'offre, trois prêts ont déjà été accordés, cinq sont à l'étude, et, chaque jour, la Nef traite une dizaine de demandes de renseignements. Elle démontre ainsi que finance et écologie ne sont pas incompatibles.

DANIEL MACHADO

Pour plus d'informations : www.lanef.comÉCONOMIE SOLIDAIRE
Plus de reconnaissance

Alors qu'un important « meeting de l'économie solidaire » est prévu le 7 décembre à Paris (à la Mutualité, à 18 h 30) et prolonge le « Manifeste de l'économie solidaire », le Mouvement pour une économie solidaire (MES), coprésidé par Madeleine Hersent, signataire du Manifeste, a indiqué dans un communiqué qu'il « s'associe aux démarches favorisant la reconnaissance du secteur ». Mais le MES précise que « ses regroupements régionaux veulent prendre une part active dans la coconstruction des politiques publiques de l'économie sociale et

solidaire pour renforcer les acteurs de terrain qui construisent au quotidien des alternatives économiques centrées sur la personne humaine et non sur le profit. Des initiatives citoyennes populaires variées, régies de quartier, restaurants associatifs, maisons de chômeurs, lieux culturels, boutiques du commerce équitable, finances solidaires, organisations de solidarité internationale renforcent les cohésions sociales et territoriales ». Le MES s'affirme aussi comme « porteur d'un projet politique de lutte contre les inégalités, ce mouvement fait la preuve au quotidien de la capacité transformatrice des engagements citoyens quand ils sont reconnus et soutenus par des politiques publiques respectueuses des dynamiques existantes ».

ENTRETIEN

« Porter un autre regard »

La télévision libre Zalea TV est disponible sur Freebox depuis septembre. Les explications de Thomas Tertois, son coordinateur de programmation.

Depuis le 29 septembre, Zalea TV est diffusée au-delà de l'Internet, et sur tout le territoire, à travers le bouquet télé de la Freebox (voir « Politis » n° 919). Comment cela s'est-il fait ?

Thomas Tertois : Nous avons eu des autorisations temporaires du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'émettre sur le réseau hertzien local pour six mois en 2001, puis de novembre 2003 à mai 2004. Mais, ensuite, le CSA a décidé de ne plus donner d'autorisation aux télévisions associatives non alignées telles que Zalea TV. Elles ont alors disparu du réseau hertzien, sur lequel ne sont restées que les « télévisions-monsieur-le-maire », soutenues soit par des groupes de presse régionaux, soit par la mairie, le conseil général ou le conseil régional. Ces dernières n'ont pas la liberté de ton et de parole qu'ont les télévisions libres, c'est-à-dire associatives et indépendantes.

Exclus du réseau hertzien traditionnel, nous nous sommes portés candidats à la Télévision numérique terrestre (TNT) nationale. Notre candidature a été rejetée à deux reprises par le CSA. Notre recours devant le Conseil d'État a été débouté. Pourtant, quand, en 2004, ils n'ont pas renouvelé nos autorisations temporaires, les hommes politiques et le CSA nous ont fait miroiter que la TNT allait permettre à d'autres formes télévisuelles d'émerger. Finalement, le CSA a préféré octroyer les canaux de la TNT nationale à des chaînes appartenant à de grands groupes de presse ou financiers, comme Lagardère.

Quant aux réseaux hertziens locaux, le CSA octroie de façon quasi systématique les autorisations de diffusion aux grands groupes de presse régionaux créant leur télé locale. Zalea TV, de son côté, a seulement une convention câble et satellite, qui s'est élargie à l'ADSL, ce qui nous permet aujourd'hui de diffuser sur la Freebox. Cette convention est facile à obtenir, car il n'y a pas de rareté de la fréquence avec ce mode de diffusion, contrairement à la diffusion par voie hertzienne. Le CSA a donc un contrôle plus faible sur ce type de diffusion. L'opérateur Free a été d'accord pour reprendre notre chaîne, sans limitation de durée. C'est notre première diffusion nationale – hormis une courte période sur le satellite –, mais elle sera limitée aux foyers équipés de la Freebox.

Quelle est la ligne éditoriale de Zalea TV ?

Nous sommes une alternative à la télévision dominante, commerciale ou de service public. Nous essayons d'offrir un accès au public à des personnes ou à des réalisateurs qui n'ont d'habitude pas la possibilité de parler ou d'être diffusés. Ensuite, nous allons entrer en période électorale, et nous estimons qu'il est très important que les télévisions libres puissent, dans ces moments-là, apporter une autre façon de faire de la télévision, porter un autre regard

sur les élections. Par exemple, nous n'essaierons pas de faire croire que la politique se résume à un combat de boxe. Nous mettrons en avant des problèmes de société importants à travers la parole d'associations, d'acteurs de la société civile, et à travers des programmes de réalisateurs indépendants, amateurs ou professionnels. Nous diffusons par exemple à nouveau les films de Pierre Carles, qui est interdit de télévision depuis très longtemps ; il fait un travail intéressant, pose des questions cruciales, mais les grandes chaînes de télévision ne le diffusent pas, pour des raisons de fond, de censure. Notre diffusion a commencé, le 29 septembre, à 20 h, avec son dernier film, *Ni vieux, ni traître* (sur les membres d'Action directe, NDLR). Nous avons aussi invité Marc Moreau, d'AC !, pour parler des chiffres du chômage, manipulés, selon lui, à des fins politiques. Il décrypte très bien le système de gestion et de contrôle des chômeurs. Nous donnons aussi carte blanche à des télévisions libres pour qu'elles présentent leur travail,

parlent de ce qui se passe dans leur région, etc. Notre programme est disponible sur le site de Zalea.

Vous vous présentez aussi comme une télévision participative ?

Oui, pour plusieurs raisons. Chacun peut nous envoyer des programmes, et nous les diffusons. Ensuite, les gens peuvent réagir ou poser des questions par téléphone, et même passer sur le plateau

s'ils n'habitent pas loin. Enfin, cette télévision ne marche qu'avec des bénévoles. Ceux qui veulent s'impliquer peuvent venir s'occuper du cadrage, du son, du mixage. Quand nous sommes en période de diffusion, nous formons sur le tas quantité de personnes aux techniques audiovisuelles. Pour nous, il est très important de montrer que tout le monde peut faire de la télévision. Ce n'est pas un objet sacré. La télévision peut appartenir à tous, et pas seulement à des groupes privés.

Vous êtes sortis des griffes du CSA, pouvez-vous maintenant diffuser tranquillement ?

Nous allons voir. Mais le combat avec le CSA n'est pas terminé, et il est très important. Comme les autres médias qui ont participé aux États généraux pour une information et des médias pluralistes, à Saint Denis (93), nous voulons une réforme du CSA pour qu'il y ait davantage de neutralité dans ses choix. Ses neuf membres actuels ont été choisis par l'UMP. Zalea TV va se porter candidat à la TNT locale. Mais, si le CSA ne change pas de directives, les télévisions libres ne pourront toujours pas émettre sur des canaux de diffusion accessibles au plus grand nombre.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANTE SANJURJO

Zalea TV : 01 46 07 22 08, www.zalea.org

DE

Et les canons pompaient...



Ils ont quelque chose de pathétiquement « shadok », les efforts d'*homo sapiens* pour couvrir les montagnes de neige artificielle, en plein soleil, avec de petites machines orange. On est en décembre, les vacances approchent, mais pas la manne blanche. Val d'Isère a même dû annuler son étape de la coupe du monde de ski. Chaque hiver, les stations investissent un peu plus dans des batteries de canons à neige, qui pompent l'eau des lacs et polluent les sols avec leurs adjuvants chimiques pour compenser un déficit croissant et inexorable des journées de loisirs hivernaux en montagne. Mais la nature reste sourde au désespoir des spatules. L'automne 2006 est le plus chaud du demi-siècle en France (près de 3 °C au-dessus des moyennes), et l'hiver pourrait bien être « doux », si l'on en croit les premières projections de spécialistes. À quand le ski sur herbe ?

POLLUTIONS

Changer d'air intérieur

Les polluants de l'habitat pourraient expliquer certains cancers et allergies.

L'air intérieur des habitations, où nous passons plus de 80 % de notre temps, est très pollué. On le savait, mais la France dispose enfin d'une étude quantitative de référence (portant sur près de 600 logements dans 55 départements), publiée par l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur (OQAI) (1) : dans près d'un logement sur dix, on relève des concentrations très élevées de plusieurs polluants chimiques. Et, pour chaque polluant (l'étude en mesure une trentaine), jusqu'à 30 % des logements présentent des taux bien supérieurs à la moyenne.

En tête de l'inquiétant palmarès, des cancérigènes notoires comme le formaldéhyde, présent dans une foule de produits (fumée de cigarette, colles, détergents, etc.) et dans tous les locaux, et des allergènes d'acariens, trouvés dans la moitié des habitations à plus de 80 % du seuil de sensibilisation allergique. En revanche, dans 45 % des cas les concentrations restent très faibles. Quoi qu'il en soit, la qualité de l'air intérieur s'est fortement

dégradée depuis une vingtaine d'années, ce dont le public est peu conscient : aux pollutions extérieures (qui entrent inévitablement dans les logements) s'ajoutent des émissions intérieures de plus en plus importantes. C'est la conséquence de l'explosion de la chimie au service du bricolage, des produits d'entretien, mais aussi des progrès de l'isolation des locaux, dont la ventilation est souvent insuffisante. Une seule préconisation : aérer les pièces au moins dix minutes par jour. En contradiction hélas incontournable avec les nécessaires économies d'énergie ! Ce que pourrait néanmoins compenser une baisse de la température intérieure : elle dépasse 21 °C dans la moitié des logements, ce qui est favorable au développement des acariens, alors que les recommandations de confort suggèrent de ne pas dépasser 19 °C. Gain potentiel d'énergie : 15 % !

PATRICK PIRO

(1) Voir sur le site www.afsse.fr, recherche « campagne logements ».

Purin d'ortie

Demi-victoire pour le collectif « Ortie et Cie » : après l'émotion soulevée par les menaces sur les méthodes naturelles d'enrichissement et de traitement des cultures (voir *Politis* n° 917), la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale a adopté un amendement au projet de loi sur l'eau (dont la seconde lecture n'aura lieu qu'en janvier), autorisant l'usage de « préparations naturelles issues de fabrications artisanales », comme le purin d'ortie, sans autorisation préalable de mise sur le marché. Mais, attention, ce n'est pas gagné : des amendements similaires avaient déjà été retirés au dernier moment lors de l'adoption de la loi d'orientation agricole, il y a deux ans. De plus, l'amendement ne prévoit rien pour les produits naturels non artisanaux, ni pour les produits industriels non toxiques utilisés sur les cultures, ni pour les phytosanitaires d'origine végétale.

Ortie et Cie : 06 33 11 02 08, bernard@terran.fr

Communes solaires

Sympathique, le championnat de France organisé par le Comité de liaison des énergies renouvelables (Cler) pour la troisième année : il récompense les communes les plus mobilisées en faveur des énergies renouvelables (72 concurrentes en 2006). Saluons les lauréates les plus petites : Saint-Martin-les-Eaux (04) pour le photovoltaïque, Teyssières (26) pour le solaire thermique, Felletin (23) pour le bois énergie, et Kaysersberg (68) pour son activité remarquable dans les trois catégories.

Plus d'infos : 04 75 78 36 25, www.cler.org/championnat

Internet vert

Deux nouveaux sites bien pratiques :

– www.greenpeace.fr/ecobois, de l'association Greenpeace, pour choisir son bois le plus écologiquement possible pour toutes les utilisations à la maison, et éviter les pièges.

– www.preventiondechets.fr, où France nature environnement apprend aux jeunes à réduire les déchets.

CHANGER D'ÈRE

PAR PATRICK PIRO

Le défi de Voynet

Les Verts n'ont jamais prouvé, à ce jour, qu'ils disposaient d'une stratégie pour convertir en un solide capital électoral l'intérêt évident que leurs idées rencontrent dans l'opinion publique. Ne parlons pas de conquête du pouvoir. Le fossé entre leurs ambitions déclarées et les moyens qu'ils se donnent pour les concrétiser semble impossible à combler. Les Verts, prompts à l'autodérision – une consolation pour eux –, se gaussent volontiers de leur « incapacité congénitale à... » (de nombreux compléments sont possibles). Leur dernier congrès à Bordeaux (voir p. 8) en a apporté une nouvelle preuve : alors que la gravité des problèmes écologiques planétaires semble enfin dessiller les yeux des politiques de tous bords, que l'opinion publique trouve prise au discours simple et sans arrière-pensée politique porté par Nicolas Hulot, les Verts, héritiers de René Dumont, « inventeurs » de l'écologie politique, dépositaires de propositions environnementales, sociales, économiques, sociétales, culturelles, etc. parmi les plus séduisantes du plateau politique, se retrouvent « à la ramasse », réduits à clamer : « Eh ! On pique nos idées, et en moins bon en plus, à nous qui disons déjà tout ça depuis des années ! » L'époque leur semble enfin propice. Et que font les Verts ? Par une délectation propre à leur psychologie collective, ils se sont enfermés à Bordeaux dans un de leurs examens de conscience rituels : une chamaillerie entre huit courants politiques, à peu près un par « chef » pour environ 9 000 adhérents, et aux nuances à peu près indéchiffrables, même pour eux. Les Verts voulaient « faire de la politique autrement » (ils le disent moins, désormais) : ils y parviennent, par l'aversion qu'ils ont pour un certain nombre de pratiques politiques, dont celle consistant à se ranger derrière un porte-drapeau pour les mener devant les électeurs lors de l'élection suprême. Les écolos n'aiment pas les têtes qui dépassent. Voynet, Lipietz, Mamère en ont déjà fait l'expérience. À Bordeaux, on ne peut pas dire que Dominique Voynet a réussi à mettre les Verts en ordre de marche : elle est tout juste parvenue à ce que son parti ne devienne pas son principal boulet ! Ce sera bien loin d'être suffisant. La candidate verte a devant elle un immense défi à relever, peut-être le plus important de sa carrière. Après avoir rejeté l'option d'un front écologiste élargi, et martelé que hors des Verts point de salut, la voilà désormais seule (comme tout candidat à la présidentielle) pour parvenir à rendre l'écologie politique crédible devant les électeurs, et tenter d'exister un peu en marge de l'affrontement Ségolène-Sarkozy. *A minima*, il lui faudrait atteindre les 3,32 % de son résultat au premier tour de la présidentielle de 1995. Dépasser les 5,25 % recueillis par Noël Mamère en 2002 serait un exploit personnel. « Sommes-nous à la hauteur ? », interrogeait-elle, comme pour elle-même, en conclusion du congrès de Bordeaux.

Parrainage

Nous sommes très heureuses que *Politis* continue sa route dans l'indépendance, mais nous avons aussi chaud au cœur de prendre conscience que nous ne sommes pas des petites « saumones » isolées, qu'il y a des saumons tout partout autour de nous... Du coup, nous avons adhéré à l'association, le courrier part aujourd'hui. Bravo à toute l'équipe de *Politis*, qui nous donne chaque semaine un peu d'huile pour garder les neurones en marche. Par ailleurs, nous avons dans notre entourage d'autres petits poissons qui ne connaissent pas *Politis*. Je ne trouve pas de formule de parrainage dans les derniers journaux ni sur le site. Comment peut-on faire envoyer un exemplaire à ces personnes ?

DOMINIQUE ET NICOLE

Très juste. Nous allons vous proposer une formule de parrainage très prochainement.

D. S.

Pas contente

Politis, j'y suis depuis le début. Et avant, même... Puis j'ai manqué de beurre dans les épinards. Alors, un jour où c'était plus la dèche que d'habitude et qu'est tombé l'avis de réabonnement... eh ben, j'avais pas. Et puis il y a eu l'alerte, et le grand branle-bas de combat. Non, vous ne pouvez/deviez pas disparaître ! J'ai alerté tous les potes, inondé les forums que je fréquente pour parler de vous, gratté mes fonds de tiroir pour, au moins, me réabonner. Et qu'est-ce que je reçois dans ma boîte aux lettres ? Une pub pour Rhône-Poulenc ! Bon, OK, soyons honnêtes : juste pour Nicolas Hulot.

Mais qu'est-ce qu'il fout là, cet adepte de la « croissance durable » encensé par *le Figaro* ? [...] Bon, d'accord, peut-être que pour amener les cons à l'écologie, il faut quelqu'un qui leur ressemble. Sauf qu'il n'est pas con, le Nicolas. Il a juste trouvé un créneau. Et ça me fait braire que mon hebdo préféré lui emboîte le pas !
Amicalement tout de même.

MARIE-CHRISTINE INGILGIARDI, SISTERON

Un débat mal engagé

Bravo à nous (modestement pour moi), *Politis* continue pour faire avancer le schmilblic. Mais jamais le PC ni la LCR n'accepteront un projet de « gauche » autre que le leur, pourquoi ces pseudo-débats ? L'idéologie anarchiste est la base de la vraie démocratie. Elle fait peur ? À méditer... Il est toujours plus facile de cogner sur celui qui est juste à côté, « pour exister », que de cogner sur celui d'en face.

J.-F. BOBILLIER

Élan brisé

Au lendemain de l'élection présidentielle, quand Ségolène ou Sarkozy sera à l'Élysée pour cinq ans et que tout continuera comme avant (plus ou moins vite selon que ce sera l'un ou l'autre) : précarité, pollution, désagrégation sociale, violence dans les banlieues, débilites sur TF 1, repas chez McDo, courses à Auchan, santé dégradée, écoles privées sans racailles pour les uns, écoles publiques privées de crédits pour les autres, paradis pour vieux riches et taudis pour vieux miséreux, et j'en passe... J'espère que Marie-George Buffet et Olivier Besancenot auront au moins un regret : celui d'avoir gâché le formidable élan de la gauche antilibérale qu'aurait pu être la candidature de José Bové ! Un citoyen en colère,

DIIDIER HOCMERT,
RONCHIN (NORD)

Étude de cas

Tout d'abord, permettez-nous de vous féliciter à nouveau (mail précédent) du succès de votre sauvetage grâce à l'appui de tous vos lecteurs (et amis) convaincus qu'un journal indépendant est un gage de la sauvegarde de la démocratie. [...] Permettez-nous de vous faire part de nos interrogations sur ces sujets qui nous ont fait bondir :
– Cas Nicolas Hulot
Vous consacrez trois pages à ce bonimenteur. Sans parler de votre une quelque peu outrée. Présenter ce monsieur comme un candidat potentiel à la présidence, cela ne

Politis bouge sur le web

Nos internautes les plus fidèles ont déjà pu le constater : depuis quelques semaines, *Politis* fait sa mue sur Internet. Après la mobilisation massive pour le sauvetage du journal, dont le blog « Pour *Politis* » créé par le très dévoué Yanic Gornet fut le carrefour virtuel, nous avons décidé de profiter de cet élan et d'ouvrir le dialogue avec tous ceux qui avaient pris l'habitude de consulter ces pages.

Le nouveau *Politis.fr* (1), en cours de préparation, devrait être prêt pour la deuxième moitié de janvier. En attendant, le blog originel du Polithon, toujours consultable, a laissé la vedette à l'association Pour *Politis* et à son actualité (2). Vous y trouverez les statuts de l'association, le bulletin d'adhésion à imprimer et l'actualité de Pour *Politis*.

L'adresse du Polithon est ainsi récupérée pour accueillir le tout nouveau blog de la rédaction (3). Dans cet espace, chaque blogueur, membre volontaire de la rédaction, dispose de sa propre page. Au moment du bouclage du lundi 3 décembre, ils sont déjà huit à avoir ouvert leur espace de discussion.

Denis Sieffert, le dernier arrivé – pour l'instant –, répond au mail d'un lecteur via son blog et apporte des éclaircissements relatifs à la situation du journal. Ailleurs, le débat fait déjà rage dans les pages de Christophe Kantcheff et de Patrick Piro autour de la question de notre couverture du cas Nicolas Hulot. Christine Tréguier nous dit tout son soulagement de pouvoir enfin parler du web dans *Politis*... sur le web, tandis qu'Ingrid Merckx dissèque *Cœurs*, le dernier Resnais. Clotilde Monteiro revient pour sa part sur les élections professionnelles de la police, pendant que Michel Ribay choisit le format « chronique de la semaine » pour évoquer le foot, Sarkozy et l'immigration ainsi que la communication politique, avec force liens vidéos.

À vous aussi, désormais, de faire vivre ces blogs en venant débattre avec la rédaction et les autres internautes, grâce à vos commentaires. Venez nombreux !

X. F.

- (1) www.politis.fr
- (2) <http://association.pour-politis.org>
- (3) www.pour-politis.org

consiste-t-il pas à lui ouvrir un chemin royal ? D'autant plus en précisant qu'un sondage lui attribue 66 % comme « meilleur représentant de la défense de l'environnement ! » Devons-nous rappeler tous les produits dérivés portant la griffe Ushuaïa, le magazine du même métal qui fait avec allégresse la promotion des produits Nicolas Hulot (on n'est jamais mieux servi que par soi-même) et les publicités pour l'Espace de Renault et le 4X4 Volvo à 50 000 euros l'unité ? Devons-nous rappeler que sa Fondation est commanditée par l'Oréal, EDF, les Autoroutes du sud de la France, Bouygues, Décathlon, Lafarge, etc. ? Ne voyez-vous pas le piège grossier qui est tendu à la veille de ces élections grosses de conséquences ? [...] – Cas Ségolène Royal
Que cette dame ait enfoncé ses deux chers « amis » est une chose. Que vous lui consacriez une page et demie et, surtout, que Bernard Langlois lui dresse une chronique dithyrambique (même s'il précise qu'il ne votera pas pour elle) nous semble quelque peu excessif ! Un peu de sobriété dans l'analyse de sa désignation comme candidate PS nous aurait semblé préférable.
– Cas des collectifs
Nous avons adhéré, dès sa création,

au collectif antilibéral local et nous nous sommes mis au travail. Et puis (et là, le renoncement de José Bové nous conforte dans notre conviction) nous nous interrogeons sur les arcanes de certains des participants à ces travaux. [...] Nous craignons que, beaucoup de collectifs étant des émanations du PC (ainsi que vous le rapportez en bas de votre page 5), les jeux ne soient déjà faits.

Puissions-nous nous tromper ! [...] MARYSE ET MICHEL LACROIX,
LA MURE-D'ISÈRE

Résistants

Merci de nous révéler les détails de la « descente aux enfers » de *Politis*. Cela ne vous fait-il pas penser à autre chose ? Moi, je crois voir un certain parallélisme entre cela et l'acharnement avec lequel certains membres d'Attac s'efforcent de saborder le mouvement... Heureusement, nous sommes des résistants, avons aidé *Politis* à ce titre, et ne laisserons pas quelques individus s'emparer d'un instrument que nous avons contribué à former (je pense à tous ceux pour lesquels les idéaux du mouvement comptent plus que les personnes qui ont feint de les incarner).

ISABELLE BAUDRY, PARI

DIFFUSION EN KIOSQUE DE POLITIS

– Si vous souhaitez connaître sans délai le point de vente le plus proche de votre domicile, de votre lieu de travail, ou même de votre lieu de vacances, où vous trouverez, chaque jeudi, *Politis* ;
– Si vous souhaitez que votre marchand de journaux le plus proche soit, sous huitaine, approvisionné régulièrement en exemplaires de *Politis* ;

appelez le
01 42 46 02 20
du lundi au vendredi
de 10 h à 17 h
ou envoyez
un courrier électronique à
contact@kdpresse.com

DÉCEMBRE 2006



... pas si diplomatique que ça.

★ **AMÉRIQUE LATINE**

**Prisons brésiliennes,
du désastre social aux mafias**

par João de Barros

Lula, acteur majeur de l'intégration régionale

par Emir Sader

★ **PROCHE-ORIENT**

L'Iran du président Mahmoud Ahmadinejad

par Alexandre Leroi-Ponant

Comment Israël en est arrivé là

par Akiva Eldar

★ **SANTÉ**

Qui pouvait ignorer les dangers de l'amiante ?

par Marleen Teugels et Nico Krols

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ★ 4 €